

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13932 - 6 F

DIMANCHE 12-LUNDI 13 NOVEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION

L'accélération des réformes en RDA et la démission de M. Jivkov à Sofia

Le PC est-allemand annonce des élections « libres et secrètes »

Les dominos

On attendait la tête de M. Jivkov, le dirigeant tchécoslovaque, c'est celle de Todor Jivkov, son homologue de Sofia, qui est tombée. Mais le sens de l'événement est le même : depuis la chute d'Erich Honecker en RDA, l'Est européen est devenu le champ d'application de la théorie que les Américains, victimes du syndrome vietnamien, voyaient naguère à l'œuvre derrière les progrès du communisme en Asie : la « théorie des dominos » : l'un tombe, l'autre tombe. C'est-à-dire en faveur de la liberté.

Il faut, certes, attendre de voir à l'œuvre le nouveau chef du PC bulgare, M. Mladenov, pour se prononcer, encore qu'un dégel soit plus que probable après un si long règne et que le révisionnisme le plus radical - on l'a vu avec M. Gorbatchev et Kravtch - puisse commencer à se faire entendre.

La Hongrie et la Pologne, les deux autres dominos, ont déjà commencé à se retourner. En Hongrie, la Tchécoslovaquie, autrefois modèle de démocratie, aujourd'hui l'un des régimes les plus autoritaires d'Europe, a été gagnée par le virus démocratique. Une occasion a été saisie pour mener à bien les réformes et les élections, cela ne s'était jamais vu, pas plus qu'on n'y avait attendu.

Un autre heureux résultat est que les derniers bouleversements en Europe de l'Est sont allés trop loin pour être réversibles. Tout peut encore se produire à Moscou, la Tchécoslovaquie, autrefois modèle de démocratie, aujourd'hui l'un des régimes les plus autoritaires d'Europe, a été gagnée par le virus démocratique. Une occasion a été saisie pour mener à bien les réformes et les élections, cela ne s'était jamais vu, pas plus qu'on n'y avait attendu.

Il faudrait pour cela une intervention en force contre ces trois pays, donc une véritable guerre en Europe, une hypothèse rendue plus que douteuse par le moral actuel de l'armée rouge - et que M. Gorbatchev exclut en tout cas formellement.

La formulation par un porte-parole soviétique des exigences minimales de Moscou - maintien de l'alliance du pacte de Varsovie, mais libre choix de chacun de ses membres, sur la couleur de son gouvernement - en dit déjà long sur le repli général de l'URSS dans ce qui était autrefois sa chasse gardée. Et rien n'indique encore à l'heure où les événements font l'histoire plus encore que les gouvernements, que cette position soit définitive.

M 0146 - 11130 - 6.00 F



3790146006000 11130

Berlin-Ouest a connu, dans la soirée du vendredi 10 novembre, une nouvelle invasion, accueillie dans la joie. Des dizaines de milliers de Berlinois de l'Est ont franchi le mur, la plupart d'entre eux regagnant leur domicile après quelques heures à l'Ouest. Des centaines de milliers étaient attendus, samedi, pour de pareilles excursions, au cours du week-end. Trois nouveaux points de passage ont été ouverts dans le mur, et une dizaine d'autres devraient l'être dans les prochains jours.

Au terme de la réunion du comité central, le Parti communiste est-allemand s'est prononcé, vendredi soir, pour des élections « libres » et « secrètes ».

Le chancelier Helmut Kohl, qui avait interrompu, vendredi, sa visite en Pologne,

et s'était adressé dans l'après-midi aux Berlinois, est rentré à Bonn pour présider, samedi, une réunion extraordinaire du cabinet, après avoir eu un entretien téléphonique avec M. Egon Krenz.

Le président George Bush a affirmé, vendredi, pour la première fois, que le processus de réformes en Europe de l'Est était « réel », et a estimé que sa prochaine rencontre à Malte, début décembre, avec M. Mikhaïl Gorbatchev prenait encore plus d'importance.

A Sofia, le doyen des dirigeants des pays socialistes, M. Todor Jivkov, soixante-dix-huit ans, a cédé la place, vendredi, à la tête du Parti communiste bulgare, à un homme plus jeune que lui de vingt-cinq ans, M. Petar Mladenov, ministre des affaires étrangères depuis 1971.

Le réveil des Bulgares

Loin des tourments de Varsovie et des atermoiements de Budapest, ignorés par les médias occidentaux, les Bulgares, grande lecture de journaux soviétiques, connaissent, eux aussi, depuis dix-huit mois une fermentation politique.

La semaine dernière, cinq mille écologistes ont manifesté bruyamment dans les rues de Sofia, porteurs d'une pétition signée par onze mille cinq cents personnes contre plusieurs projets jugés nuisibles à l'environnement.

Certes, ils n'étaient « que » cinq mille, et la manifestation n'a guère duré plus d'un quart d'heure. Mais, à Sofia, en quatre décennies de régime communiste, cela ne s'était jamais vu, pas plus qu'on n'y avait attendu.

surpassant les cris de « démocratie », « glasnost », « référendum ».

La veille, le 2 novembre, les intellectuels membres du Club pour le soutien de la glasnost et de la pérestroïka, dont beaucoup furent sanctionnés, limogés, pourchassés par le pouvoir pour leurs activités, célébraient en toute légalité le premier anniversaire de leur mouvement dans un cinéma de Sofia.

On vit là une salle de cinq cents personnes, parmi lesquelles une quantité non négligeable de membres du parti, applaudir à tout rompre lorsqu'un orateur déclama « des élections législatives libres ».

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 3

Les Berlinoises, ensemble et semblables...

BERLIN

de notre envoyée spéciale

Sur l'énorme déambulateur qu'est devenu vendredi le Kurfürstendamm, l'avenue-vitrine de Berlin-Ouest, tout entière livrée aux piétons, ils ont marché toute la nuit, sans parler, par centaines de milliers. Beaucoup de Berlinois de l'Est, dont ce sont les premiers pas en terre occidentale, ont l'air dépayés, intimidés. Moins par ce qu'ils voient sans doute que par ce qu'ils leur arrive.

Le visage de certains rayonne d'une forte émotion, d'un bonheur silencieux. D'autres ont l'air fatigué et le regard méfiant, comme si les heurts crivent la démission de Jivkov en Bulgarie ou les dernières nouvelles en provenance de la RDA.

admis que s'effondrent les certitudes austères auxquelles ils ont jusqu'à ce jour consenti.

L'Ouest de la ville est envahi par une foule immense, les Berlinois pour la première fois sont ensemble, ils sont semblables. Et si, dans cette marée humaine, on cherche à faire le partage, un seul critère prévaut, celui du bruit : la retenue, le silence de ceux de l'Est, et le vacarme par lequel les accueillent ceux de l'Ouest.

A mesure que l'on descend le Kurfürstendamm, la foule se fait plus dense, elle est compacte et éboulée, le nez en l'air devant un panneau d'annonces lumineux où, entre deux publicités, s'inscrivent la démission de Jivkov en Bulgarie ou les dernières nouvelles en provenance de la RDA.

A la gare du Zoo, le flot de ceux qui rentrent sagement chez eux, à l'Est, se mêle au flot contraire des noctambules qui ne font qu'arriver et à la petite pègre loubarde, alcoolique et droguée de Berlin-Ouest. Ça fait trop de monde. On se presse dans le hall, on se bouscule devant les plans de ce métro Est-Ouest que n'utilisaient hier encore que ceux auxquels le troisième âge confère un droit de passage. On s'écroule dans les escaliers, on essaye de sauver les enfants, on frôle le drame à chaque arrivée d'une rame tant les quais sont bondés.

CLAIRE TRÉAN

Lire la suite page 4

Imaginer un nouvel ordre européen

par Jacques Amalric

« On s'était habitué à l'ordre des choses et, même si on le regrette, il faudra maintenant inventer une autre phase de l'histoire de l'Europe. » Cette phrase, prononcée vendredi 10 novembre à Copenhague par M. Mitterrand résume bien l'énorme tâche qui attend nos dirigeants au lendemain d'un événement - l'ouverture du mur de Berlin et de la frontière fortifiée interallemande - qui somme en effet le glas d'un ordre issu de la deuxième guerre mondiale.

Même s'il est aujourd'hui de bon ton de multiplier les hymnes à la liberté, cet ordre - il n'est pas interdit de le rappeler - était fondé sur le réalisme et était parfaitement injuste. Il n'en

était pas moins accepté par tous les dirigeants occidentaux, au nom de la sacro-sainte stabilité et de la paix, c'est-à-dire de la crainte de voir un conflit dégénérer en guerre nucléaire. Les Allemands de l'Est s'en souvenaient depuis 1953, les Hongrois depuis 1956 et les Tchécoslovaques depuis 1968.

C'est cet équilibre, déjà mis à mal par l'avènement de la démocratie polonaise et de la démocratie surveillée hongroise, qui vient de basculer en même temps que le pire symbole de la guerre froide. A l'origine de ce formidable mouvement : une certaine soif de liberté et l'aspiration à une vie meilleure certes, mais surtout l'effondrement désastreux d'un système économique.

C'est bien parce qu'il avait une conscience aiguë de ce dernier phénomène que M. Gorbatchev s'est décidé à faire résolument la part du feu, surtout dans son glacieux européen. Mais les événements sont allés plus vite et plus loin qu'il ne le pensait. Que ne le pensaient aussi experts et dirigeants occidentaux, qui avaient sous-estimé l'ampleur du désastre communiste et ont toujours été enclins à prendre leurs désirs pour la réalité.

En s'attaquant au pays le plus « sensible » de l'ordre ancien - la RDA - la tourmente autorisée par Moscou ne laisse plus d'échappatoire aux adeptes de l'attentisme. Même M. Bush, qui paraît avoir érigé la prudence en dogme, est en train de le comprendre : après nous avoir expli-

qué et fait expliquer que sa rencontre, les 2 et 3 décembre prochain, au large de Malte, serait un « non-sommet » destiné essentiellement à faire connaissance avec ce diable d'homme qu'est M. Gorbatchev, le président américain est bien obligé de convenir qu'on y évoquera aussi le tremblement de terre qui ébranle le continent européen. C'est bien le moins, même si M. Bush a raison d'ajouter qu'un pays comme les Etats-Unis - ou tout autre d'ailleurs - « ne doit pas fonder sa politique étrangère ou sa sécurité nationale sur les aspirations d'un seul homme en Union soviétique ».

Lire la suite page 5

Le mensonge, une arme économique

« Le Monde » organise, le lundi 13 novembre à Paris, un colloque sur « Ethique et finances ». La fin justifie-t-elle les moyens ?

La scène se passe le 23 septembre 1989 au siège de la Société générale. Le président, M. Marc Véniot demande à M. Georges Pébereau : « Le bruit court dans tous Paris que vous achetez des actions de la Banque Paribas avec des fonds de la République ? » « Elles sont infondues, je vous assure. Je ne suis pour rien dans ces achats, dont je ne connais pas l'origine », répond le président de Marceau Investissement (1). On connaît la suite. Piqué au vif par les mensonges du raidier, le président de la Générale lancera une

contre-attaque acharnée, et finira par triompher.

Huit ans avant cette scène, le 25 septembre 1980, un homme d'affaires bordelais, M. Jean-Claude Dumas, affirmant représenter des intérêts suisses, proposait d'apporter 300 millions de francs à Manufacture à condition que la société lui vende pour 100 millions de francs son patrimoine immobilier. Mensonges à nouveau. Il ne représentait, en fait, que lui-même et n'était intéressé que par le profit potentiel sur l'immobilier de la firme de

Saint-Etienne. Un mois plus tard, démasqué, il disparaissait.

Entre ces deux figures de menteur, la dernière citée, classique, de l'arrogance et l'autre, plus moderne, du financier sans scrupules, le monde économique d'aujourd'hui, fortement médiatisé, présente une palette étendue de mensonges.

DIDIER POURQUERY
Lire la suite page 13

(1) In la République des loups, par Airy Roumier, éd. Calmann-Lévy, septembre 1989.

Campagne pour les femmes battues

Le fléau de la violence conjugale toucherait un tiers des femmes sur dix page 9

Le nucléaire

en Grande-Bretagne

Le programme de privatisation est ajourné page 13

« Charlotte de Robespierre »

Une pièce de théâtre écrite à partir des Mémoires de la sœur du révolutionnaire page 10

Le sommaire complet se trouve page 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 100 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 fr. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 cr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

سكنا من الاجل

هكذا من الازل

2 Le Monde • Dimanche 12-Lundi 13 novembre 1989

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-55 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Impression :
« Le Monde »
11, rue de la Harpe
75005 PARIS

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

Remise des journaux sur les microfilms
et index du Monde au (1) 45-47-99-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Compotez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 45-47-96-72

tarif	FRANCE	EUROPE	MONDE	OUTRES MERS
3 mois	365 F	395 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 390 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ-CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour les abonnements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)
Changement d'adresse délégué au pré-
sident : un abonné doit adresser à l'ad-
resse ci-dessus, deux semaines avant
leur départ, la dernière bande
d'envoi à l'adresse ci-dessus.
PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer
tous les montants en espèces
d'impression. 821 UNCE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1988)
Jacques Fauvet (1989-1982)
André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Cofondateur en chef :
Claude Solas

Administrateur général :
Bernard Wozna

7 RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDPAR 650572 F ;
Télécopieur : (1) 45-23-08-51

DATES

Il y a trente ans

La plate-forme de Bad-Godesberg

ENTRE le 13 et le 15 novembre 1959, le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) prenait congé du marxisme et du concept de la lutte des classes en adoptant, à Bad-Godesberg, une petite ville située au sud de Bonn, un nouveau programme fondamental. Au cours d'un congrès extraordinaire, le mois prochain à Brême, ce texte va être remplacé par un autre programme élaboré sous la direction d'Oskar Lafontaine (chef du gouvernement régional de Sarre et vice-président du parti).

Le programme de 1959 revêt une importance capitale dans l'histoire plus que centenaire du SPD, car le réformisme doctrinal correspond enfin à la pratique du parti. Bad-Godesberg permet au SPD du second empire, qui se définissait comme un parti ouvrier à l'idéologie anticapitaliste et anti-communiste, de se transformer en un parti réformateur, ouvert à toutes les couches de la population. Grâce à cette rénovation idéologique, le SPD participe au pouvoir, au niveau fédéral, à partir de 1966. Il y restera jusqu'en 1982.

Depuis ses origines, en 1863, le courant social-démocrate vit dans la tension entre réformateurs (Ferdinand Lassalle) et révolutionnaires (August Bebel et Wilhelm Liebknecht), qui parviennent à un compromis au congrès de Gotha, en 1875. Aux deux congrès suivants, ceux d'Erfurt en 1891 et de Heidelberg en 1925, le marxisme l'emporte nettement, malgré la longue querelle sur le révisionnisme avant 1914. Depuis 1890, le SPD est le premier parti d'Allemagne (il le restera jusqu'en 1932), et il participe au pouvoir sous la République de Weimar jusqu'en 1932. Fidèle à l'idéologie révolutionnaire, il veut servir l'État de façon pragmatique, refusant de trancher le vieux conflit entre les marxistes et les réformateurs.

Scierie doctrinale

Interdit en 1933, le SPD paie durement son opposition à Hitler et au Parti national-socialiste. Reconstitué en 1945, il perd le contrôle des régions où il était le plus fortement implanté, car celles-ci sont situées dans la zone d'occupation soviétique qui donnera naissance à la République démocratique allemande en 1949. Par la fusion forcée avec le Parti communiste dans cette zone, il est écarté des responsabilités importantes. Très virulent depuis 1918, l'anticommunisme se renforce au contact de la politique stalinienne et face à la division de l'Allemagne.

Le SPD est réduit aux zones occidentales où il n'est pas majoritaire, sauf dans quelques régions. Le parti est dominé par des émigrés et des résistants, souvent âgés, qui continuent de se référer au dernier programme, celui de Heidelberg (1925), et même parfois à celui d'Erfurt (1891). Le premier président du SPD, Kurt Schumacher, est persuadé que l'avenir de l'Allemagne passe par le socialisme et que son parti est légitime, par son opposition sans faille à Hitler, à jouer un rôle dirigeant dans l'Allemagne nouvelle. Le SPD se prononce pour la planification étatique, la socialisation des moyens de production et le contrôle démocratique des grandes entreprises.

Contrairement aux attentes de Kurt Schumacher, la République fédérale d'Allemagne se donne en 1949 une majorité conservatrice qui met en œuvre la politique de l'économie sociale de marché. Condamné à l'opposition, le SPD s'enferme dans une sorte de scierie doctrinale et dans une politique de refus. Le nouvel État se stabilise rapidement sur le plan politique, économique et social ; les résultats électoraux du Parti social-démocrate sont décevants.

L'idéologie anticapitaliste du SPD commence à être critiquée. Dès 1952, le jeune expert économique Karl Schiller lance la célèbre devise : « Libre concurrence autant que possible, planification autant que nécessaire ». La défaite électorale de 1953 fait prendre conscience de la nécessité d'une rénovation idéologique. Celle-ci est amorcée au congrès de Berlin, en 1954. Aux élections de 1957, l'écart se creuse entre le SPD et la CDU-CSU. Le congrès de Stuttgart, en 1958, décide d'accélérer l'élaboration du

nouveau programme fondamental qui, après bien des difficultés intérieures, est finalement adopté à Bad-Godesberg, en novembre 1959, par 324 voix contre 16 seulement. Le texte comprend un préambule, plusieurs sections et une conclusion intitulée « Notre voie ».

Le préambule insiste sur « la contradiction de notre temps », due à la peur de l'autodestruction de l'humanité et à l'espérance en un avenir meilleur. Les valeurs fondamentales du socialisme sont la liberté, la justice et la solidarité. Toute référence au marxisme est supprimée.

« Le socialisme démocratique qui, en Europe, trouve ses racines dans l'éthique chrétienne, dans l'humanisme et dans la philosophie classique, ne prétend pas proclamer des vérités dernières, non par incompréhension et par indifférence devant les philosophies ou les vérités religieuses, mais par respect des décisions de l'homme, en matière de foi, décision dont le contenu ne doit être déterminé ni par un parti politique ni par l'État. »

La question de la réunification

Dans ses « exigences pour une société humaine », le SPD en appelle au respect de l'ordre juridique international et au banissement de la guerre. Il demande que tous les peuples bénéficient du bien-être et de la solidarité. Il condamne les dictatures et accuse les communistes d'avoir falsifié l'héritage intellectuel socialiste. Il exige le contrôle du pouvoir politique et économique.

Le SPD accepte l'organisation étatique de la République fédérale et fait siens les principes de la démocratie parlementaire. Il se prononce très clairement pour une réunification de l'Allemagne (question qui l'embarrasse aujourd'hui). Longtemps hostile au réarmement, il accepte la défense nationale, tout en se montrant sensible aux idées de détente et de désarmement contrôlé.

Le long développement sur l'« ordre économique et social » expose que la population

doit profiter d'un bien-être croissant et équilibré entre tous les citoyens. Le SPD réclame le plein emploi, la stabilité monétaire et une politique conjoncturelle de prévision. Il approuve l'économie de marché et son principe de base, la libre concurrence.

Pour limiter les inconvénients des concentrations, il veut juguler le pouvoir des grandes entreprises, mieux les contrôler et encourager la coopération. Il souhaite une répartition plus juste des revenus et du patrimoine. La socialisation des moyens de production est envisagée, mais sans en faire une exigence absolue. La propriété privée doit être favorisée « tant qu'elle n'empêche pas la mise en place d'un ordre social juste ». Par ce programme, le SPD accepte le capitalisme comme base d'une vie économique et sociale qu'il désire améliorer.

Le passage sur les Églises s'appuie sur les idées de tolérance et de coopération ; il précise que « le socialisme n'est pas une religion de remplacement ». La conclusion (« Notre voie ») évoque l'histoire heurtée du mouvement ouvrier allemand, avec ses échecs, ses succès et ses espérances dans la lutte contre les forces capitalistes. Mais elle réaffirme avec force l'hostilité au communisme : « Les communistes répètent la liberté de façon radicale. Ils violent les droits de l'homme et le droit à l'autodétermination de la personnalité et des peuples. » Avec trente ans d'avance, le SPD annonce que cette mise en tutelle ne durera pas toujours. Une phrase résume l'esprit du programme de Bad-Godesberg et donne la mesure des changements intervenus : « D'un parti de la classe ouvrière, le Parti social-démocrate est devenu un parti du peuple. »

Le SPD devait achever la modernisation de son programme (qui comporte toujours quelques ambiguïtés anticapitalistes) en modifiant ses positions en matière de politique extérieure. En mars 1959, son principal stratège, Herbert Wehner, proposait encore une Allemagne réunifiée, désarmée, avec un Parlement issu d'élections libres, cette Allemagne faisant partie d'une zone démilitarisée en Europe. Les Soviétiques rejettent ce plan. Herbert Wehner l'abandonne et, le

30 juin 1960, au Bundestag, il annonce que son parti accepte désormais le système de la coopération européenne et atlantique qu'il avait combattu.

Parallèlement à cet effort de renouvellement doctrinal, le SPD se réorganise et se donne, pour les élections fédérales de 1961, un nouveau candidat à la chancellerie en la personne de Willy Brandt (à l'époque maire de Berlin-Ouest), qui incarne le socialisme rassurant de type scandinave. Le SPD passe pour un parti moderne et dynamique, ouvert aux jeunes et aux femmes, favorable aux réformes. Il progresse sur le plan électoral. En 1966, il participe à un gouvernement fédéral dirigé par la CDU. En 1969, il forme lui-même le gouvernement avec le petit Parti libéral, Willy Brandt étant chancelier. Helmut Schmidt lui succède en 1974.

Pour sortir des généralités de 1959, le Parti social-démocrate décide, au congrès de Sarrebruck, en 1970, d'élaborer, sur la base de Bad-Godesberg, un programme socio-économique à long terme avec des données concrètes et quantifiées. C'était une façon aussi d'occuper les marxistes et idéologues de gauche qui revenaient en force dans le SPD. Technocratique et trop conçu en fonction d'une croissance continue, le « cadre d'orientation des années 1975-1985 » (OR'85 dans le jargon SPD) est resté sans effet sur la vie du parti.

Problème d'identité

La perte du pouvoir à Bonn en 1982, la montée de l'aile gauche, les défaites électorales de 1983 et de 1987, les nouvelles données technologiques, politiques, économiques et sociales remettent en question l'identité du SPD. L'écologie, le pacifisme et le chômage deviennent des thèmes majeurs. Une commission dirigée par Erhard Eppler a réfléchi à l'actualisation des valeurs fondamentales du SPD. Une seconde étape conduit à l'élaboration d'un nouveau programme fondamental qui va être discuté à Brême, en décembre. De nombreux amendements sont déjà déposés, surtout de la part des militants les plus à gauche.

Oskar Lafontaine dirige également le groupe de travail qui prépare le programme gouvernemental du SPD pour les élections fédérales de décembre 1990. C'est le « programme 90 » (Fortschritt'90 ou F90). Là aussi les controverses vont bon train sur des sujets sensibles comme l'environnement, la politique énergétique ou la politique fiscale. Oskar Lafontaine propose notamment d'introduire un impôt écologique, mais il ne peut avoir la certitude que l'augmentation du prix de l'essence poussera les Allemands à utiliser davantage les transports publics. Comment financer son ambitieux programme de relance du logement social et de la politique de l'emploi ? Les électeurs allemands seront très attentifs à la capacité de gestion du SPD.

Le parti est très touché par l'évolution de la situation en RDA depuis cet été. Le SPD s'est vu reprocher d'avoir trop privilégié ses rapports avec les dirigeants communistes de Berlin-Est et négligé les contacts avec les contestataires. Il rattrape maintenant son retard et s'intéresse beaucoup au Parti démocratique-social de RDA, fondé récemment. Le SPD n'est pas très à l'aise dans le débat sur les frontières allemandes, la réunification (un sujet tabou qu'il évite actuellement), les rapports avec la RDA et le rôle des Allemands en Europe, car les forces de droite peuvent facilement lui reprocher de jouer la carte du statu quo.

La comparaison des débats suscités par la préparation des programmes de Bad-Godesberg et de Brême montre que les problèmes et la situation de l'Allemagne fédérale ont beaucoup changé en trente ans. Le choix de réformisme ne sera pas remis en question, mais les transformations en cours dans les deux Allemagnes (montée des républicains à l'Ouest et persée des opposants à l'Est) ne seront-elles pas plus décisives que les programmes ?

HENRI MÉNODIER
(professeur des universités Paris-10)

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h30

VALÉRY
GISCARD D'ESTAING

animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur
RTL

BULGARIE : le remplacement du secrétaire général du parti communiste

M. Petar Mladenov :
dix-huit ans aux affaires étrangères

M. Petar Mladenov, cinquante-trois ans, ministre des affaires étrangères depuis 1971, a succédé vendredi 10 novembre à la tête du Parti communiste bulgare à M. Todor Jivkov, qui assumait ces fonctions depuis trente-cinq ans. Au cours d'une réunion du comité central, M. Jivkov, soixant-dix-huit ans, doyen des dirigeants des pays socialistes, a également démissionné de son poste de chef de l'Etat. Ce poste sera pourvu lors de la prochaine séance de l'Assemblée nationale.

Le premier ministre, M. Gueorgui Atanasov, a indiqué que M. Mladenov représentait « l'unité et la succession des générations ». Le nouveau numéro un a, pour sa part, promis des réformes, en particulier une nouvelle impulsion à la reconstruction économique, mais « uniquement dans le cadre du socialisme et au nom du socialisme ». Un plénum extraordinaire du comité central doit analyser prochainement l'état du pays.

Certains voient en Petar Mladenov un homme modéré et pragmatique, d'autres un communiste très traditionneliste. Pas plus tard que la semaine dernière, lors d'une visite officielle à Pékin, il avait exprimé son inquiétude sur l'évolution politique de l'Europe de l'Est. Ces propos étaient tout à fait conformes à la ligne officielle du parti, mais peu après on murmurait à Sofia que l'heure de la disgrâce était proche. En effet, « pour raisons de santé », il n'avait pas participé à la rencontre bulgare-turque de Kowetz destinée à régler le différend entre les deux pays sur la minorité turque et musulmane de Bulgarie, soumise à une assimilation forcée, et dont une part importante — des centaines de milliers au cours des dernières décennies — cherchait asile en Turquie. Il était, dit-on, trop favorable à un compromis. Il n'avait pas assisté non plus à la dernière réunion des ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie. Ces petits signes indiquaient que sa carrière politique était peut-être compromise, bien qu'il n'ait jamais figuré sur la liste des successeurs potentiels de Todor Jivkov.

Sa promotion est une surprise, mais Petar Mladenov, personnage discret, n'est pas pour autant un nouveau venu. Phénomène tout à fait étonnant dans un pays où l'on fait « circuler » les cadres dès qu'ils acquiescent quelques ambitions : il a dirigé pendant dix-huit ans — un record en Europe de l'Est — la diplomatie bulgare dans l'ombre de Todor Jivkov et peut se targuer d'un parcours politique irréprochable dans les rangs du PC.

Né en 1936, dans un petit village du nord-ouest de la Bulgarie, fils d'un partisan tué dans la résistance contre le fascisme, il fait ses études secondaires dans les écoles militaires de Sofia et de Choumen. Il part ensuite à Moscou, où il s'inscrit à l'Institut des relations internationales. Avec son diplôme en poche, il rentre en Bulgarie en 1953 et adhère au Parti. Il devient tour à tour secrétaire, puis premier secrétaire du comité départemental des Jeunes communistes (Komsomol). En 1966, le voilà à la tête du département des relations internationales au comité central du Komsomol. De 1969 à 1972, il

dirige la section du PC à Vidin, la ville et la région dont il est originaire.

A trente-cinq ans, Petar Mladenov entre au comité central du PCB. En juillet 1974, il est nommé suppléant au bureau politique, dont il deviendra membre de plein droit trois ans plus tard. Au ministère des affaires étrangères, il défendra les grandes idées de son président : la poursuite d'une coopération étroite avec l'Union soviétique, la recherche d'accords avec les pays balkaniques voisins et le développement de relations avec les investisseurs occidentaux, qui, hormis les Allemands et plus tard les Italiens et les Suédois, ne se sont jamais bousculés au portillon.

Un discours
d'ouverture

Changement oblige, Petar Mladenov a fait, vendredi à Sofia au plénum du comité central du Parti communiste, un discours d'ouverture. Il a déclaré que « le pluralisme d'opinions » allait certainement apparaître « dans la recherche de solutions justes » en Bulgarie. Il a appelé de ses vœux

une « transparence » qui devrait se traduire par « une ouverture complète de l'information » et par « un dialogue actif avec le peuple ». Il a dénoncé les erreurs commises pendant des décennies et un système administratif de gestion « inapproprié » qui est devenu un « frein » à la reconstruction. Mais le nouveau chef du PCB a ajouté que cette reconstruction en Bulgarie « ne pouvait se réaliser, uniquement et exclusivement, que dans le cadre du socialisme, au nom du socialisme et sur la voie du socialisme ».

Agé de cinquante-trois ans, Petar Mladenov est un homme de la « génération Gorbatchev » : par rapport à Todor Jivkov, il est évident que c'est un homme « jeune » qui prend maintenant la direction du PCB, mais, bien que ce changement inattendu soit accueilli avec un soupir de soulagement dans l'opposition bulgare, on semble douter des convictions réformatrices du nouveau dirigeant. Il n'est pas impossible, avouent certains, que ce ministre des affaires étrangères, si proche de Jivkov, soit un leader de transition avant l'arrivée au pouvoir d'un « vrai réformateur ». On dit aussi que M. Mladenov ne serait pas en parfaite santé et que, à la suite de quelques ennemis cardiaques et d'un pontage coronarien réalisé aux Etats-Unis, il ne se déplacerait plus sans médecin accompagnateur.



P. Mladenov

La nomination est, en tout cas, une surprise. « Nous savons, dit un opposant, que c'est un homme de Jivkov, mais dans les régimes totalitaires, il y a des gens qui restent dans l'ombre en cachant leurs véritables intentions (...). Une fois au pouvoir, ils peuvent montrer un visage totalement nouveau ».

ALAIN DEBOVE

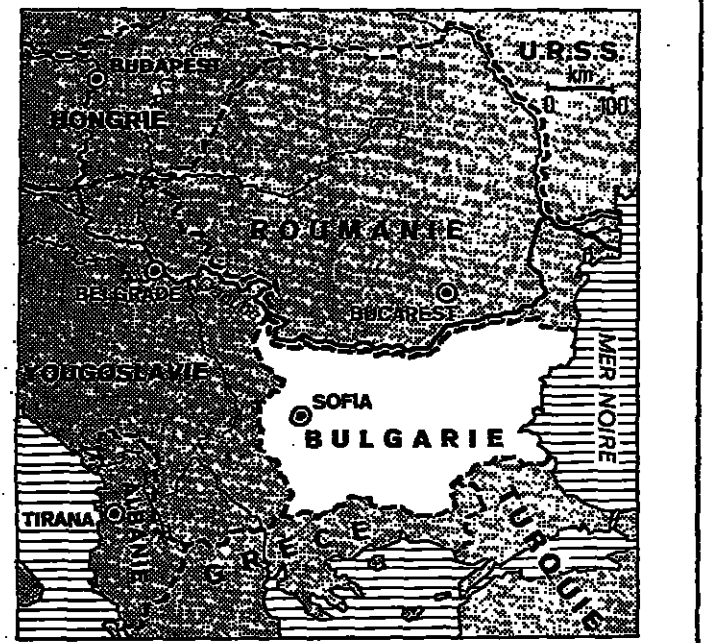
Une solide tradition russophile

Les Bulgares n'ont jamais oublié que les Russes les aidèrent à se libérer de cinq siècles de joug ottoman — deux cent-mille Russes périrent pour la libération de la Bulgarie en 1878 — et en ont gardé une solide tradition russophile. Enfin indépendant en 1908, alié de l'Autriche-Hongrie en 1914, le royaume de Bulgarie s'engagea aux côtés de l'Allemagne pendant la seconde guerre mondiale. Après l'occupation du pays par l'armée rouge en 1944, un gouvernement communiste se forma rapidement avant de fonder la République populaire de Bulgarie.

Sous la férule de Georgi Dimitrov — qui fut le premier dirigeant de la Bulgarie socialiste après avoir été secrétaire général du Komintern avant la

guerre, et dont le corps embaumé repose toujours à Sofia dans un mausolée à l'image de celui de Lénine — puis de Kolarov et de Tchernomir, la Bulgarie vécut très durement les années du stalinisme. Arrivé à la tête du parti communiste un an après la mort de Staline, Todor Jivkov, qui devait par la suite entraîner le pays dans une spirale de relations avec Brejnev, avait fait disparaître les derniers temps les signes les plus voyants du culte de la personnalité.

Située entre la Roumanie, la Yougoslavie, la Turquie et la Grèce, la Bulgarie, membre du Pacte de Varsovie, ne compte que neuf millions d'habitants, dont une importante minorité de musulmans d'origine turque (neuf cent mille selon les Nations unies).



Le réveil des Bulgares

Suite de la première page

Lors des journées de la CSCE dans la capitale bulgare, on a ainsi assisté à l'éclosion de tous ces groupes qui existaient quasi souterrainement, et non sans courage : Association indépendante pour les droits de l'homme, comité écologique de Rousse, le club cité plus haut, syndicat indépendant Podkrepe, Eco-glasnost...

Ce n'est sans doute pas la pression de la rue qui a mis fin aux trente-cinq années de règne de M. Todor Jivkov. Sofia n'est pas Berlin, et M. Jivkov aurait pu encore quelques années, comme il nous le promettait en janvier dernier, « maîtriser la situation ». Mais le départ forcé de M. Honecker et les événements dans les autres pays mem-

bres du pacte de Varsovie, alliés à l'agitation croissante dans les milieux intellectuels bulgares, ont probablement convaincu l'équipe dirigeante de la nécessité de procéder à un rajeunissement avant qu'il ne soit trop tard. Ce rajeunissement se limiterait-il à un simple ravalement de façade, ou bien va-t-il ouvrir la voie à des changements plus profonds ? Là est bien sûr la question.

La nomination de M. Petar Mladenov à la tête du PCB n'apparaît pas comme le choix le plus audacieux — d'autres, comme celui du ministre du commerce extérieur, M. Andreï Lozanov, ou celui du chef du parti pour Sofia, M. Ivan Panev, auraient pu être interprétés comme une volonté de rupture plus nette avec M. Jivkov. M. Mladenov pourrait aussi être l'homme du compromis.

Les hésitations
du pouvoir

Plusieurs signes montrent que la direction du PCB n'était pas nécessairement unie ces derniers mois sur l'attitude à adopter face à la contestation intellectuelle : cette attitude a constamment oscillé entre répression et tolérance. En février et mars, par exemple, les congrès des unions de créateurs — organisations officielles des écrivains, artistes, journalistes, etc. — ont donné lieu à des prises de position parfois très critiques envers le régime et à l'entrée de personnalités réformatrices dans les organes dirigeants tenus par des conservateurs ; mais en mai, onze intellectuels étaient interpellés sous le soupçon d'avoir fait circuler une pétition adressée à l'Assemblée nationale en faveur de réformes démocratiques. Au cours de l'été, la Bulgarie a encouragé, par sa politique d'assimilation forcée, l'exode de près de trois cent mille musulmans vers la Turquie. Enfin, pendant la réunion de la CSCE à Sofia, les mêmes dissidents se sont vu parfois interpellés pour avoir participé à un rassemblement qui, la veille, était tout à fait autorisé et allait être de nouveau toléré le lendemain.

Sous la pression sans doute de ses collègues du bureau politique, M. Jivkov annonçait, en juillet puis le 29 octobre dernier, de nouvelles réformes, économiques, politiques, constitutionnelles, allant jusqu'à parler de « pluralisme ». Mais, en trente-cinq ans, le numéro un bulgare a eu trop d'occasions de faire des promesses non suivies d'effets. Cette fois-ci, il fallait un nouveau visage à la « preussische » version bulgare de la perestroïka.

BERNARD FERON

SYLVIE KAUFFMANN

Le dernier des vieux staliniens

M. Todor Jivkov, qui vient de donner sa démission, avait été élu secrétaire général du Parti communiste bulgare en 1954

Peu après la chute de Nikita Khrouchtchev, qui l'avait fort étonné, pour ne point dire choqué, M. Todor Jivkov justifiait ainsi la « révolution de palais » de Kossyguine : « Si vous apprenez un jour que je m'en vais, c'est parce que j'aurais commis des erreurs... ». Il n'imaginait pas qu'un homme d'Etat de son rang fit valoir ses droits à la retraite parce qu'il n'était plus d'âge à régner.

Dix-huit ans plus tard toujours à son poste, il se voyait encore promis à une carrière d'une durée infinie. Il disait à Simon Malley, qui rapportait la plaisanterie dans l'Afrique-Asie : « Après tout je suis jeune. Je n'ai que soixante-dix ans. Selon la science médicale, la longévité moyenne doit être entre cent quatre-vingt et cent cinquante ans. Donc j'ai encore beaucoup à vivre ».

Croyait-il avoir la recette de la pérennité ? Il pouvait déjà se flatter de s'être maintenu au poste suprême plus longtemps qu'aucun autre chef des PC d'Europe de l'Est, à l'exception d'Enver Hoxha qui n'était pas encore mort. Quelle recette ? Peut-être cette sorte de tempérance qui porte le nom de grénelle. Il était ferme, mais quand il souriait, on se rendait soudain compte que cette platitude était empruntée, comme s'il avait découvert que pour se hisser au sommet, et y rester, il fallait passer inaperçu.

Passons rapidement sur l'enfance du personnage puisqu'on n'en sait pas grand-chose. Il naquit en 1911 dans la région de Sofia. Il des études élémentaires avant d'apprendre la typographie. A dix-neuf ans il est membre des Jeunes communistes (illégales). A vingt et un an il adhère au parti. Sa biographie officielle indique qu'il occupa presque immédiatement des responsabilités et qu'il fut à la fin de la guerre l'adjoint du commandant des partisans de la région de Sofia. L'histoire écrite après son accession au pouvoir, le 8 et 9 septembre 1944, il chassa de la capitale le régime pro-allemand.

A partir de ce moment on peut tracer avec certitude les étapes de sa

carrière. 1944, il est colonel de la milice et second secrétaire du parti pour la région de Sofia. L'année suivante il entre au comité central en qualité de membre suppléant et il sera titularisé en 1948 en même temps qu'il prendra la direction du département de formation et d'organisation du C.C. C'est une époque de grandes turbulences. Staline veut écraser « Tito et les siens ». En Bulgarie, la victime la plus illustre de cette épreuve est Kolarov et le grand bénéficiaire Tchernomir, celui qui en 1950 remplacera à la tête du parti et du gouvernement Georges Dimitrov.

Complot
militaire

1950 : c'est précisément cette année-là que M. Jivkov est nommé secrétaire du comité central et membre suppléant du bureau politique (il sera promu en de telles circonstances notre homme devait inspirer toute confiance : jusqu'en 1954 le pouvoir n'avait pas à la dévotion bulgare envoyée en 1956 au X^e congrès du PC soviétique. Celui du rapport secret et de la dénonciation du « culte de la personnalité ». Celui qui, en fin de compte allait permettre à Jivkov, l'oublié, de saisir le pouvoir.

Il fallait bien en tenir compte de ce rapport secret. Or Tchernomir n'était pas du tout pressé d'en tirer les conséquences, de reconnaître que la

rupture avec Tito avait été une faute et l'exécution de Kolarov un crime. Mais directement compromis, Jivkov s'arrangea pour que le parti bulgare reconnût qu'il avait subi, lui aussi, les méfaits du « culte de la personnalité » Tchernomir. Le compte fut réglé au rang de vice-président du gouvernement chargé des affaires culturelles. Il restait puis-ant. Peut-être même fut-il à l'origine d'une politique nouvelle décidée à la fin des années 50 et inspirée de l'expérience chinoise de cette époque : « Grand Bond en avant ». Cela ne dura guère : il fallut arrêter les frais avant la catastrophe. Et puis le malade continuait à sentir fort ment le fagot.

M. Jivkov aurait pu payer les pots cassés. Là encore il sut tirer avantage de la désamoralisation. En 1961, le XXII^e congrès soviétique lançait une nouvelle offensive contre le culte de la personnalité et contre les vestiges du stalinisme toujours en place. Aussitôt après, le premier secrétaire bulgare invitait son parti à remettre les pendules à l'heure : « Il est indispensable, disait une résolution du comité central dont il était manifestement l'inspirateur, de dissiper la fausse auréole créée autour du camarade Tchernomir ». Il lui fallut attendre encore un an pour arriver à ses fins.

Le dénouement survint brutalement, à l'ouverture du VIII^e congrès du PC bulgare, en novembre 1962. Sans attendre que les délégués aient eu à se prononcer, le premier secrétaire annonça que M. Tchernomir était esch du parti.

L'épuration frappa deux autres personnages de haut de gamme : M. Yovov, président du conseil des ministres, et Tsankov, son adjoint. Quelques jours plus tôt, M. Jivkov avait fait un voyage éclair à Moscou.

Il n'était pas encore venu tout à fait à bout de ses opposants. En avril 1965, Sofia annonça la découverte d'un complot ourdi par des militaires avec le concours de certains dirigeants. L'affaire est toujours demou-

rée obscure : selon la version officielle, il s'agissait d'une conspiration maoïste. D'autres sources indiquaient que ces « proches » étaient en réalité des nationalistes exotés par la soviétophobie extrême du pouvoir.

La mort
de Ljoudmila

Jivkov était incontestablement atteint de soviétophobie. Il était le premier à proposer une conférence mondiale du mouvement communiste que les Soviétiques souhaitaient (pour condamner les Chinois) mais qu'ils n'osaient demander eux-mêmes. Il avait cumulé les fonctions de chef du parti et du gouvernement quand Khrouchtchev portait les deux casquettes mais il abandonna la présidence du conseil des ministres quand la mode soviétique fut à nouveau la séparation des fonctions. Enfin il se fit attribuer (en 1971) la présidence du nouveau Conseil d'Etat. Autrement dit il devint chef de l'Etat en même temps que chef du parti lorsque Brejnev commençait à rêver pour lui-même un tel surcroît d'honneurs... Et toujours comme Brejnev, il troqua son titre de premier secrétaire contre celui de secrétaire général.

Comment les choses se sont-elles gâtées à partir de 1981 ? Il y eut d'abord en juillet de cette année-là, la mort subite à trente-huit ans de Ljoudmila Jivkova. La fille du secrétaire général avait, selon la version officielle, succombé à une hémorragie cérébrale, provoquée par le surmenage. Mais on releva que cette personne, membre du gouvernement depuis 1976, membre du bureau politique depuis 1977, pouvait inspi-

هكذا من الاصل

صحة من الاموال

4 Le Monde • Dimanche 12-Lundi 13 novembre 1989

L'OUVERTURE DE LA FRONTIÈRE

Le comité central du SED se prononce pour le vote « secret, libre, démocratique et pluraliste »

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Berlin-Est, où les rares magasins à faire des photos-minute pour les pères d'identité ont fait fortune, la fermeture des bureaux a donné lieu à un véritable chaos aux abords des points de passage entre l'Est et l'Ouest. A pied ou en voiture, il fallait prendre son mal en patience et attendre parfois plusieurs heures pour aller de l'autre côté. Complètement débordés, les autorités avaient renoncé à délivrer des visas en bonne et due forme dans les commissariats et les laissez-passer étaient établis pour une période provisoire - quelques jours ou semaines - directement aux postes-frontières.

L'ouverture de la frontière a éclipsé une semaine politique pourtant riche en rebondissements, qui s'est achevée, vendredi 10 novembre, par un grand meeting de soutien au Parti communiste lui-même. Plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient fait le déplacement en plein cœur de la ville, sur la place au nom évocateur de « Jardins-des-Plaisirs ». On avait mobilisé, cette fois, la machine du Parti pour répliquer aux intellectuels et représentants des organisations indépendantes, qui avaient organisé leur propre manifestation mercredi dernier, devant le siège du comité central, pour exiger une réforme en profondeur du SED. Aux banderoles des contestataires qui réclamaient « le pouvoir pour la base », répondaient d'autres slogans : « Pas de division du parti », « Se reconnaître dans le parti ». Ceux-ci étaient venus pour applaudir le nouveau secrétaire général, M. Egon Krenz, hui par les autres lorsqu'il défendit dans son allocution la décision du comité central de convoquer pour la mi-décembre une conférence du parti.

Les différents orateurs admis à prendre la parole avant M. Krenz, au pied du vieux musée, ont permis de prendre la mesure du conflit qui connaît actuellement le parti, divisé entre les partisans de changements radicaux et les autres, devenus réformateurs par la force des choses, et qui tentent de sauver l'essentiel, c'est-à-dire le contrôle des rouages du pouvoir par le parti.

Renouveau pour le socialisme

Les réformateurs exigent aujourd'hui la convocation non pas d'une conférence, mais d'un congrès extraordinaire du parti qui aurait, seul, le pouvoir de changer complètement le comité central et d'imposer les réformes en profondeur qu'ils estiment nécessaires. Ceux-ci envisagent ni plus ni moins que des élections totalement libres, la convocation d'une Assemblée constituante et l'introduction de la démocratie directe dans l'appareil du parti pour lui redonner une légitimité. Devant le refus de la direction du SED d'accepter un tel congrès, ils s'efforcent actuellement de réunir sur une motion le quorum nécessaire d'un tiers des organisations de base.

Devant son public, M. Egon Krenz s'est contenté, vendredi soir, de réaffirmer, de manière très générale, la volonté de réformes du parti. « Nous allons changer, mais personne ne nous dictera nos responsabilités », a-t-il proclamé, en promettant de mener à bien « le renouveau dans l'unité et pour le socialisme ». Se contentant d'effleurer le sujet des travaux du comité central qui venaient de s'achever, il a curieusement très peu parlé de la décision prise la veille d'ouvrir les frontières.



« Allemands du monde entier, unissez-vous ! » (La Repubblica.)

A croire que la décision, annoncée presque en catimini la veille par l'un des réformateurs, M. Schabowski, chef du SED à Berlin, a été loin de faire l'unanimité. M. Schabowski, que l'on a vu ces derniers jours sur tous les fronts, à la télévision et dans les manifestations, se trouvait bien, au cours du meeting, à côté de M. Krenz. Bien

que « puissance invitante », il n'a cependant pas pris la parole. « On nous dit que les gens restent ici, eh bien ! c'est ce que nous sommes en train de mettre à l'épreuve. Cela fait partie d'une grande leçon que nous ne sommes pas prêts d'oublier », a déclaré M. Krenz.

sans un mot à l'adresse des milliers de personnes qui se pressaient au même moment à tous les points de passage. « Mais je le dis avec franchise, a-t-il ajouté à l'attention de l'Allemagne de l'Ouest, ce sont des mesures prises dans l'intérêt des gens, et personne ne doit les utiliser contre les gens. A cette frontière sensible de l'Europe, nous devons nous comporter comme des voisins paisibles. »

Réunion de Neues Forum

Si l'ouverture du mur représente la première grande confirmation officielle de la volonté de changement des nouveaux dirigeants, elle ne signifie pas pour autant que la pression va se relâcher sur eux. Dès lundi, on doit s'attendre dans les grandes villes, Leipzig et Dresde notamment, à la poursuite des rassemblements. Les dirigeants de Neues Forum, dont la demande de légalisation vient d'être officiellement acceptée, devaient réunir ce week-end leurs instances pour discuter de la mise en place progressive de leurs futures structures.

Réuni pendant trois jours en plénum, le comité central s'est séparé en adoptant les grandes lignes du programme d'action qui lui avait été proposé par M. Egon Krenz. Celui-ci prévoit notamment l'élaboration d'une nouvelle loi électorale pour l'élection du prochain Parlement, avec introduction du vote « secret, libre, démocratique et pluraliste ». Il prévoit une plus grande autonomie des communes et la participation à la vie publique de nouvelles associations politiques, tout cela dans le cadre de l'« nouvelle Constitution ». Le débat est loin d'être clos à ce sujet, comme on l'a vu ces derniers jours à propos de la définition du rôle dirigeant du Parti communiste.

Même sur la défense, les plus conservateurs ont encore un poids important dans les structures du parti. Ils ont cependant subi une nouvelle défaite, vendredi, en acceptant le limogeage d'un membre du bureau politique, M. Hans Bohme et de trois suppléants élus mercredi dernier lors de la formation du nouveau bureau politique. Entre temps, ceux-ci avaient été mis en minorité dans leurs districts respectifs. Ils n'ont pas été remplacés, ce qui réduit à dix le nombre des membres titulaires du politburo et à trois celui des suppléants. Le comité central a également décidé d'exclure les anciens compagnons d'Erich Honecker, Günter Mittag et Joachim Herrmann pour « atteintes graves à la vie démocratique du parti et dommages causés à son image ». M. Mittag, dont l'attitude au cours des derniers mois de règne d'Erich Honecker avait été violemment dénoncée mercredi dans le rapport de M. Krenz, sera traduit devant une commission d'enquête.

C'est à M. Hans Modrow et au Parlement que reviendront, pour une bonne part, la mise en œuvre de ce programme d'action. Le chef du parti à Dresde, réputé réformateur, doit être confirmé lundi 13 novembre nouveau chef du gouvernement par le Parlement, qui se réunira en session spéciale. La Chambre du peuple élira aussi à cette occasion un nouveau président pour remplacer M. Horst Sindermann. Ce pourrait être cette fois une personnalité issue d'une autre formation que le Parti communiste. Le nom le plus souvent cité est celui de M. Hans Jurgen Lohse, président du Parti libéral-démocrate, qui a ces dernières semaines prôné avec insistance un retour au pluralisme politique.

HENRI DE BRESSON

Les Berlinoises, ensemble et semblables...

Suite de la première page

A la station Friedrichstrasse où l'on émerge de l'autre côté du mur, le passage du poste-frontière dans un sens ou dans l'autre est presque plus aisé pour les Berlinoises de l'Est que pour tous les autres. La police des frontières est métamorphosée, comme si un corps de jeunes gens affables avait remplacé un corps d'inquisiteurs ou comme si un système qui avait su faire d'eux des espèces de robots hostiles venait de les rendre à leur nature humaine.

D'autres Allemands de l'Est sont venus et repartent dans les célèbres

Trabant, après avoir vécu les premiers gigantesques embouteillages de leur vie. Les sept points de passage entre les deux parties de la ville n'y suffisaient pas. Des vendredis, trois autres ont été ouverts, d'autres encore le seront ces jours prochains.

A chacun de ces postes, des milliers de personnes sont rassemblées : des piétons de l'Est qui font la queue pour rentrer et des Berlinoises de l'Ouest qui sont venues tout simplement applaudir les Trabant et leur crier : « A bientôt ! ».

Marceaux et bars

Dans les avenues boisées, interminables, du quartier du jardin zoologique, d'autres flux se dessinent par lesquels les Allemands de l'Est se laissent porter le plus souvent sans savoir où ils vont. Ils convergent vers la porte de Brandebourg, le lieu le plus hautement symbolique de la ville et de sa partition, et le plus médiatique des décors pour ces retrouvailles berlinoises.

Là, devant la monumentale colonnade de la porte de Brandebourg, illuminée dans la nuit par les projecteurs des vopos (côté est) et par ceux des télévisions (côté ouest), à deux pas de l'imposante silhouette du Reichstag, c'est la jeunesse occidentale qui mène la

danse, non pas à l'ombre ou à côté du mur mais carrément dessus.

Une jeunesse défilée, insolente, se fait la courte échelle, se pousse, se hisse au sommet du mur, assez large en cet endroit, et se tremousse au rythme des décibels de la sono. C'est l'endroit où eurent lieu déjà dans le passé, plusieurs concerts destinés à ceux qui étaient à l'époque prisonniers de l'autre partie de la ville. Tous les spectateurs cette fois sont à l'Ouest et ils sont très nombreux.

Quelques-uns, des jeunes gens, ont apporté des marteaux et des burins et s'attaquent patiemment à l'édifice. Quelques autres sautent de l'autre côté pour narguer les vopos qui les invitent gentiment à rebrousse chemin.

On est ici très loin des discours du chancelier, de Willy Brandt et du maire de Berlin qui ont rassemblé dans l'après-midi plusieurs dizaines de milliers de personnes devant l'hôtel de ville. On est dans la dérision, dans le renvoi des symboles les plus pesants de l'histoire à leur absurdité.

Sur une banderole est écrit simplement un nom : « Deutschland ». D'autres jeunes gens, ailleurs, le scandent comme un slogan. Quand on demande au hasard dans la foule qui ils sont et ce que veut dire ce mot d'ordre, un jeune Berlinoise de l'Ouest répond, ironique : « C'est la nouvelle mode du patriotisme » : une jeune Berlinoise de l'Est répond : « C'est très spontané, c'est seulement parce que nous sommes heureux d'être ensemble, vous ne comprenez pas ? ».

CLAIRE TRÉAN

Retrouvailles et « shopping » à Lübeck

LÜBECK

de notre envoyé spécial

Ce fut, toute la journée et une bonne partie de la nuit, comme une interminable fête de famille. Des retrouvailles joyeuses et sereines, une sorte de kermesse sur le pavé luisant de la place du marché, au pied de l'imposant hôtel de ville du quinzième siècle. Le froid ? Qui sentait encore le froid, alors qu'entre frères, entre cousins, hier encore séparés, on échangeait des nouvelles de la famille, on se racontait vingt-huit ans d'absence, on buvait les paroles de l'autre, on se touchait timidement pour essayer d'y croire.

Par petits groupes d'amis, par couples, par familles, ils arrivaient sur la place, les cousins du Meklenbourg, avec des yeux d'enfant devant un arbre de Noël. Et à peine étaient-ils arrivés, qu'il y avait un anonyme pour leur glisser dans la main des tablettes de chocolat ou de mystérieux paquets-cadeaux qu'ils refusaient d'abord, avant d'accepter, de guerre lasse, incrédules.

A vrai dire, cela avait commencé avant même l'entrée en ville, dès le poste-frontière de Schlutup, à 5 kilomètres de là : les fleurs sous les casquettes, les chocolats jetés dans l'habitacle étroit des Trabis - les aujourd'hui

fameuses petites voitures est-allemandes - qui se lançaient vaillamment à la conquête de la cité hanséatique. Lübeck avait bien fait les choses.

A peine les cousins de l'Est avaient-ils passé la frontière que des hôtes de la municipalité les allaient en leur détaillant ce qui les attendait en ville : au syndicat d'initiative, sur simple présentation de leur passeport, on leur remettait 100 deutschemarks (environ 330 F) par personne, enfants et bébés compris, à dépenser à leur guise dans le paradis occidental.

Ainsi en avait décidé le conseil municipal le matin même - les fonds étant, en dernier ressort, remboursés à la ville par le gouvernement fédéral - et tout le dispositif s'était mis en place en l'espace de quelques heures. Les personnes municipales étaient réquisitionnées et dûment dédommées pour les heures supplémentaires - et les rotations établies pour permettre à cette antenne d'accueil de fonctionner jour et nuit, tout au long du week-end.

Trois petits tours...

En fin de journée, vendredi, près de deux mille billets de 100 marks avaient ainsi été distribués et le flot d'arrivants ne tarissait guère. Facteur en poche, les visiteurs se précipitaient dans les supermarchés environnants, où ils faisaient une razzia sur les bananes, et dans les grands magasins, où chaque pas leur était sujet d'émerveillement.

On les croissait dans les rues piétonnes, toutes générations confondues, en grappes joyeuses. Hommes, femmes, enfants : on avait l'impression qu'ils avaient déserté par cages d'escaliers entières. « Mais il reste des gens en RDA ! », se demandaient les habitants ébahis.

Trois petits tours et puis s'en repartaient vers leurs frontières. Car ce peuple adolescent, pour la première fois autorisé de sortie, ne tenait nullement à décrocher. On était venu pour voir, juste pour voir. Boire une bière ou un coca, peut-être deux. Dans les sages cafés de Lübeck pour les plus raisonnables, tandis que les autres poussaient une pointe jusqu'à

Saint-Pauli, le quartier chaud de Hambourg, à 40 kilomètres de la frontière.

Puis l'on rentrait sagement chez soi. L'odyssée, les semaines précédentes, des devanciers qui avaient fait le grand détour par la Hongrie ou la Tchécoslovaquie, semblaient soudain rejetées dix ans en arrière.

Etonnés, même, que la question leur soit posée, ils répondaient naïvement, à peine arrivés : « Bien sûr que ce soir nous rentrons chez nous ! Quitte à revenir demain. Certains s'offusquaient même : « La RDA, c'est notre pays, notre chez nous ». A l'hôtel de ville, on confirmait : 10 % à peine des visiteurs du jour avaient demandé à passer la nuit à l'Ouest, sans que l'on puisse distinguer encore les candidats au week-end de ceux à l'immigration. Peu importe : des lits les attendaient dans les casernes. Il ne serait pas dit que l'événement prendrait Lübeck au dépourvu.

Oui, Lübeck avait royalement fait les choses, mais c'était bien le moins. Seule ville ouest-allemande à jouter la frontière est-allemande, la cité hanséatique, peut-être plus que tout autre, avait été atteinte dans sa chair par la partition de l'après-guerre, brutalement coupée de son Hinterland (arrière-pays) et ainsi irrémédiablement distancée par Hambourg et Brême ; et son règne de dynamisme, elle le devait précisément aux quelque cent mille réfugiés de l'après-guerre, étaient venus doubler sa population.

En ce jour de novembre, Lübeck, citée heureuse, ne faisait après tout que renouer avec une très ancienne histoire...

DANIEL SCHNEIDERMAN

Et un petit tour au Danemark...

COPENHAGUE

de notre correspondant

Le ministre danois de la justice, M. Hans Engell, a annoncé vendredi 10 novembre qu'il suspendait provisoirement l'obligation de visa d'entrée au Danemark imposée jusqu'ici aux citoyens de la RDA. Quelques heures à peine après l'ouverture de la frontière à Berlin, un groupe d'Allemands de l'Est avaient en effet décidé, dans un brusque élan d'euphorie, de faire un tour au Danemark pour saluer leurs amis et connaissances... Mais au moment d'embarquer sur le ferry-boat en direction de Gedser, vendredi dans la matinée, ils apprenaient qu'ils risquaient d'être retournés, puisqu'ils n'avaient pas de visa. M. Engell avait déclaré qu'il ne voyait pas la nécessité de faire pour eux une exception à la règle en vigueur... En conséquence, les voyageurs étaient restés sur le quai. Mais une heure plus tard, M. Engell autorisait les citoyens est-allemands, munis d'un passeport valable, à séjourner librement - sans visa - pendant trois jours au Danemark. Interrogé par la presse pour savoir qui avait réussi à le faire changer aussi rapidement d'avis, le ministre déclarait : « Personne... Ce sont seulement les événements en cours. » Et les Allemands de l'Est ont pu ainsi poursuivre leur excursion... C. O.

Violents affrontements en Moldavie

De violents incidents ont opposé, vendredi 10 novembre dans la soirée plusieurs milliers de manifestants nationalistes à la police et à l'armée, à Kichinev, capitale de la République soviétique de Moldavie. Des témoins ont parlé de dizaines de blessés, parfois dans un état grave.

Les affrontements ont éclaté à la suite de l'encerclement du ministère de l'intérieur par des manifestants qui protestaient contre la détention d'une vingtaine de militants nationalistes moldaves, arrêtés après avoir perturbé un défilé officiel organisé mardi pour le sixième centenaire de la révolution bolchevique. « Selon une information officielle, dix-sept personnes ont été hospitalisées, dont sept avec des blessures graves », a dit un journaliste local. Mais un responsable du Front populaire moldave a déclaré que le

bilan était vraisemblablement plus lourd, et il a dit craindre qu'il n'y ait aussi des morts.

D'autre part, deux Arméniens, dont le supérieur d'un monastère, ont été tués mercredi alors qu'ils tentaient de mettre le feu au Monument pour l'unité des peuples de Transcaucasie, situé dans la République d'Azerbaïdjan, a affirmé, vendredi, Radio-Moscou. Deux autres Arméniens ont été blessés lors de cet incident, qui a eu lieu près de la frontière avec l'Arménie.

Le Kremlin a ordonné, vendredi, aux trois Républiques baltes ainsi qu'à l'Azerbaïdjan de renoncer à une série de lois controversées qui violent, selon lui, la Constitution de l'URSS. Prenant le risque de provoquer la colère des dirigeants réformateurs baltes, Moscou a fait savoir que plusieurs lois récem-

ment adoptées par leurs Parlements « renforçant leur indépendance économique et politique » devraient disparaître, rapporte l'agence Tass.

Cependant, les députés du Soviet suprême estonien se sont de nouveau affrontés, vendredi, sur un sujet très discuté de la loi électorale limitant le droit de vote et d'éligibilité aux résidents de longue date. Ce projet avait provoqué la colère des russophones de la République, qui s'étaient mis en grève cet été en signe de protestation. Moscou avait ensuite déclaré cette loi inconstitutionnelle, et le Parlement estonien y avait renoncé le mois dernier, ce qui avait été alors considéré comme un repli tactique. Présenté vendredi matin en deuxième lecture aux députés estoniens, ce projet, à peine remanié, a de nouveau provoqué de vifs débats tout au long de la journée au sein du Parlement. (AFP, Reuters.)

LA FRONTIÈRE
ce
pluraliste

ENTRE LES DEUX ÉTATS ALLEMANDS

La visite à Berlin-Ouest
des dirigeants de Bonn

« Nous sommes le peuple le plus heureux de la terre »

BONN
de notre correspondant

Il y avait, vendredi 10 novembre, quelques dizaines d'Allemands malheureux et frustrés : ceux que le chancelier Kohl avait emmenés avec lui dans son voyage en Pologne et qui n'ont pas pu, faute d'avions, interrompre comme lui cette visite pour vivre, à Berlin ou dans d'autres villes de RFA, la fin de la coupure physique de la nation. M. Heinz Galinski, président du Conseil central des juifs d'Allemagne, tournait comme un lion en cage dans les couloirs de l'hôtel Marriott de Varsovie. Ce vieux Berlinois, ancien déporté à Auschwitz ne se remémorait pas de ne pas être parmi les siens, en ces jours de liesse populaire, lui qui avait vécu les jours sombres d'une capitale pervertie par le nazisme et qui était présent le 13 août 1961 lors de la construction du mur.

Les quelques privilégiés admis à suivre le chancelier bouclaient en toute hâte leurs valises, et beaucoup d'entre eux avaient bien l'intention de ne pas revenir à Varsovie comme devait le faire M. Kohl : ils étaient venus en Pologne parce que le chancelier leur avait promis qu'ils participaient à une visite « historique », et voilà que l'histoire se faisait maintenant dans les rues de Berlin, avec le peuple dans le rôle d'acteur principal. La mise en scène soigneusement préparée par le chancelier de la réconciliation germano-polonaise pâtissait de l'extraordinaire spectacle de la chute symbolique du mur.

L'émotion
de Willy Brandt

L'organisation du retour imprévu du chancelier n'a pas été simple. L'ordre européen issu de Yalta, évoqué par M. Mitterrand, a encore ses règles : venu à Varsovie avec l'avion de la Luftwaffe utilisé habituellement pour les voyages officiels, il ne pouvait se rendre directement avec cet appareil à Berlin-Ouest, dont l'accès aérien est réservé aux Alliés. A 13 h 30, il quitta Varsovie pour Hambourg, où l'attendait un avion de l'armée de l'air américaine. Le reste de la délégation était reconduite directement à Bonn.

Mais il est plus difficile d'être l'homme du jour à Berlin qu'à Varsovie. Le chancelier en a fait l'amère expérience devant les vingt mille Berlinois réunis devant l'hôtel de ville de Schoenberg à l'appel du bourgmestre, M. Walter Momper (SPD). Celui-ci reçoit une ovation lorsqu'il prononce la phrase simple, venue du cœur, qui correspondait au sentiment partagé par tous les Berlinois, de l'Est comme de l'Ouest : « Aujourd'hui nous sommes le peuple le plus heureux de la terre ».

A ses côtés, M. Willy Brandt, ancien chancelier, ancien bourgmestre de Berlin, sut donner des accents d'émotion à sa voix caverneuse, dont le son très caractéristique a accompagné les jours douloureux de l'histoire de la ville : « Berlin ne vit et ne meurt pas, elle vit et meurt avec nous ». Il a néanmoins invité ses compatriotes à « garder la tête froide, en cette période de rapprochement, car nous devons réfléchir ensemble à ce que sera notre avenir, qui devra tenir compte des intérêts allemands, mais également de nos obligations envers l'Europe ».

Le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, également fort applaudi, s'exprima dans le même sens et s'employa à répondre aux craintes qui se manifestaient à l'étranger devant la rapidité de l'évolution de la situation en Allemagne. « Nous voudrions en ce jour où nous sommes le peuple le plus heureux de la terre que les autres peuples partagent cette joie (...). Il n'y a pas de nation capitaliste, il n'y a pas de nation socialiste, il n'y a que des hommes allemands qui a déjà des engagements envers la paix. Nos voisins doivent savoir que jamais dans l'histoire une Allemagne libre et démocratique n'a constitué un danger ».

Du chancelier Kohl, dernier intervenant, il fut fort difficile de saisir les propos : ils étaient recouverts par les bruits d'une foule majoritairement à gauche. Particulièrement impopulaire à Berlin-Ouest, symbolisant l'esprit provincial et réactionnaire dans une ville qui s'est toujours voulue libérale et tournée vers le monde, le chancelier eut bien du mal à faire passer un message qui n'était pourtant pas très différent de celui des orateurs qui l'avaient précédé. « La situation, a-t-il dit, exige raison et intelligence. L'intelligence ne consiste pas à suivre des opinions et des mots d'ordre extrémistes, mais à trouver, avec prudence et pas à pas, le chemin d'un avenir commun ».

Tous les responsables politiques ouest-allemands sont en effet aujourd'hui d'accord pour estimer que une fois les moments d'enthousiasme passés, il va falloir gérer une situation compliquée. La dynamique qui s'est déclenchée grâce à la « révolution tranquille » de la RDA n'est en ce qu'à ses débuts. « Face à une situation exceptionnelle, il faut prendre des mesures exceptionnelles », affirmait le chancelier avant de quitter Varsovie. L'avenir politique de la RDA est encore loin d'être fixé : quelle direction sera prise après des élections libres dont personne ne doute plus qu'elles se tiendront bientôt ? Que faire, par exemple, si un gouvernement démocratiquement élu à Berlin-Est demande à la RFA de reconnaître la nationalité est-allemande ? Et, dans l'immédiat, l'ouverture des frontières, la libre circulation des personnes, va produire des effets déstabilisateurs, encore plus importants que ceux engendrés jusqu'à présent par les réfugiés. On évoque déjà la situation qui existait à Berlin avant la construction du mur, où de nombreuses personnes vivaient à l'Est et travaillaient à l'Ouest, profitant des différences du taux de change.

Le chancelier devait présider, samedi matin 11 novembre, une réunion exceptionnelle du cabinet à Bonn. Pourra-t-il en mesure d'annoncer ces mesures « exceptionnelles » qu'exige la situation ? La plupart d'entre elles demandent une étude technique et juridique d'une complexité telle qu'il est difficile d'en décider dans la précipitation. Si la ligne générale est fixée — tout faire pour que les citoyens de la RDA restent chez eux —, sa mise en œuvre dans le détail devra être soigneusement élaborée. S'il n'en était pas ainsi, cet hymne à la joie qui a retenti vendredi entre le Rhin et l'Oder risquerait de se transformer en une gringante cacophonie.

Les Allemands de l'Ouest, encore ébahis d'avoir vu leur compatriotes de l'Est faire une révolution que certains n'hésitent pas à qualifier d'« unique dans l'histoire de l'Allemagne », s'aperçoivent aujourd'hui que celle-ci va interférer dans leur vie quotidienne et leur demander, dans un premier temps, des sacrifices.

LUC ROSENZWEIG

Un 9 novembre déjà : la fin de l'empire allemand

Le 9 novembre, c'était jusqu'ici la date anniversaire du premier jour de la « révolution allemande », c'est-à-dire de la chute de l'empire fondé en 1871 par Bismarck. La République démocratique allemande date son héritage de ce jour-là, le 9 novembre 1918, et sa légende prolétarienne, illustrée par le film et les photos, montre la foule de Berlinois révoltés écoutant le chef révolutionnaire Karl Liebknecht, accourché aux grilles du palais impérial, ou les marins de la flotte impériale de Kiel, « les gâleries du Kaiser », comme disait le romancier Theodor Plievier, proclamant la première mutinerie d'une révolution qui menaçait de déferler sur tous les territoires de langue allemande. A cette date, le bolchevisme qui venait de naître en Russie pouvait trouver en Europe centrale toute la puissance que Marx lui avait souhaitée.

Les faits s'enchaînaient ainsi : le 29 septembre 1918, le haut commandement militaire réclamait à l'empereur d'ouvrir des négociations d'armistice pour éviter la déroute militaire devant l'offensive des Alliés. Le 28 octobre, pour ménager les transitions, ce même haut commandement constituait un conseil de régence qui transformait le régime autoritaire en régime de partis.

Depuis près d'un siècle, les aspirations à la démocratisation du régime s'étaient heurtées à l'hégémonie des castes dans la société prussienne et au rôle du haut commandement, qui gouvernait, en fait, derrière l'empereur, devenu simple potiche. La lassitude d'une guerre dévorante précipitait les réactions de la révolte populaire, sans qu'une stratégie délibérée ait pu intervenir, sinon de la part des sociaux-démocrates, qui tentaient d'orienter une politique de réformes dans l'ordre.

Mais le 4 novembre les marins refusaient de faire apparaître la flotte, plusieurs divisions refusant de partir au front. En quelques jours, les socialistes révolutionnaires formaient dans toute l'Allemagne des conseils d'ouvriers et de soldats. Le 7 novembre, Munich se révoltait, et dans tout l'empire les revendications étaient les mêmes : signature immédiate de l'armistice et mise en place de la république des conseils. Le 9, Berlin s'insurgeait, Guillaume II abdiquait la couronne impériale, mais conservait celle de Prusse jusqu'à la fin du mois. Deux Lénine allemands surgissaient : Karl Liebknecht et Kurt Eisner à Munich. Mais la révolution restait finalement contrôlée, et les Alliés accordèrent l'armistice du 11 novembre, en grande partie par crainte de voir le « péril bolchevique » s'étendre au cœur de l'Europe.

JACQUES NOBECOURT

Les réactions à travers le monde

L'ouverture de la frontière intrasalle et le début de la destruction du mur de Berlin sont considérés comme un événement capital et historique dans les pays occidentaux. Mais la satisfaction et la prudence se mêlent à Washington, où M. George Bush n'a pas caché sa surprise devant la rapidité des changements en RDA. Mais le président américain a précisé : « Je conduirais la politique étrangère de ce pays avec la prudence que requiert cette fascinante époque de changements ». Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a déclaré samedi 11 novembre qu'il était nécessaire pour l'Ouest de « réfléchir à ce qui allait se passer ensuite. (...) Tout en encourageant la liberté et la démocratie, nous espérons que ces changements se produiront sans violence ». « Si des gouvernements non communistes arrivent au pouvoir en Europe de l'Est, a-t-il ajouté, il est vraisemblable qu'ils représenteront une menace moindre que par le passé et, à l'évidence, cela impliquera des changements de notre côté ».

Le premier ministre britannique a rendu hommage « à la vision et au courage » de M. Mikhaïl Gorbatchev. « Je souhaite que ce mouvement s'étende au reste de l'Europe de l'Est », a déclaré M^{me} Margaret Thatcher. M. Jacques Delors a adressé vendredi un message au chancelier Helmut Kohl. « C'est avec une

grande joie et beaucoup de sympathie que je suis les développements historiques qui touchent si profondément nos amis allemands », a écrit le président de la Commission européenne, qui avait déclaré, le matin même sur Europe 1, que « le mythe de la grande Allemagne » ne lui faisait « pas peur ».

La CEE estime que les circonstances sont désormais « propices » pour le développement de ses relations avec la RDA, a annoncé le commissaire européen chargé des relations extérieures, M. Frans Andriessen, qui compte se rendre prochainement en RDA. Dans un communiqué, les Douze se sont « félicités de la décision prise par la RDA » et ont exprimé l'espoir que « les dispositions pratiques arrêtées permettront l'exercice réel de cette liberté ».

Moscou a réagi favorablement à l'ouverture de la frontière interallemande, tout en adressant une mise en garde aux Allemands contre les risques d'instabilité. Pour M. Alexandre Jakovlev, membre du Politburo chargé des affaires internationales, la décision de la RDA « est favorable et tout à fait tournée vers l'avenir » : il s'agit « d'une bonne décision, normale dans une situation démocratique ». En visite à Stockholm, le ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a jugé la décision « judicieuse et raisonnable », précisant que « tout avait

été décidé par les camarades à Berlin ». Toutefois, a averti le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, « la frontière entre les deux pays demeure ». M. Guerassimov a rappelé les accords internationaux sur les questions frontalières conclus dans les années 70 entre la RFA, l'URSS, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la RDA. Pour la première fois, le porte-parole a relevé que l'évolution de la situation en RDA comportait des risques « d'instabilité ».

La Tchécoslovaquie, par la voix du porte-parole du ministère des affaires étrangères, a qualifié la décision est-allemande de « solution positive : la situation devenait difficile pour tout le monde, y compris pour la Tchécoslovaquie ».

Pour le président de Solidarité, M. Lech Walesa, qui vient d'entamer une visite au Canada, les changements en RDA « auraient dû intervenir beaucoup plus tôt ». Mais le communisme en Europe de l'Est n'est pas mort pour autant, estime-t-il : « C'est le communisme de monopole qui est mort, le communisme de parti unique, de syndicat unique ». Le gouvernement polonais a demandé, pour sa part, que la question de la réunification de l'Allemagne soit placée « dans le contexte européen », afin qu'elle ne « menace pas la sécurité européenne ».

En voyage à Copenhague

« Nous allons sans doute vivre un temps sans équilibre »

a déclaré M. Mitterrand

COPENHAGUE

de notre envoyée spéciale

Ni enthousiasme ni inquiétude : le président François Mitterrand a réagi de manière sereine aux événements en cours en RDA. Interrogé à l'issue d'une rencontre avec le premier ministre danois, M. Poul Schlüter, vendredi 10 novembre à Copenhague, le président a qualifié ces événements d'« heureux » et de « nouvelle avancée vers la liberté ».

Avant même d'avoir pris connaissance de la démission du numéro un bulgare, M. Todor Jivkov, le président affirmait : « Il est vraisemblable que ce grand mouvement populaire continuera d'être contagieux, c'est-à-dire qu'il ira ailleurs, et il ira plus loin ».

« Nous sortons d'un ordre établi, celui qui a été établi à la fin de la deuxième guerre mondiale, que nous ne pouvons pas continuer à maintenir, mais finalement, nous allons même sans doute vivre un temps sans équilibre. Ce qui veut dire que cela sera sans doute bien mieux, mais ce sera plus difficile. On s'était habitué à l'ordre des choses, même si on peut le regretter. Il faut maintenant inventer une autre phase de l'histoire de

l'Europe », a déclaré le chef de l'Etat.

M. Mitterrand a réitéré ses deux credo : d'une part, « la France n'a pas à exprimer de réserve » au sujet de la réunification de l'Allemagne, et d'autre part la Communauté européenne, « seul pôle d'attraction pour les peuples en quête de leur statut futur, statut de liberté », doit avoir « une conscience plus claire de ses devoirs » et est obligée de réussir en « allant plus loin et plus vite ».

« Cette Communauté européenne des Douze sera d'autant plus attractive (...) qu'elle aura réussi à se doter elle-même de structures plus solides et d'une certaine forme de volonté politique commune, au-delà des communautés techniques, économiques et monétaires », a affirmé le président.

Après un passage par l'Isle du jour, le chef du gouvernement danois ? Pas de réponse pour l'instant : M. Schlüter avait renoncé à participer à la conférence de presse conjointe initialement prévue. Il faut dire que le premier ministre se trouve dans une position délicate. L'Union démocratique et monétaire (UEM) fait actuellement l'objet, au sein de la classe politique danoise, d'un vif débat qui divise même le gouvernement.

Pour l'heure, M. Mitterrand a senti-le-t-il, repoussé des engagements. « Le Danemark a adopté une attitude constructive », a-t-il déclaré, en faisant part d'une « convergence très grande, pour ne pas dire complète » sur le contenu et l'ordre du jour de la conférence intergouvernementale dont le principe a été retenu lors du conseil européen de Madrid.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Imaginer un nouvel ordre européen

Suite de la première page.

Au point où nous en sommes, cependant, on voit mal comment M. Gorbatchev pourrait enclencher la marche arrière dans les pays d'Europe centrale (en URSS, c'est une toute autre affaire). Il est donc urgent que les Occidentaux cessent de se voiler la face et qu'ils regardent enfin la situation allemande telle qu'elle se présente aujourd'hui, telle qu'elle se présentera surtout au lendemain de ces élections libres que les dirigeants est-allemands se sont engagés à organiser.

Les interrogations sont formidables et divisent tous les camps. Il faut, cependant, oser les formuler publiquement. Oui, le spectre d'une Allemagne réunifiée sous une forme encore imprévisible inquiète beaucoup de monde, des Polonais aux Hongrois, sans oublier les Tchécoslovaques, les hommes d'affaires ouest-européens, bon nombre de Français et, sans doute, la majorité des Soviétiques. Oui, le fameux axe franco-allemand, qui a permis bon nombre d'avancées dans la construction européenne, risque de se trouver faussé.

Autre évidence cachée : l'alliance atlantique et le pacte de Varsovie ont vécu leurs meilleurs jours et, d'ores et déjà, se pose le problème des troupes soviétiques stationnées en RDA et des troupes alliées (surtout américaines, aux yeux de M. Gorbatchev et de beaucoup d'Allemands) en RFA, pour ne rien dire de notre sacro-sainte force de dissuasion menacée dans son ampleur sinon dans son principe par une possible accélération des négociations sur la réduction des armements.

Une constatation encourageante

Le seul embryon de réponse esquissé ici et là à ces questions — mais la liste est loin d'être exhaustive — tient en un mot : l'Europe. C'est cette idée qu'il faut creuser, mais le temps presse. Son bien-fondé réside en tout cas sur une constatation encourageante : ce sont les valeurs des démocraties occidentales qui sortent renforcées d'une

épreuve de force qui aura duré, selon les cas, plus de soixante-dix ans ou moins de cinquante ans.

Contrairement à ce qu'on pouvait craindre il y a quelques années à peine, ce n'est pas la RFA qui dérive dans les brumes du neutralisme, mais la RDA, qui n'en peut plus d'étouffer. Raison de plus pour dominer nos peurs rationnelles, mais aussi irrationnelles, et pour, avec les Allemands, réfléchir à cet ordre nouveau qu'il faudra bien bâtir. La frilosité et la méfiance en la matière ne pourraient qu'aider à la matérialisation des fantasmes qui nous habitent.

Une telle concertation est d'autant plus indispensable que l'Europe des Douze est trop souvent présentée comme la panacée universelle, alors qu'elle est révélée incapable encore de mettre sur pied cette aide matérielle, mais aussi structurelle, promise à la Pologne et à la Hongrie au moment du sommet de Versailles. Beaucoup de pays de l'Est attendent trop de la CEE, il est vrai, et sous-estiment considérablement les efforts qu'ils doivent accomplir eux-mêmes pour n'être pas de inextinguibles éponges à crédits, sur lesquelles on ne pourra rien édifier.

Faut-il aussi faire remarquer aux dirigeants français qu'il est un peu utopique de chercher à utiliser les derniers événements allemands pour convaincre M^{me} Thatcher de se montrer plus européenne en matière monétaire et sociale lors du prochain conseil européen de Strasbourg ? L'Europe — à plusieurs cercles —, chère à M. Delors, est séduisante, mais elle suppose une redéfinition assez radicale du projet européen, et une adhésion sincère de tous les partenaires. Il est dommage, de ce point de vue, que les choses n'en soient encore qu'au stade des timides palabres, et qu'aucune initiative capable de frapper les esprits n'ait été prise au niveau des Douze. Force est de constater, enfin, que la première rencontre au plus haut niveau au cours de laquelle sera abordée la question européenne ne réunira que MM. Gorbatchev et Bush.

JACQUES AMALRIC

36 15
I M

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

هكذا من الاصل

L'OUVERTURE DE LA FRONTIÈRE ENTRE LES DEUX ÉTATS ALLEMANDS

Les réactions en France

Dans les milieux politiques : et maintenant ?

Tous les hommes politiques français ont salué, vendredi 10 novembre, l'ouverture des frontières entre la RDA et la RFA. Passé le sentiment de joie et la surprise qu'a provoqué la décision des dirigeants est-allemands, les réactions ont surtout porté sur les problèmes d'ordre géopolitique qu'elle pose.

Pour le premier ministre, M. Michel Rocard, qui est intervenu le 10 novembre à TF1, « aussi longtemps que le peuple allemand est en trouble avec lui-même, la sécurité ne régit pas en Europe (...). La paix et la sécurité en Europe passe par le fait que le peuple allemand retrouve son histoire et son destin et le fait dans l'unité et la confiance de tous ses citoyens, nous compris, c'est une évidence et c'est dans ce sens-là qu'il faut aller ».

M. Rocard a cependant estimé que « c'est aux Allemands, c'est au peuple allemand de dire où il veut aller, car on ne fusionne pas comme cela deux États, cette convergence des volontés mettra du temps à se traduire dans les faits et, malheureusement, il faut bien être conscient que les choses seront difficiles, que cette marche vers la démocratie et vers une économie qui fonctionne un peu mieux, elle aura, elle connaîtra bien des difficultés ».

M. Valéry Giscard d'Estaing a lui aussi évoqué le « gigantesque point d'interrogation » que constitue les événements en RDA. « Ils posent le problème de la réunification », a-t-il fait remarquer, avant de souligner « que la démocratisation se poursuit d'abord dans le cadre de l'Allemagne de l'Est et que, pendant ce temps, en Europe de l'Ouest, nous ne continuons pas à perdre du temps pour poursuivre notre union ».

M. Giscard d'Estaing a estimé qu'« il faut que ce soit l'Europe fédérale et non pas l'Allemagne fédérale qui puisse accueillir le moment venu la participation des Allemands de l'Est ». « Si on passe par un état national allemand unifié, les conséquences seront considérables pour l'Europe. Ce sera une autre Europe que celle que nous connaissons », a ajouté le président de l'UDF, qui a souhaité que voisins, ce soit l'« Europe du XXI^e siècle qui accueille la candidature de la RDA ». « Dans ce cas, l'entrée de la RDA ».

qui pourrait intervenir « avant l'an 2000 », « cesserait d'avoir un effet déstabilisant ».

M. Giscard d'Estaing a enfin regretté que le chef de l'État, président en exercice de la CEE, n'ait pas pris « des initiatives plus fortes », « il serait de la plus grande utilité que l'on anticipât la réunion du conseil européen » de Strasbourg.

Vocation particulière rôle éminent

Pour M. Jacques Chirac, président du RPR, « la France a une vocation particulière pour donner une impulsion, en prenant toutes les initiatives nécessaires pour renforcer le dialogue avec nos amis allemands, ensuite, en tant que présidente de la CEE, pour susciter immédiatement la discussion entre les Douze pour avoir une vue commune des événements et de l'avenir de l'Europe ».

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a partagé ce point de vue. « La rapidité des évolutions dans les pays de l'Est nous commande également d'engager au plus vite une réflexion profonde sur le devenir de notre continent », a-t-il ajouté. Le renforcement de la construction européenne apparaît de plus en plus nécessaire. Il doit s'accompagner d'actions permettant à la Communauté d'établir avec ses voisins de l'Est des liens tels que puisse se mettre en place, dans les années qui viennent, l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ». « Plus que jamais, il appartient à la France d'être aux côtés de la RFA », a conclu M. Juppé.

M. Raymond Barre a jugé lui aussi que « la France a un rôle éminent à jouer ». « (...) apporter au pays de l'Est un entier concours pour le succès des réformes engagées, poursuivre et développer avec l'Union soviétique une politique étroite d'entente et de coopération ».

Enfin M. Pierre Messmer a assuré que « le socialisme de liberté » peut « apporter une réponse aux espoirs des peuples qui cherchent à être leur avenir », tandis que M. Roland Dumas a jugé non seulement que « l'Europe va être autrement », mais aussi que l'affaire était difficile, chacun des deux veut « garder son sang-froid ». Le ministre des Affaires étrangères a rendu hommage « au patriotisme et à la sagesse du peuple allemand », ainsi qu'aux autorités de la RDA « qui ont compris ce qu'il fallait faire ».



M. Leroy (PCF) : jours de joie

« Notre parti s'en félicite vivement », a estimé M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, dans un message adressé à M. Egon Krenz, il y voit une décision symbolique de la volonté enfin réaffirmée par votre parti de prendre à bras-le-corps les importants problèmes de votre pays et de répondre aux aspirations de votre peuple. « Il s'agit d'une décision historique, qui constitue tout à la fois un grand pas en avant dans le sens de la liberté — donc du socialisme — en RDA et une importante contribution au service de la paix, a ajouté M. Marchais, nous avons la certitude que cette voie du renouveau sera la seule possible pour le socialisme ».

M. Marchais a assuré que le PCF réclame « depuis longtemps la libre circulation des hommes ». Pour M. Jean-Claude Gaysot, son « dauphin », dont l'intervention est largement reprise par l'Humanité, « ce qui se passe en RDA ne va pas à contre sens de ce que nous disions, au contraire, ça va tout à fait dans le sens », faisant remonter en 1976, pour le vingt-deuxième congrès, le changement d'optique de son parti.

M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, écrit dans l'éditorial du quotidien de samedi : « Eh bien ! oui, Gorbatchev et beaucoup d'autres avec lui ont engagé une deuxième révolution. Nous en sommes ! Nous sommes avec ce qui bouge dans le monde socialiste où nous retrouvons — avec les différences naturelles — ce que nous souhaitons que le peuple de France construise : une société socialiste inédite parce que humaine, fraternelle, démocratique, autogestionnaire. Des jours comme ceux que nous vivons dans la solidarité avec nos camarades allemands ne sont pas seulement des jours de joie, ils sont aussi des jours de confiance et d'espoir ».

Tout en considérant comme une « renaissance » les dernières décisions de M. Krenz, M. Henri Krasucki a affirmé : « Je ne crois pas qu'il y ait vraiment beaucoup de monde en RDA qui réclame : donnez-moi des patrons, je veux être exploité, je veux du capitalisme ». M. Gaysot a estimé lui qu'« il arrivera un jour, et peut-être pas si lointain, où ce seront des Allemands de l'Ouest qui iront de l'autre côté pour avoir la garantie d'emploi ».

L'ancien ministre Jack Ralite a estimé pour sa part que « les événements dépassent » les analyses faites par le PCF depuis les années 70 et que le parti se devait d'« enrichir cette ligne à partir des faits ». L'opposition interne du PCF, les « reconstruc-tionnistes », s'indigne, quant à elle, que la direction du parti « ose se présenter en inventeur de la perestroïka », alors qu'elle « s'accroche à un mode de fonctionnement, à une conception du parti et de la politique qui l'histoire a déjà condamné ». « La direction du PCF n'a pas de réponse face aux réformes de l'Est », a assuré M. Claude Popocan.

« L'ancien ministre Jack Ralite a estimé pour sa part que « les événements dépassent » les analyses faites par le PCF depuis les années 70 et que le parti se devait d'« enrichir cette ligne à partir des faits ». L'opposition interne du PCF, les « reconstruc-tionnistes », s'indigne, quant à elle, que la direction du parti « ose se présenter en inventeur de la perestroïka », alors qu'elle « s'accroche à un mode de fonctionnement, à une conception du parti et de la politique qui l'histoire a déjà condamné ». « La direction du PCF n'a pas de réponse face aux réformes de l'Est », a assuré M. Claude Popocan.

Les éditoriaux de la presse parisienne

LE FIGARO (Alain Peyrefitte) :

« L'équilibre est rompu. L'Allemagne va redevenir un peuple de quatre-vingts millions d'habitants, de beaucoup le plus performant et le plus puissant d'Europe. Elle va constituer le principal partenaire de la Russie, qui aura d'elle le plus grand besoin. L'équilibre entre la France et l'Allemagne, qui s'était créé dès les débuts de la construction européenne et qui avait été maintenu tant bien que mal depuis lors, va se rompre. Il faudra en trouver un autre. »

« Nos amis d'Allemagne fédérale nous ont montré la voie à suivre. Ils n'ont pas dit à l'Allemagne de l'Est, pas plus qu'à la Pologne : « Vous êtes un pays totalitaire. Vous ne respectez pas les droits de l'homme. Vous faites tirer sur les manifestants, vous emprisonnez les opposants. Nous refusons de faire des échanges avec un régime tel que le vôtre. » Tout au contraire, ils ont développé les échanges au maximum. Ils ont patiemment tissé des liens. »

« A la longue, la culture et les valeurs ouest-allemandes ont si bien pénétré l'Allemagne de l'Est que ses habitants exigent que cette culture et que ces valeurs deviennent les leurs ; et leurs dirigeants n'osent plus leur résister. L'Allemagne de l'Ouest a su faire fondre la dure coquille totalitaire qu'un boycott aurait durci. »

LE QUOTIDIEN DE PARIS (Philippe Tesson) : l'histoire en liberté.

« Il est arrivé, au cours des siècles, que l'histoire, ici ou là, prenne sa liberté. C'est le cas, aujourd'hui, en Europe de l'Est. A quelques centaines de kilomètres de nous, l'histoire est en liberté. Elle n'obéit plus à la loi des gouvernements, mais aux pulsions des peuples, elle n'est plus maîtrisée, elle vagabonde, selon un mouvement acclimaté et incertain qui se nourrit de ses avancées successives. »

Dans sa course absolument folle, elle détruit comme une tornade des régimes, des structures, une idéologie impérialiste, des symboles, un ordre, elle menace un

équilibre qui intéresse toute une partie du monde. On la regarde faire avec bonheur, inquiétude, impuissance. On s'arrêtera-t-elle, et comment ? Le plus extraordinaire, en l'occurrence, est que cette force irrésistible se déchaîne pacifiquement, comme si elle relevait d'une loi naturelle. Cette harmonie est la plus terrible réponse qu'on pouvait faire au communisme : il ne s'écroule pas, il se décompose. Il n'est plus rien. »

FRANCE-SOIR (Michel Schifres) : des inquiétudes.

« On le sait, l'histoire est tragique. D'un côté, comme on le sent déjà et là, quelques inquiétudes qui se mêlent à la joie. Simplement parce qu'un point d'ancrage, même le plus abominable, disparaît. Lucidement, reconnaissons ces inquiétudes, sachons que tout n'est pas réglé par un mur abattu et qu'on n'a pas changé totalement d'univers. Mais ce formidable événement — ne l'oublions pas — témoigne du goût profond de l'humanité pour la liberté et la démocratie. Et que ce qui se passe à moins de 1000 kilomètres de nous est une chance de plus pour la paix : les pays ouverts sont toujours moins menaçants que les États fermés. »

LIBÉRATION (Serge July) : la part du rêve.

« La réunion des hommes ne passe pas obligatoirement par la fusion des États, en l'occurrence par la disparition de la RDA. L'opposition est-allemande a manifesté dans la rue la volonté de maintenir une entité distincte. Cette situation inédite peut être une chance pour l'Europe, l'occasion de réunir des peuples séparés par la deuxième guerre mondiale. A cet égard, la RFA et la RDA se trouvent en position d'expérimenter un avenir européen qui, à l'image des deux Allemagnes, pourrait prendre celui d'une confédération. Il manquait à la construction européenne la part du rêve : c'est la révolution démocratique à l'Est qui le lui aura donné. On ne saurait mieux décrire l'ampleur du bouleversement. »

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Sandinistes et contras poursuivront leurs négociations à Washington

NEW-YORK

de notre correspondant

Après quarante-huit heures de tractations à New-York, au siège des Nations unies, les délégations du gouvernement de Managua et des rebelles nicaraguayens, au siège de l'Organisation des États américains (OEA).

Pendant ces deux journées d'âpres négociations, les représentants du président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, ont toujours manifesté la même exigence : obtenir le démantèlement des bases installées au Honduras (pays désigné comme observateur à cette réunion) et que tous les « contras » déposent les armes avant le 5 décembre.

A cette demande, présentéE comme « une proposition négociable et non pas un ultimatum », les adversaires du régime sandiniste ont opposé une série de contre-propositions, la principale d'entre elles étant le retour au cessez-le-feu en vigueur depuis mars 1988 au Nicaragua et rompu par Managua le 1^{er} novembre dernier.

En dépit de l'intense activité médiatique déployée par la délégation de Managua pour accréditer l'idée d'un progrès plus rapide que prévu, la suspension des discussions et leur transfert à Washington démontrent que les vraies questions restent en suspens.

S. M.

CANADA

Réforme du Sénat pour tenter de sauver l'accord constitutionnel

MONTRÉAL

de notre correspondante

L'adhésion du Québec à la Constitution canadienne n'est pas pour demain, mais l'irréparable a été évité. A l'issue de deux journées de discussions à Ottawa, le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney et ses homologues des dix provinces du pays, sont convenus, vendredi 10 novembre, de chercher les voies qui pourraient permettre de sortir de l'impasse avant l'échéance du 23 juin prochain.

A cette date, l'accord constitutionnel de 1987, reconnaissant notamment au Québec le statut de « société distincte », deviendra caduc si chacune des dix provinces ne l'a pas ratifié. Or le Manitoba et le Nouveau-Brunswick continuent de le boudier. Mince consolation

pour M. Mulroney : Terre-Neuve a renoncé « pour le moment » à revenir sur son aval.

Pour tenter de sortir de l'impasse, M. Mulroney s'est engagé à entamer au plus vite des pourparlers sur la réforme du Sénat, réclamée depuis longtemps par les trois gouvernements récalcitrants et par ceux des autres provinces les plus défavorisées du pays, qui se plaignent de la « sur-représentation » du Québec et de l'Ontario au sein de cette chambre. Tous voudraient que les sénateurs soient démocratiquement élus et non plus nommés par le premier ministre fédéral. M. Mulroney espère que cette initiative sera « de nature à redonner confiance » aux « petites provinces », qui estiment subir trop souvent la loi des grandes.

MARTINE JACOT

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Le général Aoun semble avoir consolidé son alliance avec les Forces libanaises

Six jours après son élection, le nouveau président libanais René Moawad n'est toujours pas parvenu à former son gouvernement. Certains des dirigeants du camp chrétien refusent en effet, d'envisager toute participation tant que n'est pas résolu le conflit entre le général Aoun et le président Moawad, dont l'élection, dimanche 5, a été jugée « anticonstitutionnelle » par le chef du gouvernement militaire chrétien. Ces dirigeants souhaitent que M. Moawad prenne rapidement l'initiative d'entamer une négociation avec le général Aoun.

Ce dernier a consolidé son alliance avec les Forces libanaises (FL), au cours de ses quatre heures d'entrevues, jeudi, avec leur chef M. Samir Geagea. Il a apparemment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes, M. Samir Geagea.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'enclave chrétienne. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Geagea s'associe à un cabinet formé par M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président. »

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes, M. Samir Geagea.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'enclave chrétienne. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Geagea s'associe à un cabinet formé par M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président. »

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'enclave chrétienne. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Geagea s'associe à un cabinet formé par M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président. »

M. Saadé, qui est également chef du Front libanais — coalition des partis chrétiens et de la milice des Forces libanaises — a regagné, vendredi, le « pays chrétien » et s'est installé dans son village natal de Chabtain, dans un secteur sous contrôle exclusif des FL. Dans une interview au Dya, proche du camp chrétien, il affirme notamment : « L'accord de Taef ne répond pas à mes aspirations, ni à celles de jeunes générations, ni à celles de nombreux Libanais, mais nous y avons vu une lueur d'espoir ». « J'ai considéré que la position que j'ai prise se situe dans le prolongement des slogans du général Aoun et pas le contraire », estime M. Saadé. — (AFP, Reuter.)

JORDANIE : après le succès islamiste aux élections

Le roi Hussein critique les Frères musulmans

Le roi Hussein de Jordanie a critiqué indirectement, vendredi 10 novembre, la confrérie des Frères musulmans, qui a remporté 20 des 80 sièges du nouveau Parlement, en affirmant que « le slogan du retour vers l'islam est incorrect, le véritable slogan est celui d'une progression vers l'islam. »

Dans une conférence de presse tenue à l'issue de l'annonce des résultats officiels des législatives du 8 novembre, le roi a souligné que la Jordanie a « toujours autorisé et protégé les Frères musulmans lorsque ceux-ci étaient persécutés ailleurs ».

Le souverain jordanien a en outre précisé que la confrérie était enregistrée auprès des autorités officielles comme une association, mais qu'« elles apparaissent maintenant comme un parti ». En réponse à une question sur l'existence d'une opposition au sein du nouveau Parlement, le roi Hussein a estimé qu'« il ne s'agit pas d'une opposition mais de la volonté de tous d'assumer leurs responsabilités dans l'étape prochaine, qui sera celle de la réorganisation interne du pays ».

Le nouveau Parlement comprend 33 représentants de l'opposi-

tion, dont 31 de la mouvance islamique, et 47 députés considérés comme proches de la monarchie en place. Les 31 députés se répartissent comme suit : 20 représentants de la confrérie des Frères musulmans, 5 islamistes indépendants et 6 autres parlementaires qui soutiennent les thèses islamistes.

Deux autres députés sont affiliés, l'un au Parti populaire démocratique jordanien (PPDJ), proche du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef Hawatneh, l'autre au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habache.

EN BREF

■ M. Jacques Gazon, ambassadeur en Guinée-Equatoriale. M. Jacques Gazon a été nommé ambassadeur de France en Guinée-Equatoriale en remplacement de M. Marcel Causse, a-t-on indiqué, vendredi 10 novembre au Quai d'Orsay.

■ Né en 1935, M. Gazon, licencié en droit et diplômé de l'école nationale de la France d'outre-mer, est conseiller des affaires étrangères de première classe. Il a occupé le poste de deuxième conseiller à Berlin de 1980 à 1983, puis de premier conseiller à Tanaana depuis mars 1984.

■ MAROC : condamnation du directeur de « l'Opinion ». — M. Mohamed Ismail Khatouni, directeur du journal du parti islamiste, l'« Opinion » (opposition), a été condamné, jeudi 9 novembre, à deux ans de prison ferme et à 2000 dirhams d'amende (environ 250 dollars) pour « publication d'informations mensongères de nature à troubler l'ordre public ». L'« Opinion » avait publié, le 12 septembre, un communiqué de deux organisations humanitaires marocaines relatant les cas de « mort douloureuse » en août de quatre citoyens marocains alors qu'ils se trouvaient en détention. — (AFP.)

■ ALGERIE : agrément par le Parti national algérien (PNA) de tendance libérale, a été reconnu officiellement. Créé en avril, le PNA compte parmi ses objectifs la libération totale de l'économie et la revalorisation du dinar. Il se propose pour le retour des terres nationalisées par la révolution agraire à leurs propriétaires ainsi que pour l'application de la « charia » (droit canon musulman) par « la pratique de l'agriculture et de la conviction ». — (AFP.)

■ AFRIQUE DU SUD : l'entrevue de M. Mandela avec un dirigeant du PAC. — Le chef historique du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a reçu, jeudi 9 novembre, une visite de M. Japha Masemola, dirigeant du Congrès panafricain (PAC), mouvement nationaliste noir rival du sien, à la prison de Victor Verster à Pretoria, près du Cap. Les deux responsables se sont entretenus pendant trois heures seulement, alors qu'il était prévu que M. Masemola reste en compagnie de Nelson Mandela pendant six jours. — (AFP.)

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Solidarité, santé, protection sociale : l'augmentation des crédits n'a pas permis d'éviter la réserve

M. Claude Evvin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a dû demander, vendredi 10 novembre, la réserve de son ministère, en raison de l'opposition conjointe des groupes RPR, UDF, UDC et PC. Ce budget est ainsi le sixième budget réservé depuis le début de cette session.

Pour l'année 1990, les crédits de ce ministère s'établissent à 37 milliards de francs, soit une augmentation de 3,3 % par rapport à 1989 (3,03 % du budget général de l'Etat). Avec les dépenses liées au revenu minimum d'insertion (RMI), qui sont, elles, inscrites au budget des charges communes, le montant global des crédits atteint 44,9 milliards de francs (soit une hausse de 7,4 % par rapport à 1989). Les services communs s'élevaient à 2,6 milliards de francs, soit une baisse de 7,4 % par rapport à 1989 (0,21 % du budget général de l'Etat).

Au ministre politique, les coups de griffe. Aux ministres techniques, les bons points... A M. Claude Evvin, les accusations d'« attentisme », de « désengagement », d'« absence de choix clairs », à MM. Théodore Bism, ministre délégué chargé des personnes âgées, Michel Gilbert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidents de la vie, et à M. Hélène Dorléan, secrétaire d'Etat chargée de la famille, les compliments pour leur « prudence », leur « énergie », leurs « convictions ». Seulement voilà, les crédits du ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale sont un et indivisible. Et, selon M. Evvin, ils répondent tous à la même logique politique : lutte « contre toutes les formes d'exclusion » et volonté de « conforter le capital santé des Français ».

Immigrés : éviter les ghettos

La lutte contre l'exclusion tout d'abord. Celle due à l'âge ; les personnes âgées de plus de soixante ans sont aujourd'hui dix millions en France, elles seront douze millions en l'an 2000, et parmi elles quatre millions auront plus de soixante-cinq ans et un million plus de quatre-vingt-cinq ans. Le projet de budget pour 1990 poursuit la politique engagée en faveur des personnes âgées dépendantes, avec la volonté de développer en priorité le maintien à domicile par l'augmentation des services d'aide à domicile financés par l'assurance-maladie, la hausse des crédits d'aide ménagère, l'exonération de cotisations sociales pour les personnes de plus de soixante-dix ans vivant avec un membre de leur famille. Cent millions de francs en autorisations de programme contribueront d'autre part à l'« humanisation des hôpitaux » afin d'obtenir la réhabilitation de 50 000 places en sept ans et de limiter les placements abusifs des personnes âgées à l'hôpital. Parallèlement, 350 millions de francs seront dégagés sur les ressources de l'assurance-maladie pour accélérer la médicalisation des établissements pour personnes âgées (13 000 places en 1990).

Ces mesures ont été accueillies favorablement par M. Jean-Pierre Delalande (RPR, Val d'Oise), rapporteur spécial de la commission des finances pour les personnes âgées, et par M. Denis Jacquet (UDF, Moselle). Tous deux ont toutefois souligné la nécessité de mieux contrôler les associations intermédiaires de maintien à domicile, afin de ne pas laisser les personnes âgées à la merci de « marchands de soupe ». Ils ont également souhaité que soit encouragé le maintien à domicile dans les familles, par des incitations fiscales ou financières (notamment en matière d'aide au logement).

Autre forme d'exclusion, celle due au handicap physique ou men-

tal. M. Gilbert a insisté tout particulièrement sur l'effort financier en faveur du développement des centres d'aide par le travail (CAT), premier instrument de réinsertion sociale des handicapés. Conformément au protocole d'accord signé le 8 novembre avec les associations représentatives, le gouvernement s'est engagé à créer 10 800 places de CAT en quatre ans et à accroître progressivement le salaire direct des travailleurs en CAT.

La lutte contre l'exclusion des plus démunis se poursuit dans le budget 1990 par la montée en charge progressive du RMI, dont les crédits augmentent de 25 % par rapport à 1989 (7,5 milliards de francs). En septembre 1989, 820 000 personnes en étaient bénéficiaires (380 000 ménages). Depuis l'ouverture des droits en décembre 1988, 18 % des allocations ont cessé de percevoir l'allocation. La preuve, pour M. Evvin, que le RMI a bien joué son rôle en permettant aux personnes qui en bénéficiaient de « reprendre pied ou de sortir d'une spirale de précarisation ». Toutefois, le volet insertion est loin de donner entière satisfaction et souffre surtout de grandes disparités régionales (si en effet, dans dix-neuf départements, le taux de passation des contrats

Français qu'ils trouveront partout et pour toutes les spécialités des services médicaux dont la majeure partie sera facturée aux tarifs de la Sécurité sociale, et donc correctement remboursée, a déclaré M. Evvin. La médecine n'est pas un bien comme un autre. La capacité d'accéder aux soins ne doit pas dépendre des capacités financières de chacun. Le ministère de la santé a donc incité les partenaires conventionnels à reprendre les négociations, suspendues depuis plusieurs mois, en précisant que « ni les assurés ni les médecins n'ont intérêt au vide conventionnel ».

La crise du monde hospitalier

M. Evvin est également inséparable du tableau « dramatique » de la situation des hôpitaux publics que d'aucuns se plaisent, selon lui, à dresser. Hors les mesures statutaires concernant le personnel, les crédits du taux directeur des hôpitaux augmentent de 4,2 % par rapport à 1989 et servent à financer l'amélioration des services d'urgence (550 millions de francs), les dépenses liées au sida (550 millions), et à soutenir les établisse-

Changer les méthodes parlementaires

M. Jean-Pierre Delalande (RPR, Val d'Oise) est intervenu, vendredi 10 novembre, en séance publique, pour protester contre le déroulement du débat budgétaire à l'Assemblée nationale, estimant cet exercice annuel « de plus en plus inadéquaat ». M. Delalande a présenté deux propositions, pour renforcer d'une part le contrôle parlementaire et valoriser d'autre part le travail des députés. Il souhaite que soit constituée, pour chaque département ministériel, une commission de contrôle composée de quatre ou cinq parlementaires représentant la commission des finances, celle des affaires sociales, celle des lois et celle de la production. « Une telle commission », a expliqué M. Delalande, exercerait un

contrôle toute l'année au lieu d'une fois par an.

Pour mettre fin aux critiques sur l'absentéisme des parlementaires et à la longue litanie des orateurs, le député du Val d'Oise propose en outre que le débat budgétaire se déroule en commission — ouverte aux caméras et avec publication des discussions au Journal officiel — entre un ministre et un orateur par groupe. Il faut « changer de méthode », estime M. Delalande, qui ajoute : « Qu'il soit clair que le débat public est la discussion, sur un sujet donné, de spécialistes de chaque groupe avec un ministre. Et que tous les débats soient télévisés. Nous ferions ainsi un grand progrès tant pour le contrôle budgétaire que pour la clarification démocratique. »

P. R.-D.

La passion calédonienne de M. Mélenchon

AU cours d'une visite privée en Nouvelle-Calédonie, M. Jean-Pierre Mélenchon, sénateur socialiste de l'Essonne a souhaité une accélération de la décolonisation du territoire et affirmé que le PS était « dans le camp des indépendantistes ». Des propos vivement dénoncés par M. Jacques Lafleur, président du RPCR.

Un sujet tabou ?

Si M. Michel Rocard a été agacé par la contribution sur la Nouvelle-Calédonie déposée comme un pavé dans sa mare dans la perspective du congrès de Rennes par M. Jean-Luc Mélenchon, il n'est pas au bout de ses peines. Ce sénateur de l'Essonne, partenaire attiré à la tête du courant Nouvelle école socialiste — de l'autre iconoclaste politique du PS, M. Julien Dray, député de ce même département est revenu de son deuxième séjour en Nouvelle-Calédonie plus posé que jamais par la passion que les originaux de ce territoire inspirent fatalement aux hommes de convictions. Il s'y était rendu en visite privée et il y a fait sensation en tenant un langage militant auquel les Calédoniens, qu'ils se situent à droite ou à gauche, n'étaient plus habitués depuis que les accords de Matignon ont insufflé à Nouméa comme à Paris une atmosphère consensuelle et pacifique.

Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, n'a pas du tout apprécié en particulier que M. Mélenchon parle d'« accélérer la décolonisation du territoire », dise que la place du Parti socialiste était naturellement « dans le camp des indépendantistes » et que son objectif devait rester « l'indépendance-association » définie en 1984 par M. Edgard Pisani. Le député RPR a d'ail leurs réagi en voulant le sénateur de l'Essonne aux mêmes gémonies que l'ancien ministre de la Calédonie. « Ce petit sénateur est un petit provocateur », a dit M. Lafleur le 7 novembre. Je voudrais lui rappeler qu'on a connu d'autres barbus et qu'ils ont fait leur sale politique : on les a renvoyés d'où ils venaient. Je voudrais lui

souhaiter de s'en aller vite et d'éviter de revenir ici ». La presse affiliée au RPCR en a rajouté en le traitant d'« agitateur et intrigant patenté représentant du trotskisme haïeux ». Mais ces réactions n'ont fait que renforcer sa détermination fondée sur le sentiment que la manière dont on applique sur les lieux les accords de Matignon n'est pas bonne.

De retour à Paris, M. Mélenchon a l'intention d'enfoncer le clou, notamment à la tribune du palais du Luxembourg où le groupe socialiste du Sénat le charge régulièrement de parler en son nom des que la Nouvelle-Calédonie figure à l'ordre du jour. « Il est évident que si on laisse intactes les structures coloniales, le développement du territoire n'aura pas lieu ou il aura lieu sur le mode parasitaire d'aujourd'hui au profit de quelques-uns et, en 1998, le chantage continuera, dit-il. On pourra dire : vous voyez bien que la Nouvelle-Calédonie est dans un état de sous-développement qui lui rend impossible l'indépendance... »

M. Mélenchon entend donc mettre le problème néo-calédonien dans la corbeille du congrès socialiste de Rennes. Il ajoute : « Le premier ministre a fait un bon travail pour la Nouvelle-Calédonie et il a atteint des résultats positifs. Mais le sujet serait-il devenu tabou ? Il ne faut pas conforter le gouvernement et le parti. Je n'ai pas lu au PS un seul texte disant : on renonce à l'indépendance-association. Je n'ai pas entendu un seul socialiste dire que dorénavant nous nous tiendrions à égale distance du RPCR et du mouvement indépendantiste. »

En attendant cet éventuel débat interne, M. Mélenchon prépare un arsenal de propositions concrètes qui lui ont été inspirées par les entretiens politiques qu'il a eus avec la plupart des dirigeants indépendantistes, à la notable exception... des plus impliqués dans les accords de Matignon, ceux de l'Union calédonienne, qui l'ont apparemment regardé avec aussi comme un agitateur.

ALAIN ROLLAT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE

Le Crédit Foncier propose une offre publique d'échange à ses obligataires détenteurs du 16,40 % NOVEMBRE 1982

jusqu'au 13 novembre 1989

Le Crédit Foncier a, conformément au contrat d'émission, appelé au remboursement anticipé l'emprunt 16,40 % novembre 1982, et propose de remettre, en échange de ces titres, de nouvelles obligations.

Cette opération, qui vise à assurer la continuité du financement de la Société, comporte pour les obligataires, par rapport au simple remboursement, un triple avantage.

■ En premier lieu, la valeur des titres 16,40 % retenue pour l'échange est supérieure au prix de remboursement contractuel : 6.290 F par obligation, contre 6.158 F (coupon net inclus).

■ En second lieu, les titres remis en échange présentent des caractéristiques attractives : coupon 9 % ; échéance octobre 1997 ; facilité de négociation grâce à la liquidité de la ligne de rattachement dont le montant atteint déjà 7 milliards de F.

■ Enfin, les modalités de l'opération garantissent aux obligataires, jusqu'à son dénouement, une protection de leur capital, dont la valeur restera au minimum égale à la valeur d'échange initiale. En effet :

— les termes de l'échange (prix d'émission des nouvelles obligations et montant de la soulte) seront arrêtés le 9 novembre en prenant pour référence le taux du marché constaté à cette date ;

— le taux de rendement des obliga-

tions 9 % octobre 1997, fixé le 9 novembre, constituera un minimum susceptible d'être augmenté le 14 novembre 1989 s'il est constaté à cette date une hausse des taux sur le marché obligataire. L'opération d'échange est assujettie au régime fiscal des plus-values.

• pour les particuliers : la plus-value résultant de l'échange est seulement imposable en cas de revente des titres nouveaux, dans le cadre des plus-values de cessions, si le seul fixe actuellement à 288.400 F pour l'année est dépassé ;

• pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés : imposition au titre des plus-values qui peuvent être, selon le cas, à court ou à long terme.

L'offre d'échange, préparée avec le concours du Crédit Lyonnais, de la Banque Paribas et de la Caisse des Dépôts et Consignations, est décrite en détail dans une fiche d'information qui a reçu de la COB le visa n° 89-177 en date du 27 octobre 1989 (RALO du 30 octobre 1989).

Les obligataires peuvent obtenir tout renseignement et procéder aux formalités d'échange auprès du Crédit Foncier, de leur banque, des Caisses d'Épargne, des PTT et des Comptables du Trésor.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

سكنا من الاموال

POLITIQUE

Le débat au sein du PCF

Le schisme du Doubs

Un an après avoir prononcé sa dissolution de fait, la direction du PCF a décidé de « remonter » une fédération fidèle à la ligne dans le département du Doubs. Elle tient sa conférence fédérale constitutive, samedi 11 et dimanche 12 novembre à Besançon. Face à elle, une « fédération communiste du Doubs », dirigée par d'anciens responsables ralliés aux opposants « reconstituteurs » fonctionnent depuis plusieurs mois de façon autonome.

En octobre 1988, l'équipe de M. Georges Marchais mettait fin à la sécession de cette fédération et décidait de « prendre les mesures nécessaires afin d'aider les communistes du Doubs sur la base du vingt-huitième congrès et du renouveau aux pratiques de tendances, à se rassembler dans une nouvelle fédération ». Sous l'autorité de M. René Le Guen, membre du bureau politique, et de M. Jean-Marie Martin, membre du comité central, une équipe de militants locaux ou dépêchés de Paris a tenté, pendant plusieurs mois, de faire pencher la balance en

favor de la direction du parti. « Pas une section et pas une cellule n'est passée chez eux », affirme un dirigeant « reconstituteur », en assurant que la technique utilisée a été de reconstruire des cellules à partir des positions minoritaires dont disposaient les « orthodoxes » dans chacune d'elles.

Le son de cloche est différent de l'autre côté, où on indique que « des cellules nouvelles se sont constituées, notamment dans des entreprises où le parti était inorganisé, des adhésions nouvelles ont été réalisées... ». Annonçant cette conférence fédérale, l'Humanité du 27 octobre précisait qu'elle se tiendrait en présence de cinquante et un communistes « pour représenter la section du pays de Montbéliard » et de quinze pour la section de Peugeot-Sochaux, à raison de « un délégué pour quatre membres du parti ».

Groupuscule !

Avant la dissolution de la fédération, les dirigeants locaux revendiquaient près de mille six cents adhérents et onze sections dans le pays de Montbéliard. Les « reconstituteurs » qui avaient été très largement élus à la tête de cette fédération dissoute

annoncent aujourd'hui un millier d'adhérents.

De fait, le déséquilibre politique local est patent en faveur des contestataires, alors même que le courant communiste est faible dans ce département. Aux élections sénatoriales de septembre dernier, le rapport de force était de un à quatre pour les « reconstituteurs », ce qui concrétisait la perte totale d'influence des « orthodoxes » parmi les élus. Aux européennes en juin, une « bavure » électorale, pour laquelle un recours est engagé, avait entaché le scrutin dans un des rares villages dont le maire est un communiste dans la ligne. Aux municipales, en mars, les « reconstituteurs » avaient conservé les municipalités d'Audincourt et de Béthencourt, et ils avaient fait le double du score marginal des « orthodoxes » à Besançon.

En position difficile chez les élus, les amis du secrétaire général se sont reportés sur l'union départementale CGT, avec une certaine réussite, afin d'avoir une base d'appui solide. Cependant, le récent conflit de Peugeot-Sochaux a fait apparaître que la plupart des dirigeants syndicaux, pour ce qui concerne la CGT, étaient des communistes « reconstituteurs ».

Dans le document préparatoire à cette conférence, les dirigeants du parti assurent que « chaque ancien membre du PCF a sa place dans la nouvelle fédération. Nous tendons la main à tous. Chacun peut conserver ses désaccords et les défendre à tous les niveaux dans le parti. Mais ce qui est demandé, c'est la démocratie : soit le respect des décisions prises à la majorité, le respect des règles de fonctionnement librement voulues et décidées par l'immense majorité des communistes ».

En écho, M. Martial Bourquin, ancien premier secrétaire fédéral, qualifie la nouvelle fédération de « groupuscule » supplémentaire dans le Doubs, et il met en cause les dirigeants du PCF en les comparant aux « conservateurs du PC soviétique » qui lancent de vains appels de soutien à la perestroïka « pour mieux la combattre ». Prenant acte du fait qu'ils ne pourront plus conduire leur combat pour la démocratie à l'intérieur du parti, les « reconstituteurs » affirment qu'ils le mèneront « à côté de celui-ci, parce que nous savons que ceux qui veulent le changer de l'intérieur sont majoritaires ».

OLIVIER BIFFAUD

Malaise dans l'une des familles trotskistes

Le Parti communiste internationaliste (PCI) tient son 34^e congrès à huis clos, samedi 11 et dimanche 12 novembre à Paris, au siège du parti. L'organisation lambertiste, du nom de son fondateur, M. Pierre Broué, dit Lambert, devait adopter plusieurs résolutions, dont une consacrée à sa participation à une manifestation du Mouvement pour parti des travailleurs (MPPT), le 25 novembre, à Paris, en faveur de l'interdiction du travail précaire.

Le PCI est l'unique composante politique organisée du MPPT. M. Broué-Lambert, candidat du MPPT à l'élection présidentielle de 1988, avait recueilli 0,38 % des voix, et M. Marc Gauquelin-Lacaze, membre du bureau politique du PCI et du bureau national du MPPT, qui conduisait une liste aux élections européennes de juin dernier, avait obtenu 0,6 % des suffrages. Ces deux résultats représentaient légèrement plus de cent mille électeurs.

Ce double échec électoral s'accompagne d'un certain malaise à l'intérieur de cette organisation se réclamant du trotskisme. La direction a refusé de reconnaître une tendance constituée par les amis de M. Pierre Broué, historien du communisme, auteur, notamment, d'un ouvrage monumental sur Trotsky et professeur à l'université de Grenoble. M. Broué avait été exclu du PCI en mai dernier, pour avoir donné une conférence sur le fondateur de l'armée rouge à l'initiative de la Nouvelle Action royaliste (NAR) de M. Bertrand Renouvin.

Le MPPT est une échec patent

Dans une « Lettre ouverte aux militants du PCI », les contestataires s'étonnent que la « position politique de [leur] tendance » n'ait pas été soumise au vote avant le congrès. « Chacun constate que le PCI a subi un profond recul numérique, politique et théorique depuis 1983-1984. Il se manifeste par une vie interne dégradée et une activité publique de plus en plus étiolée », écrivent-ils. Ils dénoncent le « cours opportuniste suivi par le comité central dans la lutte des classes depuis l'automne 1988 ». « Le MPPT est un échec patent, que le congrès doit reconnaître », affirment les auteurs de ce document. Ils reprochent implicitement à M. Broué-Lambert sa « stratégie internationale », qui le conduit, selon eux, à faire alliance avec un responsable trotskiste sénégalais, « l'intégriste Mamadou Dia, lequel se solidarise avec Khomeiny contre l'écriture Ruschide ».

Se penchant sur le fonctionnement du PCI, les amis de M. Broué ajoutent : « Comment expliquer qu'une organisation de deux mille à deux mille cinq cents militants ait un comité central composé quasi-exclusivement de permanents ? ». Considérant que « leur radiation est injustifiée » et que ce congrès est « antidémocratique », ils refusent par avance, toute décision les concernant et ils en appellent aux militants du PCI.

O. B.

Des militants socialistes « beurs » demandent la création d'un ministère de l'intégration

Onze militants socialistes d'origine maghrébine ont signé ensemble une contribution « thématique » en vue du congrès du PS. Partisans, en majorité, de M. Lionel Jospin — comme M. Joël Carreiras, membre du comité directeur, qui, en cette qualité, présente leur contribution, les signataires sont, pour d'autres, partisans de M. Louis Mermaz. Certains sont des élus, comme M. Georges Sali, adjoint au maire de Saint-Denis ; d'autres ont des responsabilités associatives, comme M. Faouzi Kardous, directeur du centre social de Marseille, ou politiques, comme M. Abdelkader Kettou, délégué national du PS aux Français musulmans rapatriés.

LIVRES POLITIQUES

LES enfants gâtés sont venus au monde sur les ruines de la dernière guerre, mais pour connaître la société d'abondance des années glorieuses de la croissance. La crise venue les a secoués, sans changer fondamentalement un mode de vie qui s'était déjà transformé en profondeur.

Bernard Prélé s'intéresse globalement à cette génération qui est la sienne. Il se penche sur les enfants gâtés, comme il les nomme : il les regarde vivre, il examine les questions existentielles qu'avec eux il se pose. Sociologue amateur, il s'appuie néanmoins sur une information solide que lui ont fournies les dossiers du BIPE (Bureau d'information et de prévision économique, dont il est le directeur adjoint) ainsi que les travaux de l'INSEE et de l'INED et les enquêtes de plusieurs instituts de sondage. Son regard, cependant, reste personnel et son ton, adopté, pour conduire cette exploration, délibérément vif. Vif, puisqu'il s'agit de dépeindre la vie sociale : en famille, dans le travail, les loisirs, les manifestations culturelles.

L'auteur rappelle que la famille-bouche et patrilinéaire, après s'être marginalisée, a laissé la place à la famille nucléaire, laquelle n'a pas terminé sa fission. L'atomisation de la société se prolonge et, si la cellule sociale se maintient, parfois plus durablement qu'on ne l'avait prévu, il convient de voir que c'est dans un esprit nouveau : le credo des enfants gâtés est de vivre ensemble mais séparément. Désormais ce sont les femmes qui prennent l'initiative du non-mariage et du divorce.

Le grand changement intervenu se situe, souligne l'auteur, dans la condition féminine avec l'élevation du niveau culturel et l'engagement dans la vie professionnelle. (Il faudrait y ajouter la liberté de procréation). Les femmes au travail représentent 42 % de la population active en France, en dépit d'un double

Pauvres enfants gâtés

handicap : une sous-qualification de ce fait et la charge domestique (les hommes n'en prennent pas plus d'un tiers et, en moyenne, la femme travaille 20 % de plus qu'eux).

Il convient de distinguer avec l'auteur les couples mono-actifs, où un seul partenaire a un emploi, et les couples bi-actifs (les couples et les couples). Bernard Prélé note : « On divorce quatre fois plus chez les couples que chez les couples. Les scènes de ménage y sont d'ailleurs aussi plus fréquentes. Sans doute pas seulement parce que l'organisation de la vie quotidienne y est plus tendue et plus compliquée, mais aussi — et peut-être — surtout parce que la femme a moins de raison de s'écarter... ». Le travail féminin ne semble pas pénaliser, bien qu'il réduise la disponibilité des mères envers leurs enfants — en termes de temps et pas d'affection bien sûr — le cursus scolaire des enfants.

Le mouvement d'égalisation entre la condition féminine et la condition masculine est l'une des conséquences de la crise du mariage avec « la prédominance d'une esthétique du plaisir et de l'instant et le soupçon à l'égard de la société ». L'auteur s'interroge sur les conséquences qu'il convient d'en tirer : une évolution du marché du travail (temps partiel, temps à rythme scolaire), une surqualification du travail féminin. Bref, une plus grande prise de pouvoir par les femmes : « Un tel changement conduirait-il vraiment à restaurer le mariage ? », demande-t-il.

Bernard Prélé pose, sur d'autres sujets et de la même façon, des questions dérangeantes. Le temps du travail et le temps des loisirs, par exem-

ple. « Comment se fait-il que les sociétés aussi productives dans lesquelles la durée de travail diminue, génèrent chez leurs membres le sentiment croissant d'être dépossédés de leur temps ? ». L'auteur pense qu'avec la flexibilité des horaires on réduira la grande coupure entre temps de travail et vacances : ces dernières s'émiettent, elles aussi, et, tout compte fait, on s'aperçoit que l'essentiel du temps libre est consacré à la relation (en famille, ou avec d'autres, même s'il faut aller loin pour se rapprocher d'eux).

Il observe encore que « la crise d'autorité et le repli sur la vie privée ordonnée par les enfants gâtés » a ébranlé l'institution chrétienne. Aussi bien, souhaite-t-il que l'Eglise, sans renoncer à l'exigence du partage, propose « une éthique de la richesse » aux enfants gâtés qui vivent dans l'abondance et ne disposent pas d'un bon mode d'emploi. Au passage, il ajoute : « Et la parole universelle du christianisme, pourquoi la porter au monde dans le discours ambigu d'un pape jouant du menton pour lancer les transformations du monde moderne ? Ferrailler contre les préservatifs au nom de la morale « naturelle », c'est placer bien bas le message évangélique et probablement cultiver l'esprit de chapelette ».

L'auteur ne prétend pas apporter de conclusions à ce qui est un mouvement de curiosité. La prospective n'est pas si facile en face d'un monde qui se défait à coup de désintégration, désinvestissement, déconcentration, éclatement. Au mieux, elle permet de dégager des repères sociaux, mais point de modèle. Les individus doivent se débrouiller et forger leurs propres règles de conduite en s'aidant, précisément, des repères que le travail de Bernard Prélé leur signale.

La Société des enfants gâtés, par Bernard Prélé, La Découverte, 319 p., 130 F.

ANDRÉ LAURENS

COMMUNICATION

Renforcement dans le câble et réorganisation de son secteur communication

La Caisse des dépôts en quête de nouvelles alliances

CLERMONT-FERRAND de notre envoyé spécial

Le réseau câblé de Clermont-Ferrand, avec 7 200 prises installées et un objectif de 65 000 prises en 1992, représente un investissement de 150 millions de francs pour Communication Développement (COMDEV), filiale de la Caisse des dépôts, qui est associé à la société d'exploitation Clermont-Citévision. Il offrira, pour moins de cent francs par mois, dix-huit chaînes aux Clermontois. Profitant de l'inauguration du réseau le 10 novembre, le directeur général de la Caisse des dépôts, M. Robert Lion, a réaffirmé la confiance de son groupe dans l'avenir du câble. Il a aussi annoncé la réorganisation des intérêts de la Caisse dans le secteur communication.

M. Lion puise sa confiance dans la progression actuelle des abonnements et de l'offre de programmes du câble, et dans le « dégel » des relations entre opérateurs et France-Telecom. COMDEV devrait enregistrer une perte comptable de 150 millions de francs en 1989, soit le double de ses investissements. Mais, avec cent trente mille contrats signés, elle a doublé ses abonnés au câble cette année. Et, grâce à un effort intensif en direction de l'habitat collectif, les perspectives s'annoncent encourageantes, notamment dans les réseaux de « nouvelle donne » c'est-à-dire construits et gérés par la Caisse. Huit réseaux se sont ouverts en quelques mois (à Orléans, Hérouville-Saint-Clair, Le Mans, Annecy, Clermont-Ferrand, Liévin, Strasbourg et Besançon). Dans les réseaux du plan câble, construits par France-Telecom, la situation s'améliore aussi. Ainsi, COMDEV vient-elle de signer à Rennes un accord « d'autant plus apprécié qu'il aura été longtemps désiré », selon les termes de M. Robert Lion, et qui devrait être étendu à d'autres réseaux.

Cet accord permet de modulariser les tarifs d'abonnement — de 69 francs pour douze semaines à 148 francs pour vingt-deux semaines — et de collaborer, avec France-Telecom au plan de la

commercialisation. Cette sous-société nouvelle incite M. Lion à dire que « la voie du câble pour tous est ouverte ». D'autant que l'offre de programmes augmente (Canal J, Canal Infos, TV Club), la filiale COMDEV-Sinéd compte ajouter, en 1990, cinq programmes thématiques consacrés au cinéma, à la formation, à la fiction, au fantastique, et à la vie pratique. Des programmes qu'elle espère bien échanger avec ceux des autres opérateurs, sans pour autant « former un cartel ».

Regroupement

Alors qu'elle confirme son engagement dans le câble, la Caisse des dépôts va regrouper toutes ses activités du secteur communication au sein d'une structure dirigée par M. François Jouven, un ancien de la direction des relations économiques (DREE) et du cabinet de l'ancien ministre des finances, M. Jacques Delors, entré dans le groupe il y a un an.

Cette nouvelle société holding coiffera les sociétés opérationnelles COMDEV ou Eurobroadcast (le Monde du 11 novembre). Elle portera aussi les parts de la caisse dans Canal Plus et Havas, la société de droits audiovisuels IDA, celle de capital-risque INCOM, et deux Soficas. Elle devrait aussi investir dans Tomsa, le groupe électronique repris récemment par Canal Plus et la Générale des eaux. Ce nouveau pôle communication a vocation à s'ouvrir à d'autres partenaires, industriels et financiers, français et étrangers.

Après les partenariats locaux (dans les sociétés d'exploitation de réseaux Télévision) ou nationaux (Philips est actionnaire de COMDEV), la Caisse cherche donc de nouvelles alliances dans un secteur où son intervention est récente. Car si elle a voulu accompagner les collectivités locales dans leurs problèmes de communication, la Caisse des dépôts n'a pas vocation à devenir seule un grand de la communication, affirme M. Lion. Avis aux amateurs.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Le troisième Mondial francophone

Publicité : l'Afrique aussi

La francophonie, serait-on tenté de dire, reste avant tout l'affaire de la France, en publicité comme ailleurs. Ce sont les agences françaises de publicité qui ont été les grandes bénéficiaires du troisième Mondial de la publicité francophone qui a eu lieu à Paris du 6 au 8 novembre : elles ont remporté six des huit Mondials d'or.

Aux trois, les pays pionniers de cette manifestation francophone, la France, le Québec et la Belgique, ont rallié la totalité des trophées, or, argent et bronze confondus. Toutefois, la présence de nombreux autres pays francophones (Bénin, Cameroun, Congo, Côte-d'Ivoire, Maroc, Ile Maurice, Réunion, Sénégal et Suisse, sans oublier le Liban) au Mondial prouve que la francophonie publicitaire a le vent en poupe.

Symbolique occasionnelle supplémentaire : c'est un publicitaire ivro-

rien, Sy Savane, qui a présidé le jury de sélection des mille huit cents campagnes (presse, radio, télévision, cinéma, marketing direct, promotion), mises en compétition.

Cet afflux a valeur de reconnaissance, même si de nouveaux problèmes (réglementation, composition du jury, etc.) se sont posés à l'Association des agences conseils en communication (AACC), le syndicat qui regroupe les agences françaises et qui a été cette année chargé de mettre au point ce troisième Mondial, avec la collaboration de l'UITI Publicité.

En 1990, à Montréal cette fois, le quatrième Mondial devra encore voir gonfler ses rangs, avec l'arrivée de la Tunisie et le renforcement de la présence publicitaire libanaise qui témoigne, selon le mot d'un professionnel beyrothite, « que le pays n'est pas un cimetière ».

Les deux cents publicitaires francophones ont pu échanger et dialoguer à loisir. Et évaluer les différences de formulation et de conception des campagnes publicitaires selon les pays, qui pourraient masquer une langue commune. « La confrontation est riche », souligne Patrick Barthélemy, directeur général de l'AACC. On ne fait pas une campagne sur le sida de la même manière au Québec, en France, au Maroc ou au Congo. Il en va de la journée de l'environnement et de débats du 7 novembre s'y prêtait. Elle avait préféré évoquer « la publicité et les grands problèmes du monde moderne », comme la lutte contre la drogue, la prévention du sida ou la défense de l'environnement et la « réponse francophone » qui pouvait leur être fournie, plutôt que de se perdre dans des digressions classiques sur la créativité publicitaire.

La concurrence entre les agences françaises, rompues à la compétition internationale, et celles des pays africains a joué au détriment de ces derniers. Mais leur première entrée en lice au sein de la communauté publicitaire francophone devrait donner un autre ton aux Mondials à venir.

Y.-M. L.

Le palmarès

● Journaux : campagne Oceanic (agence DDB Needham France), qui remporte aussi le Grand Mondial ; BNP (Ecom-France).

● Presse magazine : campagne Piper Heidsieck (agence DDB Needham France).

● Presse spécialisée : campagne Wolber (agence Rythme-Alpha France).

● Radio : campagne Prieunic (RSCG France).

● Affichage-télévision : campagne Foins du ventileur (Young and Rubicam Québec), qui remporte aussi le prix spécial du jury.

● Marketing direct : campagne Francine (BDDP France).

● Promotion : campagne Poulet frit Kentucky (Young and Rubicam Québec).

UNIFICATION
des dépôts en
elles alliances

SOCIÉTÉ

... Le Monde • Dimanche 12-Lundi 13 novembre 1989 9

Une campagne nationale pour défendre les femmes battues

Un foyer sur dix serait concerné par la violence conjugale

M^{me} Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits des femmes, organise du 15 novembre au 5 décembre une campagne nationale de sensibilisation et de mobilisation sur les violences conjugales.

Un foyer sur dix serait concerné par la violence conjugale, ce qui ferait environ deux millions de femmes battues ! C'est ce qu'il ne s'agit que d'estimer, mais celles-ci, obtenues à partir des appels d'interventions de la police et de l'expérience des pays voisins, permettent de penser que le phénomène est grave. Pour s'en convaincre, il suffit de visiter les foyers d'hébergement pour les femmes désemparées (voir « Le Monde Radio-télévision » daté 22-23 octobre) ou de survoler le courrier arrivant sur le bureau de M^{me} Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits des femmes.

M^{me} André estimait impossible de rester muette et inactive face à ce fléau. « 1989, dit-elle, est l'année du bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme... C'est l'occasion de rappeler que la dignité de la femme commence par le respect de sa personne physique. » Après des campagnes contre le viol, contre les mauvais traitements commis sur les enfants et contre l'inceste, les esprits lui semblent mûrs pour accueillir cette campagne contre les violences conjugales.

Ses promoteurs veulent faire comprendre qu'il ne s'agit pas uniquement d'une affaire de femmes... Cela nous concerne tous ; et bien sûr à faire en sorte que les femmes n'acceptent plus d'être des victimes.

Des victimes capabiles

Comme le souligne M^{me} André, tout se joue au premier geste de violence. Accepter une gifle, c'est s'engager dans un engrenage infernal qui sera d'autant plus difficile à rompre que les années auront passé.

Les femmes victimes de violence ont entre vingt et quarante-trois ans et sont issues de tous les milieux. Lorsqu'elles appellent au secours, celles des milieux défavorisés s'adressent généralement à la police, les autres à un médecin ou à un avocat. Mais, dans leur grande majorité, elles n'ont pas de travail, aussi hésitent-elles à partir. Leurs hésitations et leurs craintes augmentent lorsqu'elles ont des enfants. Alors, bien souvent, elles gardent le silence. Elles veulent donner le meilleur d'elles-mêmes, font semblant d'être heureuses. L'entourage connaît plus ou moins leur situation, mais finit par penser qu'elles sont consentantes.

La femme battue vit dans la terreur et perd progressivement son



identité. Elle se demande si ce qui lui arrive n'est pas de sa faute. « Elle cherche des excuses à son homme comme on cherche une excuse à un enfant qui a commis une bêtise... Il faut l'aider à ne pas entrer ou à sortir bien vite de ce cercle vicieux », de M^{me} André.

Bien qu'organisée par le secrétariat d'Etat aux droits des femmes, la campagne s'adresse aussi aux hommes violents : « Ce sont des êtres mal dans leur peau qui ne savent pas communiquer, mais il faut qu'ils sachent qu'il existe d'autres formes de communication dans un couple que les coups. Ce qui distingue l'homme de l'animal, c'est la parole. »

Un spot de quarante-cinq secondes sera diffusé pendant les trois semaines de la campagne sur toutes les chaînes de télévision. Il montre la tension et l'angoisse d'une femme battue lors du retour à la maison du mari : bruits de voiture, clefs dans la serrure, pas qui avancent... Une voix rappelle que, pour certaines femmes, aujourd'hui, il existe un endroit plus sûr qu'une rue mal éclairée ou un parking souterrain, c'est leur propre foyer.

Sept cent mille affichettes seront collées dans les lieux publics les plus fréquentés ainsi que dans les maternités, les commissariats, les hôpitaux, les pharmacies, etc. Les affiches, comme les spots, reviennent à un numéro de téléphone (le 16-1) 45-84-51-51, où tous ceux qui le désirent pourront obtenir un conseil, une écoute ou une information.

Pour répondre au téléphone et tenir la permanence qui sera de

vingt-quatre heures sur vingt-quatre pendant toute la durée de la campagne, le secrétariat d'Etat s'est adressé à quatre associations qui ont l'habitude de ce genre d'appels : la Fédération nationale solidarité femmes, le Mouvement français pour le planning familial, le Collectif féministe contre le viol et l'association SOS-Hommes et violence en prise. Chaque fois que cela sera nécessaire, les appels seront orientés vers les organismes susceptibles de résoudre le problème posé : hébergement, assistance juridique, information... Tous ces organismes font partie du réseau associatif national et local (CIMF, centre de planification, SOS ou Solidarité femmes, bureaux d'aide aux victimes, etc.). Il est possible de s'en procurer la liste auprès des conseillers régionaux et des chargés de mission du secrétariat d'Etat aux droits des femmes.

Trop peu de plaintes

Parallèlement, M^{me} André entreprendra un tour de France pour dialoguer avec les victimes de violence et rencontrer les associations locales. Elle suggérera aux préfets de réactiver les conseils départementaux de prévention de la délinquance, de coordonner les interventions et de trouver des solutions concrètes pour l'emploi, le logement et l'aide psychologique à fournir aux victimes de violence.

M^{me} André a également travaillé avec M. Pierre Arpaillange, le garde des sceaux, à la réforme du code pénal (prévu pour le printemps prochain) pour que celui-ci

tienne compte les violences commises par le conjoint ou le concubin de la victime. Ce n'est pas le cas actuellement. Si la femme mariée peut se prévaloir de quelques droits et demander l'expulsion du mari violent (ce qu'elle ne fait pratiquement jamais), la concubine, elle, n'a aucun recours lorsqu'elle n'est pas signataire du bail ou propriétaire du logement.

M^{me} André souhaite que les femmes victimes de violence puissent poursuivre en justice leur conjoint ou concubin, même lorsque les coups n'ont pas provoqué une maladie ou une incapacité totale de travail (ITT) supérieure à huit jours. Actuellement, seuls des coups entraînant une ITT supérieure à huit jours peuvent donner lieu à des poursuites pénales (ou s'ils ont été commis avec une arme, et, dans ce cas, l'auteur peut être immédiatement mis en garde à vue). Dans les autres cas, la procédure ne peut qu'être civile et concerne principalement les femmes mariées.

M^{me} Michèle Bernard-Requin, substitut au tribunal de Nanterre, regrette que trop peu de femmes portent plainte ou retirent rapidement leur plainte après l'avoir déposée. Elle regrette également que le ministère public, de son côté, ne donne pas suite. « Le mari peut convaincre de son impunité. Pour que les coups ne se renouvellent pas, il faut qu'on lui rappelle la loi. »

M. Daniel Duglery, sous-directeur de l'action préventive et de la protection sociale à la direction des polices urbaines, s'étonne du très faible nombre de plaintes déposées. En 1988, il y a eu 133 376 demandes d'intervention pour violence dans les foyers : 8 000 plaintes ont été déposées. Partie prenante dans la lutte contre les violences, la police a commencé à « humaniser » ses locaux. Elle met en place dans chaque commissariat un module d'accueil permettant aux victimes de venir déposer dans la confidentialité, et non dans un grand bureau où elles se sentent le monde. Un fichier sur les interventions et les plaintes sera rempli pour pouvoir mieux étudier le phénomène des violences conjugales. De même, une campagne d'information devrait être menée prochainement pour une meilleure utilisation, en cas d'urgence, du numéro d'appel 17. Et des sessions de formation vont être intensifiées pour mieux préparer les policiers à ce rôle.

« La famille ne doit plus être le seul lieu qui échappe à la loi, affirme M^{me} André. Celui qui frappe comme un délit répressible au même titre que tout autre délit. Le droit doit être appliqué partout, y compris derrière la porte close du foyer. »

CHRISTIANE CHOMBEAU

JUSTICE

En grève de la faim depuis plus de deux mois

Anis Naccache pourrait être prochainement placé sous perfusion

Selon le ministère de la justice, l'état de santé d'Anis Naccache, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour ses activités terroristes et actuellement détenu à l'hôpital central de la prison de Fresnes, se serait détérioré après six semaines de grève de la faim. Anis Naccache, inculpé-on vendredi 10 novembre, qui « commence à présenter quelques troubles de métabolisme et pourrait être prochainement placé sous perfusion », reste « sous surveillance médicale constante ».

Selon l'un de ses avocats, M^{me} Jacques Vergès, Anis Naccache, depuis qu'il a engagé son mouvement de protestation le 8 septembre, alors qu'il était incarcéré à la prison de Clairvaux (Aube), aurait perdu une vingtaine de kilos, souffrirait d'une baisse inquiétante de tension artérielle et ne pourrait se déplacer qu'en chaise roulante.

Condamné pour avoir dirigé un commando lors d'une tentative d'assassinat, en 1980 à Paris, contre l'ancien premier ministre du chah d'Iran, Chapour Bakhtiar —

tentative qui avait provoqué la mort de deux personnes. — Anis Naccache s'était mis en grève de la faim pour obtenir son déplacement dans le même établissement pénitentiaire que ses cinq compagnons. Au-delà, un autre de ses avocats, M^{me} Antoine Comte, avait souligné « la volonté [de son client] d'en finir avec plusieurs années d'atrocités et de promesses non tenues », faisant ainsi référence à une promesse de libération que le gouvernement de Jacques Chirac avait, selon lui, faite en 1988, en échange de celle des otages français au Liban négociée et obtenue à la veille de l'élection présidentielle française.

M^{me} Vergès a par ailleurs indiqué qu'il avait adressé trois lettres, la dernière en date du 10 octobre, au ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, avec copie au ministre des affaires étrangères, lettres dans lesquelles il faisait remarquer aux autorités françaises qu'elles porteraient « la responsabilité de la mort de [son] client ».

Après un article du « Canard enchaîné » où il n'était pas cité nommément

Les amis de M. Jacques Médécine volent à son secours

NICE

de notre correspondant régional

Les amis de M. Jacques Médécine n'auront eu aucune peine à reconnaître le maire (RPR) de Nice et président du conseil général des Alpes-Maritimes dans l'article que le « Canard enchaîné » lui a consacré, sans le nommer, dans son dernier numéro. Selon l'hebdomadaire satirique, quatre inspecteurs parisiens de la PJ « ont récemment passé quelques jours en province » avec pour mission de « vérifier si les accusations portées par un rival local contre une vedette de la politique étaient fondées ou non ». « Cette célébrité ajoutait-il, est soupçonnée d'avoir favorisé l'établissement d'une société qui lui appartient grâce aux subventions accordées par lui à une association culturelle qu'il préside en tant qu' élu. »

Toujours selon le « Canard enchaîné », les policiers auraient trouvé dans le coffre de l'homme politique en question « des cessions de parts en blanc de la société vendue quelques mois plus tôt, ainsi qu'un nombre impressionnant de statuts de sociétés immatriculées au Brésil, aux Etats-Unis, au Panama et en Suisse » dans lesquelles il « est actionnaire et souvent majoritaire ». Autres découvertes, selon le « Canard enchaîné », celles de « titres de propriété de deux villas, l'une située à Los Angeles, l'autre à Phoenix », aux Etats-Unis, et « un relevé de compte bancaire ouvert dans un grand établissement de la ville de cet honorable élu, avec au crédit 5 millions de francs (selon l'insinuation) une somme représentant des dédits sur des promesses de venue de sa villa ».

L'hebdomadaire rapportait enfin que « ce politicien (...) qui ne vit officiellement que de ses indemnités de fonction non imposées (...) a fait aménager, dans l'une de ses villas, une salle de télévision avec un écran de 2 mètres » d'un coût de 1,2 million de francs. Le « Canard enchaîné » faisait clairement allusion aux perquisitions effectuées au domicile de M. Médécine dans le cadre d'une plainte pour ingérence déposée le 28 février par M. Jean-Hugues Colonna, ancien député (PS) des Alpes-Maritimes, actuellement chargé de mission auprès du ministre de l'Intérieur, et trois conseillers municipaux de Nice, MM. François Binoche (Gaullistes de progrès), Max Cavaglione (MRG) et Pierre-Joseph (div. g.).

Deux députés « médécinistes » des Alpes-Maritimes, M^{me} Martine Daugreilh, également adjoint (RPR) au maire de Nice, et M. Christian Estrosi, par ailleurs conseiller général (RPR) et conseiller municipal de Nice, ne s'y sont pas trompés en prenant aussitôt la défense de M. Médécine, actuellement en voyage au Brésil. Interrogé par le « Quotidien de Paris » du jeudi 9 novembre, M^{me} Daugreilh a estimé que l'« on ressort sur M. Médécine toutes les vieilles et fausses accusations qui alimentent la désinformation nicoise depuis des années ». « Il

s'agit, poursuit-elle, d'une tentative de déstabilisation politique menée par une gauche impuissante à s'imposer autrement dans notre région contre un homme de droite notoire. Le papier est largement inexact et nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. D'ailleurs, le groupe RPR à l'Assemblée nationale est unanime derrière Jacques Médécine. Et Bernard Pons va s'expliquer sur cette question ».

Un « coup bas politique »

De son côté, M. Estrosi a accordé, le vendredi 10 novembre, un entretien à FR3-Côte d'Azur dans lequel il juge l'article publié par le « Canard enchaîné » comme « un article de science-fiction ». « Je suis convaincu, affirme-t-il, que le maire de Nice ne peut être inquisiteur. C'est un coup bas politique. Nous voyons bien la légation qui est celle des socialistes, au plan local, aujourd'hui, les moyens qu'ils se donnent par prétexte, en infiltrant l'ensemble des services d'Etat (...). Nous savons bien que M. Colonna, qui n'a d'ailleurs même pas eu le courage de rester au conseil municipal de Nice en donnant sa démission moins d'un mois après son élection (...), essaie d'agir sournoisement, de façon masquée par les moyens dont il dispose au service du ministre de l'Intérieur. »

M. Jacques Médécine, qui reprend ses fonctions à la mairie de Nice lundi 13 novembre, devrait certainement réagir à son tour des son arrivée. Dans un communiqué publié le 3 novembre, après les perquisitions effectuées à son domicile, le maire de Nice avait qualifié de « calcul fait par [ses] adversaires politiques, démocratiquement battus à chaque élection, l'exploitation faite » de la plainte déposée par M. Colonna.

GUY PORTE

SPORTS

FOOTBALL : sanctions de l'UEFA. — La commission de contrôle et de discipline de l'UEFA a décidé, vendredi 10 novembre, de suspendre l'AЕК Athènes pour un an des coupes européennes en raison des « débordements graves » à l'occasion du match retour de la Coupe d'Europe des clubs champions contre Marseille. Le Paris-SG a été condamné à 400 000 francs d'amende pour lancement de projectiles par ses supporters en direction des buts de la Juventus de Turin. Le par-brise et une vitre du car des joueurs italiens avaient été brisés lors de l'arrivée au Parc des Princes.

TENNIS : Tournoi de Wimbley. — Le Français Guy Forget s'est qualifié pour les demi-finales du Tournoi de Wimbley, à Londres, doté de 500 000 dollars, en battant l'Américain Robert Seguso (7-5, 6-3). Il devait rencontrer, samedi 11 novembre, en demi-finale, John McEnroe, qui a éliminé le Tchèque Miloslav Mecir (2-6, 6-4, 6-3).

MÉDECINE

N'ayant pas été distingué pour ses travaux

Le professeur Stehelin demande réparation au comité Nobel

Fait exceptionnel, sinon unique, dans les annales de la recherche médicale et scientifique : le professeur Dominique Stehelin, directeur de recherche au CNRS et professeur à l'Institut Pasteur de Lille, a adressé, le 8 novembre, une lettre ouverte à M. Folke Sjöqvist, président de l'Assemblée Nobel, et au professeur Bengt Samuelsson, président du Comité Nobel. Dans cette lettre, le professeur Stehelin affirme que, en décembre 1989, le 9 octobre dernier le prix Nobel de médecine à J. Michael Bishop et Harold E. Varmus, deux Américains, le comité suédois a commis « une injustice ». Et il demande réparation.

En préambule de sa lettre, le chercheur lillois rappelle que le prix Nobel a été décerné cette année pour la découverte de « l'origine cellulaire des oncogènes rétroviraux », une découverte, rappelle-t-il, faite « pendant la période où [il travaillait] sur ce sujet avec M. Bishop à San Francisco ».

Après avoir indiqué que « le testament de M. Nobel recommande que soit récompensé si possible une découverte bien définie, et que

trois noms au plus soient associés à la reconnaissance de celle-ci », le professeur Stehelin écrit : « Le comité Nobel est souverain dans son choix de la découverte qu'il distingue et dans la désignation des lauréats. Une fois la découverte choisie, il lui appartient de rechercher la vérité, d'être parfaitement éclairé sur la participation et les mérites de chaque personne impliquée et d'arriver à des conclusions justes et équitables. »

Cette lettre, poursuit le professeur Stehelin, se propose de reconnaître « de déclarer que les membres du comité Nobel, en excluant du trio original celui-là même qui a su réussir les expériences cruciales, commet une injustice, dont l'importance n'aurait pas pu leur échapper s'ils avaient été en possession de toutes les informations requises ; de faire connaître quelques omissions et commentaires qui ne respectent pas la vérité des faits » ; d'affirmer, dit-il, « que mon exclusion me porte un préjudice d'autant plus sévère que ce prix possède une aura et un prestige sans égal qui lui confèrent une autorité absolue et incontestée dans les milieux scientifiques et parmi le public ».

Suivent de longs développements portant sur le statut du professeur Stehelin au moment de la découverte — c'était, précise-t-il, le CNRS qui payait son traitement

pendant son séjour à San Francisco — et le communiqué de presse du 9 octobre annonçant le prix Nobel sans mentionner, ne serait-ce qu'une seule fois, sa contribution à la découverte des oncogènes.

Le professeur Stehelin relate ensuite les conditions mêmes de cette découverte et met en cause à plusieurs reprises le vice-président du comité Nobel, M. Norrby, qui, dans une interview à l'agence Reuters, n'avait pas hésité à traiter le chercheur français de « poon ».

« Je ne me résigne pas »

« Me voyez donc, sans comprendre pourquoi, conclut le professeur Stehelin, soudainement mis dans une position où l'on me retire le crédit de cette découverte, après plus de treize années sans contestation à ma connaissance. Cette sanction me met dans la position étrange et inconfortable d'avoir à me justifier au sujet d'une découverte que l'on me reconnaît et de défendre un acquis dont j'étais fier et heureux jusqu'ici. Comme je le prévoyais d'ailleurs, la littérature a déjà adopté la nouvelle situation. On parlait avant des oncogènes cellulaires en citant : « Stehelin et collègues » ou « Bishop et collègues ». On lit maintenant dans le New Scientist : « Le travail de Bishop et Varmus a été une découverte majeure dans

le domaine du cancer. (...) Cruel destin, et perversion de la vérité, devant lequel je ne me résigne pas. »

« Je demande que le comité Nobel trouve un moyen de respecter l'histoire de cette découverte qui est en train d'être réécrite par conséquent directe de son intervention. Je demande qu'il répare un préjudice qu'il me porte personnellement et se porte à lui-même en déformant une réalité objective en une autre qui ne le sera plus. »

« La non-attribution du prix Nobel à un chercheur qui, de toute évidence, méritait cette prestigieuse distinction est-elle susceptible de lui causer un grave préjudice ? L'histoire des sciences et de la médecine s'écrit-elle à la lumière des choix du comité Nobel ? Peut-on parler d'injustice à propos de l'attribution d'un prix, sachant qu'en cette matière tout choix comporte sa part de subjectivité et qu'étant donné le mode de fonctionnement actuel des grands laboratoires de recherche la plupart des grandes découvertes contemporaines sont le fait non plus de chercheurs isolés mais d'équipes de chercheurs ? Telles sont, parmi d'autres, les questions qui se posent, en filigrane, à la lecture de la lettre ouverte adressée par le professeur Stehelin au comité Nobel. Même si l'on peut s'interroger sur l'opportunité d'une telle démarche, force est d'admettre, vu la réputation scientifique — incontestable — de son auteur qu'elle a valeur de document, de témoignage d'une évolution récente du fonctionnement de la recherche. — F.N. »

حكايا من الاحل

CULTURE

THÉÂTRE

La sœur de l'Incorruptible

Charlotte Robespierre écrit ses « Mémoires » pour rendre justice à son frère, Maximilien. Ils sont aujourd'hui portés à la scène par Reine Bartève et Jean-Marie Lehec

Ils étaient trois orphelins — deux frères et une sœur. L'aîné, Maximilien, fut tué à trente-six ans, le 28 juillet 1794, appelé aussi le 10 thermidor. Son frère Augustin, que personne n'inquiétait, demanda à être tué de concert. Ce qui lui fut refusé. Il courut aux derniers étages de l'Hôtel de Ville, se jeta sur les pavés. C'est un mourant qui fut emporté sur la guillotine. Restait la sœur, Charlotte. « Le 10 thermidor, j'apprends que mes frères ont été conduits à la Conciergerie. J'y cours, je demande à les voir, je me traîne à genoux devant les soldats. Ma raison était égarée. Je ne sais ce qui se passa. Quand je revins à moi, j'étais dans une prison. » Ce sont les derniers mots d'un manuscrit que Charlotte laissa, avant de mourir, bien plus tard, en 1834.

Elle avait survécu, seule dans une chambre près du Jardin des Plantes, grâce à une pension que lui avait fait attribuer le premier consul. Bonaparte avait connu personnellement Augustin Robespierre à Toulon, et il avait de l'estime pour Maximilien. « Robespierre ne sera jamais bien connu par l'Histoire, a dit Napoléon à Sainte-Hélène. C'était un vrai chef de parti qui faisait aimer de ses sectaires. Robespierre aurait dû se faire nommer dictateur, mais cela ne lui était pas aussi facile qu'à un général. »

Aujourd'hui deux acteurs, Reine Bartève et Jean-Marie Lehec, ont

eu l'idée excellente de porter à la scène les Mémoires de Charlotte Robespierre. Reine Bartève interprète Charlotte et Jean-Marie Lehec joue Albert Lapointe, un écrivain né à Tours qui, vers 1828, lorsqu'il eut vingt ans, se sentit une âme de révolutionnaire de 1793. Il adorait Robespierre. Ses pamphlets lui valurent très souvent la prison. C'est lui qui incita Charlotte à rendre justice à son frère, en racontant ses souvenirs.

Maximilien et les femmes

Et ces Mémoires sont on ne peut plus attachants, en effet. Parce que Charlotte n'écrit pas du tout comme une sœur qui omette sa situation de sœur, sa présence-sur-leux de sœur, pour témoigner de tel ou tel fait, de telle ou telle parole. Ce qui d'ailleurs serait précieux, mais quelconque, attendu. Non, Charlotte Robespierre, c'est l'âme-conscience-cœur de la sœur, ce proche féminin si singulier, qui se laisse aller à avouer sa passion pour ses deux frères. Il ne pourrait pas y avoir un être plus intime, ou d'une intimité à la fois plus forte et plus libre. C'est le même sang, la même enfance, la même vie, c'est presque la même voix que ceux de Maximilien Robespierre, qui doucement, innocemment, fait apparaître cette figure immense, restée mystérieuse, contradictoire, dont

Napoléon avait en effet bien raison de dire qu'il ne sembla « jamais bien connu par l'Histoire ».

Reste un point, un seul, certes beaucoup moins essentiel que l'Histoire, mais intéressant tout de même, sur quoi Charlotte perd son calme, sa présence d'esprit : les femmes. Car Charlotte est incroyablement possessive, et jalouse comme une bête. En 1790, lorsque Charlotte, restée à Arras, reçoit régulièrement de l'argent de Maximilien, pour vivre, elle ne sait pas que son frère partage son indécision parlementaire entre elle et une inconnue qui venait le rejoindre souvent dans sa chambre, rue de Saintonge. Mais lorsqu'en 1792 Charlotte vient retrouver son frère à Paris, rue Saint-Honoré, et qu'elle le trouve installé, comme un coq en pâte, entre deux femmes, la mère, Elisabeth Duplay, et la fille, Eléonore, c'est le drame.

Charlotte « résolut de tirer son frère de leurs mains », comme elle dit. « Il y a à l'égard d'Eléonore Duplay deux opinions, poursuit Charlotte. L'une, c'est qu'elle était maîtresse de Maximilien, l'autre, c'est qu'elle était sa fiancée. Je puis l'attester, il me l'a dit vingt fois, il ne ressentait rien pour Eléonore. »

La jalousie de Charlotte déterminait une brèche entre la sœur et les frères. Charlotte écrit à Augustin une lettre déchaînée qui commençait par : « Votre aversion pour moi, mon frère, est devenue

la haine la plus implacable, au point que ma vie seule vous inspire de l'horreur. » Et elle lui souhailait, « dans le désordre de ses passions », de « distinguer la voix du remords ». Augustin écrit à Maximilien : « Ma sœur n'a pas une goutte de sang qui ressemble au nôtre. J'ai appris et j'ai vu tant de choses d'elle que je la regarde comme notre plus grande ennemie. »

Le calme revint, Maximilien s'y employa, sans pour autant quitter le foyer d'Eléonore et de sa mère.

Le spectacle, Charlotte de Robespierre, mis en scène par Jean-Marie Lehec, est très beau. Les décors et costumes de Fleur-Marie Fuentes sont assez proches du climat et des nuances des portraits peints par David du temps des Robespierre. C'est un peu comme si du rouge sang et de l'or soleil donnaient une lumière mi-aurore mi-soir, une lumière tremblée, alliance d'espoir et d'hésitation. Reine Bartève est étonnante en Charlotte : elle s'efface absolument devant le souvenir de cette femme, de ses frères, comme si la présence réelle du passé était là, ici, maintenant — tout élément étranger étant supprimé par enchantement. Une soirée inattendue. Une émotion pas comme une autre.

MICHEL COURNOT

► La Vieille Grille, 20 h 30. Tél. : 47-07-22.11.

ARCHITECTURE

Les clés retrouvées de la Bastille

L'histoire de la forteresse racontée à l'hôtel de Sully par la Caisse des monuments historiques

« Sous les pavés, la Bastille. » Avec un titre pareil, difficile de ne pas raconter tout ce que le faubourg, entre les forts, les galeries et les marchands de meubles pour émirs, peut compter encore de braves et humbles gens du peuple. Le sous-titre, « Archéologie d'un mythe révolutionnaire », nous renvoie en revanche, sur l'autre versant de la ville, vers un univers sorbonnard qui, depuis Michel Foucault, ne peut plus soulever un pavé sans y trouver de l'archéologie et du mythe en grappes. Mais c'est à une bonne vieille histoire de la Bastille et de son quartier que nous invite en fait la dernière exposition de la Caisse des monuments historiques.

La Bastille, avec et sans la Bastille, place forte et place publique, réelle ou imaginaire, construite et disparue... La Bastille sous toutes ses formes, des plus tragiques au plus festives, avec d'ailleurs une singulière alternance. Mais surtout une Bastille célébrant les joies de l'urbanisme et de l'architecture en même temps que le rituel navré du patri-moine. L'histoire des hommes a été justement et naturellement laissée aux multiples autres célébrations du Bicente-

naire, à l'exception de quelques personnalités bicoques (Charles V, Henri II) ou destructeurs, comme le choyen Palloy, commerçant-habile qui, des années durant, vendra les restes de la vieille prison sous forme de candiers, de médailles, de bijoux.

Après la grande exposition sur le Panthéon qu'elle a préparée avec le Centre canadien d'architecture de Montréal (voir ci-dessous), la Caisse montre, là encore, le parti étonnamment riche qu'on peut tirer de l'étude d'un édifice et des documents qui l'entourent. Le catalogue de la Bastille, auquel ont collaboré une bonne quinzaine des meilleurs spécialistes de l'histoire architecturale parisienne, s'avère comme un roman à la fois rigoureux, pittoresque et animé. Avec cette touche de raffinement que chacun appréciera selon son cœur : l'histoire de la Bastille selon la Caisse s'arrête quelques décennies avant le fameux Opéra qui meuble désormais le carrefour à l'est.

FREDÉRIC EDELMAN

► Caisse nationale des monuments historiques et des sites, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris (jusqu'au 15 décembre).

MUSIQUES

Printemps au Festival d'automne

De Pierre Strauch à Franck Krawczyk les jeunes compositeurs ont du talent

Cinq des trente-trois créations (ou premières auditions en France) commandées par le Festival d'automne, en l'honneur de la Révolution française, étaient réunies le 7 novembre dans la vénérable salle du Conservatoire d'art dramatique, qui en a entendu bien d'autres depuis Berlioz... Les deux benjamins, Eric Tanguy et Franck Krawczyk, ayant à peine dépassé vingt ans, et les trois autres étant de la génération trentenaire, ce contact avec les compositeurs de la plus jeune génération suscitait une grande curiosité.

Invités, d'Eric Tanguy, un Caennais élève de Radulescu et de Malec, ne nous a pas beaucoup convaincus. Les cinq cuivres graves défilent une pâte assez lourde, allégée par de violents sforzandos et des détonations de percussions sèches ou de tymbales. Mais les effets ne sont guère variés et la forme n'apparaît pas très nette.

Écrit pour flûte et clarinette d'un côté, violon, violoncelle, piano et percussion de l'autre, Sombra du pianiste et compositeur genevois Jacques Demierre (1954), présente deux faces complémentaires mais très différentes : la première sifflante, bousculée, acide, sur les galopades du piano dans la grave, sans goût ni grâce, et la seconde au contraire très détendue, folle musique un peu « minimale », comme un jardin clapotant sous la pluie bienfaisante.

Francisco Guerrero (1951), compositeur espagnol, fait preuve d'une imagination formelle vigoureuse dans Zeyin II, curieuse partition où violon, alto et violoncelle enchaînent des séquences frénétiques jouant toujours ensemble dans le même style (trémolos, rebondissements sur les cordes, longues tenues avec sforzando, etc.), mais soit parallèlement, soit en alter-

nance, voire en luttes rageuses les uns contre les autres, ce qui donne à l'œuvre une intensité presque paroxystique. Pourtant cette agitation forcée paraît un peu sèche.

Le plus beau moment de la soirée m'a semblé le Prélude imaginaire pour « les Affinités électives » (pour flûte, clarinette, violon, violoncelle, piano et percussions) de Pierre Strauch (1958), le superbe violoncelliste de l'Ensemble InterContemporain, bien qu'un retard de copie nous ait privé de la moitié de l'œuvre. N'importe. Ces pages enchanteresses par leur polyphonie acérée, la finesse de l'orchestration, la subtilité des jeux sonores, le scintillement étoilé des mélodies de timbres, la rigueur de la pensée qui ne perd pas « le plus petit des sons ».

Quant au Kammerkonzert pour piano et six instruments de Franck Krawczyk, il séduisait par des qualités toutes différentes : une écriture touffue, étouffante même, avec des déluges de notes pour le piano (dont se jouait magistralement Claude Helffer, qui semblait fort « amusé »), une « zone » apparemment indéfinie tant ses mouvements internes sont surchargés, mais à travers cela on sent bouillonner un tempérament généreux, un compositeur qui a une boulimie instrumentale, un sens encore brouillon du temps et de l'espace, dont on espère qu'il saura laisser sa musique se décanter.

L'Ensemble Contrechamps de Genève, dirigé par Giorgio Bernasconi, et les cuivres et percussions de l'Ensemble InterContemporain (pour Tanguy), rendaient, semble-t-il, tout à fait justice à ces œuvres, données sous le patronage de la Caisse des dépôts et consignations.

JACQUES LONCHAMPT

Tete Espindola au New Morning

Le pontanal du Mato Grosso est la plus grande réserve écologique du sud du Brésil. Dans ces immenses marais, où Lévi-Strauss se fit dévorer par des moustiques, vivent flamands roses, piranhas, perroquets et crocodiles. Tete Espindola y est né il y a trente-trois ans. Paysanne, elle aurait pu rester. Mais, attirée à São Paulo la mégapole, avec ses huit frères et sœurs (elle enregistre son premier album, *Lirio Selvagem*, avec cinq d'entre eux), elle découvre Arigo Barnabé, chef de file de l'underground brésilien qui torture les gannes, chante des sambas en cassant les rythmes et les notes. Elle découvre également un drôle d'instrument inventé en 1968 par le musicien Paulinho Nogueira, *craviola*, une guitare à douze cordes (*viola*) qui produit un son de clavier (*cravo*). Le succès vient en 1985 avec la chanson *Escrito nas*

Estrelas, qui gagne le très populaire Festival de la chanson de la télévision Globo (1).

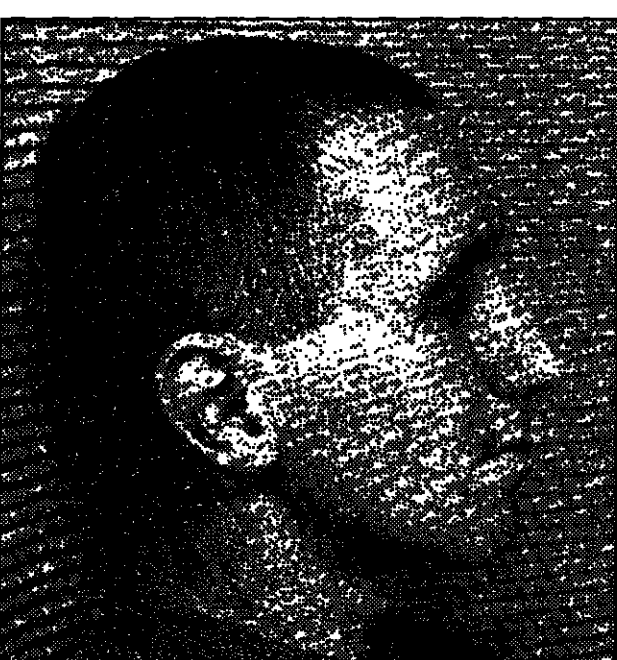
À Paris, où elle chante pour la première fois, ce samedi 11 novembre, Tete présente un spectacle sageusement baroque : des chansons de sa composition, d'Arigo Barnabé, et de vieux sambas (Pixinguinha, Clementina de Jesus) et Bachianas-Brasileiras n° 5, de Villa Lobos, accompagnées par le Duo Fel (une guitare à six cordes, une autre à douze), sa craviola et son sens de l'insolite.

VERONIQUE MORTAIGNE

► New Morning, le 11 novembre, à 21 h 30.

(1) Albums : *Passaros na Garganta*, Som da Gente, Galoia, Polygram/DAM.

PHOTO



Bertolt Brecht, Londres, 1934

Dialogue d'exilés

En 1933, Bertolt Brecht a trente-cinq ans. Il a écrit déjà quelques-unes de ses pièces majeures, la *Nocce chez les petits-bourgeois*, *Dans le jargon des villes*, *Têtes rondes et têtes pointues*. Au lendemain de l'incendie du Reichstag, fuyant le nazisme, il part avec sa famille pour l'exil (Prague, Vienne, Zurich, Paris).

De son côté, Grete Stern nait à Wuppertal en 1904. Elle étudie à Berlin, subit l'influence de Walter Peterhans et du Bauhaus, et ouvre un studio de publicité. Le climat culturel en Allemagne à cette époque est un des plus créatifs en Europe. Appliquant les recherches de l'avant-garde, elle s'attache à modifier l'image et le statut de la femme.

Comme tant de ses compatriotes, Grete Stern fuit l'Europe en 1933. Elle se réfugie en Argentine et photographie en studio ou chez eux les acteurs de la vie culturelle (psychanalystes, musiciens, écrivains), tels Sabato, Borges, encore vivant en 1961, et Jimenez, prix Nobel de littérature en 1956. Ses sujets sont tendus, absorbés par un gravité et une concentration si fortes qu'ils sont presque absents d'eux-mêmes. L'opératrice excelle à les saisir de profil, à l'abandon, ce qui convient particulièrement aux femmes très typées de

Buenos-Aires, et à elle-même dans son propre portrait de bise par Walter Peterhans en 1927.

Grete Stern a aujourd'hui quatre-vingt-cinq ans et son travail est totalement inconnu en France. Elle a pris cette image de Brecht lors de son séjour à Londres en 1934. Cheveux ras, comme un détenu, l'auteur de *Baal*, en posant de profil, provient toute identification. Ce portrait prend en compte à la fois l'exil et la distance. Il ne dépeint pas l'individu, mais traite le rapport du personnage à l'histoire, et épouse, par son refus de la psychologie, le style épique de son théâtre.

Cette photo critique, distanciée, éminemment réaliste, est parfaitement représentative du style expressif de Grete Stern. Elle figure parmi les trente épreuves de tous formats, aux tons cendrés, presque incandescents, réunies par Viviane Esders. Les photos sont si belles et si lumineuses que même les tirages modernes, développés par ses soins, paraissent anciens.

PATRICK ROEGERS

► Grete Stern, portraits 1930-1950, galerie Viviane Esders, 40, rue Pascal, Paris 8^e, jusqu'au 23 décembre.

Port-folio, « Ringl + Pit », 12 images, limitées à 35 exemplaires, 18 000 F.

Genèse du Panthéon

Au Centre canadien d'architecture, à Montréal une exposition sur l'histoire du temple des grands hommes

Le Centre canadien d'architecture, qui vient de s'installer à Montréal dans un spectaculaire bâtiment contemporain, inaugure une passionnante exposition sur le Panthéon. Voici quelques années, un ensemble de la même trempe nous avait fait découvrir Soufflot, mort deux siècles plus tôt, en 1780. Un architecte qui fit une notable partie de sa carrière à Lyon, y laissant notamment le splendide opéra, avant d'être conduit à Paris pour édifier un monument dont la gloire, la pompe et les occupants devaient occulter le concepteur.

C'est à cette œuvre majeure, le Panthéon, achevée en 1789 après la mort de Soufflot, que la Caisse nationale des monuments historiques a consacré ses efforts pour en faire la première grande manifestation historique du Centre canadien d'architecture. Après, il est vrai, l'avoir présentée à Paris, mais sans un catalogue qui se révèle essentiel.

Les dates retenues pour cadrer le propos sentent, bien sûr, leur Bicentenaire, et l'on pouvait à peine redouter une trop grande concentration commémorative. Or il s'agit non seulement d'un ensemble stimulant pour le visiteur le moins férus de construction, mais d'un beau témoignage sur la vitalité de la recherche française en matière d'histoire de l'architecture.

L'idée, toute simple, et qui n'aurait jamais été si bien exploitée, est de retracer la genèse, la construction et la vie d'un édifice. En pratique, un tel propos devient très complexe dès lors qu'il interfère de purs problèmes de construction et des forts aspects symboliques. C'est donc une pléiade d'experts, venus de tous les horizons, qui se sont mis au chevet de l'édifice converti en temple républicain.

Une formidable entreprise

Le Panthéon, faut-il le rappeler, avait commencé sa carrière comme église. Pas n'importe laquelle : celle dédiée depuis le sixième siècle à sainte Geneviève, la patronne de Paris. En 1744, une méchante maladie avait menacé la vie de Louis XV. Le roi invoqua la sainte et promit aux chanoines de l'abbaye de faire reconstruire leur vieille église en cas de guérison. Le projet en sera confié, en 1753, à Soufflot, et la « première » pierre — ce fait la première des superstructures — posée en 1764.

La construction de la basilique n'est pas, à proprement parler, un hasard dans l'histoire du règne de Louis XV. La place qui devait porter le nom du roi — aujourd'hui la Concorde — a été mise en chantier en 1753, deux ans après l'Ecole militaire, l'une et l'autre élaborées par Jacques-Ange Gabriel. La construction de la Madeleine par Contant d'Irry, le malade des grands travaux de Louis le Bien-Aimé — est enfin décidée en 1757. C'est donc une période ambitieuse et féconde pour la capitale, qui reçoit plusieurs de ses plus insignes monuments. Mais, à la différence de ce qu'on aura connu Paris dans la décennie 1980, leur commanditaire non seulement n'en aura pas vu l'achèvement, mais il s'en fera confisquer la gloire par la Révolution.

L'architecte, lui non plus, ne verra pas l'achèvement de son œuvre, formidable entreprise qui aura duré près d'un quart de siècle. En revanche, il aura connu tous les tracasseries. La principale critique mise en avant par Pierre Pâris, l'un de ses plus rudes adversaires, visait la conception andalouse de la coupole que Soufflot voulait poser sur des structures inhabituellement légères. Mais aux mauvaises querelles théoriques et aux vraies difficultés techniques rencontrées par Soufflot s'ajoutèrent de naturels conflits d'intérêts, et de plus importants conflits stylistiques. Ceux-ci révélèrent en effet chez l'architecte, en amont, le « découvreur » français de Paestum, en aval, tout le courant néoclassique qui, après avoir exterminé les dernières défenses du baroque, devait faire la preuve de sa propre mesure. Dans les grandes orgues des colonnades rêvées par un Boullée, par exemple.

Le décret du 4 avril 1791, convertissant la toute nouvelle église en temple de la patrie et, bientôt, en panthéon de la Révolution et des grands hommes, allait perturber l'image originale de l'édifice. Par l'iconographie, les sculptures, les ornements qui allaient lui être ajoutés. Par l'abandon de toutes les fenêtres basses ou à long-temps crû, ainsi, que le remplissage des fenêtres avait pour objectif la stabilité du Panthéon (tout entier) : ainsi, selon Quatremère de Quincy, auquel avait été confiée la transformation de l'église en temple, « l'intérieur recevant moins de jour prendra un caractère plus sérieux, plus convenable au silence religieux du local ».

F. E.

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau, 75004 Paris, 43.36.27.53
Jeudi 16 novembre 20 h 30
POESIE AUSTRALIENNE
avec Marie-Pierre FERNANDES et Christine MICHEL
lectures de Paul Laurence BOURDILLON, en présence du poète John MILEY

AGENDA

THÉÂTRE

SAMEDI 11 - DIMANCHE 12 NOVEMBRE

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

TALABOT. Théâtre 71 (48-55-43-45) (dim. soir, lun., mar.) 20 h 30 ; dim. 18 h (8).

LE BOURGEOIS GENTILHOMME. Théâtre national de Châlons (47-27-81-15). Salle Jean-Vilar (dim., lun.) 20 h 30 (8).

LE CHIEN MORT. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 17 h (8).

LA COMÉDIE DE L'AMOUR. Comédie nationale (43-21-22-22) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (8).

FATUTS PRÉSENTE FATUTS. Marie Stuart (48-08-17-80) (dim., lun.) 20 h 30 (8).

LE THÉÂTRE DU CAMPAGNOL. FETE MARIVAUX. Châteauneuf-Malabry. Théâtre de Campagnol (48-61-33-33) (jeudi) 20 h et 21 h 30 ; (ven., sam.) 19 h, 20 h 30 et 22 h ; dim. 15 h et 18 h 30 (8).

LA STATION DEBOUT. Cartoucherie. Théâtre de la Tempête (43-28-36) (jeu., ven., sam.) 20 h 30 ; dim. 17 h (8).

PASTEUR. Saint-Maur. Salle d'Arsonval (42-83-47-22 ou 48-86-88-82) (jeu., ven., sam., lun.) 20 h 45 ; dim. 16 h (8).

HISTOIRE DU TIGRE. Bataillon-théâtre Péniche Docteur Paradis (42-08-68-68) (jeu., ven., sam., mar.) 20 h 30 (8).

BEDOS AU ZENITH. Le Zénith (42-40-01-01) (dim. soir, lun.) 21 h ; dim. 18 h (10).

LES PETITS AQUARIUMS. Théâtre national de la Colline (43-66-43-60). Petite salle (dim. soir, lun.) 21 h ; dim. 18 h (10).

LA PASSION DU JARDINIER. Cénar. Maison des Arts (49-80-18-88) (dim. soir, lun., jeu.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (10).

SAISON DE MACBETH. Arcane (43-38-19-70) (dim. soir, jeu.) 20 h 30 ; dim. 17 h (11).

PIEDRE. Cergy-Pontoise. Théâtre des Arts (30-30-33-33) 21 h (14).

FLUG. Théâtre Moderne (48-96-09-00) 21 h (17).

LA DÉCLARATION DE PETER LE ROUGE. Barry (43-70-37-02) 20 h 30 (14).

DIALOGUE DES CARMÉLITES. Versailles. Théâtre Montparnasse (38-50-71-18) 21 h (14).

TABARIN. Tac Studio (43-73-74-71) 21 h (14).

TABLEAU DE PARIS AVEC GUILLOTINE. Gannevilliers (47-92-26-30) 20 h 30 (14).

LE BORGNE EST ROL. Marie Stuart (48-08-17-80) 21 h 45 (14).

CHAGREN ZOOLOGIQUE. Châteauneuf. Théâtre (48-67-22-11). Grande salle 21 h (14).

ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-08-77-71). La Ritournelle : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARLEQUIN (45-89-43-22). Jeff : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-08-36-02). Régiment Dikt de mensonge : 17 h et 21 h, dim. 17 h.

ATALANTE (46-06-11-90). Chemin d'une âme : 20 h 30, dim. 17 h.

ATELIER (46-06-48-24). L'Avenir : 21 h, dim. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Gérard. Eberhard Isabelle : 20 h 30. Salle Louis Jovet. Titus Andronicus : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE PÉNICHE DOCTEUR PARADIS (42-08-68-68). Histoire du tigre : 20 h 30.

BERRY (43-70-37-02). L'Ours, suivi de Les Mérites du tabac : 21 h, dim. (dimanche) 15 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-01). Sacré Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. 15 h.

BOUFFES PARISIENS (42-86-90-24). Fusillé sous tous les régimes : 15 h 30 et 18 h 30. L'Illusionniste : 15 h et 20 h 45, dim. 15 h 30.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIX (42-38-35-53). D. Dim. Môme Samour : 16 h.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Moby Dick : 20 h.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Profession indétectable... et en plus : 20 h. L'Héroïque Semaine de Camille Bourreau : 21 h 30.

CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Mort pour rire ou la Comédie du langage : 20 h 30, dim. 15 h.

CARTOUCHERIE THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-81). Louis : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. La Station debout : 20 h 30, dim. 17 h. Salle II. Karamazov : 21 h, dim. 16 h 30.

CASINO DE PARIS (49-95-88-98). Nouveau Show d'André Lamy : 20 h 30, dim. 15 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Les Variétés satiriques : 15 h 30 et 21 h, (11), dim. 15 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Humanité et Criminalité : 14 h, dim. 14 h.

CHATELIER THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). D. Dim. Fidèle : 15 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Quand la bulle s'écroule : 20 h 30, dim. 17 h 30. Café-Moto : 22 h.

OTÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (48-89-38-88). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'Indivisible des comités révolutionnaires suivi de Môme Angot : 20 h 30. Madame Angot préc. de l'intérieur des comités révolutionnaires : 20 h 30. La Ressource. Châteauneuf, dernière nuit de travail : 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 19 h et 21 h, dim. 15 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Les Milleurs Amis : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). La Comédie de l'amour : 20 h 30, dim. 15 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-16). L'opéra : 20 h 30. D. Dim. La Folle Journée ou Le Mariage de Figaro : 14 h. DAUVOU (42-5-58-14). Tu m'as aimé la vie : 21 h, dim. 15 h 30.

DÉJAZET-TLP (42-85-30-31). Et pendant ce temps les Japonais travaillent : 20 h 30, dim. 15 h 30.

DEUX AMES (48-06-10-26). Les Tontons farceurs : 21 h, dim. 15 h 30.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-26-47-47). Jour-Jour-Jour le Paradis : 20 h 30, dim. (dimanche) 16 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas. Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VI SAGRA GUTRY (47-42-59-92). Point de feu sans fumée : 16 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

ELDORADO (42-48-60-27). La Belle Otero : 15 h et 20 h 30, dim. 15 h.

ESPACE MARIN (48-84-09-31). Le Jeu de l'amour et du hasard : 19 h 30, dim. 17 h. La Mouette : 21 h 30, dim. 19 h 30.

ESPACE PIERRE CARDIN (42-66-20-78). La Machine infernale : 20 h 30, dim. (dimanche) 15 h 30.

ESSAIEN DE PARIS (42-78-48-42). Salle L. Le Marabout : 20 h 30, dim. 16 h.

FOUNDATION DEUTSCH DE LA MEURTRE (48-87-12-48). Performances : 20 h 45.

FONTAINE (49-74-74-40). Tempo : 15 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30.

GAITE-MONTMARTRE (43-22-16-18). Faut pas tuer maman : 17 h et 20 h 45, dim. 16 h.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (48-26-65-51). The Jungle Book : 15 h. True West : 20 h 30.

GALERIE CHRISTIAN SIREY (45-27-13-85). La Grand Ecort : 18 h 30.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-30-08). Histoire d'un rire : 18 h et 20 h 15. Apostrophes-nous : 22 h.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (ESPACE MORD) (42-49-77-22). Tier Mon : 21 h.

GURCHET MONTMARTRE (43-27-88-61). Mours d'une guerre : 19 h. Position de travail : 20 h 30. Une femme seule : 22 h 15.

GYMNASE MARIE-BELL (42-48-78-78). L'Es-femme de ma vie : 17 h et 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-98). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Le Léon : 20 h 30. L'improvisé du Palais-Royal : 21 h 30.

JARDIN D'HYVER (42-62-58-48). La Bourdon : 21 h.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-83-68-68). Les Fournitures de Scapin : 20 h 30, mar., dim. 15 h.

LA BRUYÈRE (49-74-78-99). Moi, Feuerbach : 21 h, dim. 18 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Chère de Robert : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Le Bûton de la maréchale : 20 h. Mélodie de Varsovie : 21 h 30. Théâtre rouge. Simone Weil 1908-1943 : 18 h 30. Thermidore-Termus : 20 h. Dialogues d'adultes : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-08). Port-Royal : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MARAIS (42-78-03-63). L'Avenir : 20 h 45.

MARIE STUART (45-08-17-80). Fatut présente Fatut : 20 h 30.

MARGONY (PETIT) (42-25-20-74). De Sacha à Gaby : 21 h, dim. 15 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schutz : 17 h et 21 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Un éléphant dans le jardin : 15 h.

MICHEL (42-65-35-02). Vite une femme ! : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

MOCHODÈRE (47-42-95-23). Spectacle Plaf-Cocteau : l'Amour d'amour : 15 h. Pièces détachées : 20 h 30, dim. 15 h.

MOGADOR (48-78-78-00). Tango Argentino : 20 h 30, dim. 15 h et 18 h.

MONTMARTRE (43-22-77-74). Le Souper : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74). Les hommes naissent tous égo : 21 h, dim. 15 h 30.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFETARD (43-31-11-89). Ph-PH : 20 h 30, dim. 17 h.

NOUVEAUTÉS (47-70-62-78). Le Grand Standing : 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45. D. Dim. La Genèse : 18 h.

PALEIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Serge Papegallé : 21 h.

PALEIS DES SPORTS (48-28-40-90). Dans la nuit la liberté : 15 h et 20 h 30, mar. 15 h, dim. 14 h et 18 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Un fil à la patte : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

POCHE-MONTMARTRE (45-48-52-87). Salle I. Monsieur Songe : 17 h 45 et 20 h 45. Salle II. Vite d'un père à son fils : 21 h, dim. 15 h.

PORT SAINT-MARTIN (42-08-00-32). La Peste : 20 h 30, dim. 15 h.

RANELAGH (42-88-64-44). Molière par elle-même : 18 h, dim. 15 h. Buffo : 20 h 30, dim. 17 h.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Guillaume sans barrière : 18 h 30, dim. 14 h 30. Morts sans sépulture : 20 h 30, dim. 17 h.

20 h 30, dim. 17 h. Archi Truc : 22 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-43-47). Comment devenir une mère juive en dix leçons : 18 h et 20 h 45, dim. 15 h.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Les Stagiaires : 19 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-80). Muriel Robin est au Splendid : 21 h.

SPOTLIGHT (45-85-32-88). En attendant... Feydeau ! Par la fenêtre, Fou la mère de Madame : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10). La Chute : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE BOURVIL (43-73-47-84). Samedi 20 h 30 : Must-hail en folie.

THÉÂTRE 14 JEAN-MAIRE SERREAU (45-45-49-77). Pourquoi n'est-tu rien dit, Desdémone ? : 20 h 45, dim. 17 h.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-84-80-80). Casimir et Caroline : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR-BELLE DE MAI (48-05-67-89). Salle I. Le Beldin du monde occidental : 20 h 30, dim. 15 h. Salle II. Le Malinendu : 20 h. L'Esclave des jokers : 22 h.

THÉÂTRE DE LA MAIRIE (42-08-53-33). Le Neveu de Rameau : 20 h 30, dim. 16 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). La Mission, suivi de Au perroquet vert : 20 h 45.

THÉÂTRE DE MÉNEMONTANT (43-31-42-66). Ce qui est resté d'un Rembrandt... le Secret de Rembrandt : 20 h 30.

THÉÂTRE DE PARIS (42-80-09-30). Cita : 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 19 h 30.

THÉÂTRE DU SPHINX (42-78-39-20). Lettre à tous les amoureux perdus dans le désert : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-84). Dressage en érotisme : 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-85-30-31). Scortto, la lycéenne : 20 h 30, dim. 18 h 30.

THÉÂTRE HÉBERTOT (43-87-23-23). La vie que j'ai donnée : 17 h et 21 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE L'OMBRE QUI ROULE (43-28-29-61). Héroïdes : 20 h 45.

THÉÂTRE MONTROUILLÉ (42-33-50-78). La Députée : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). Le Molière d'Aurora : 18 h, dim. 18 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Gémier. Horace : 20 h 30. Salle Jean Vilar. La Bourgeoisie pénitencière : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-00). Grande salle. Opérette : 20 h 30, dim. 15 h 30. Petite salle. Les Petits Aquariums : 21 h, dim. 18 h.

THÉÂTRE PARIS PLAINE (40-43-01-82). Imbrocchio : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. Le Chemin solitaire Festival d'automne à Paris : 15 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h 30.

M.L.T. La Mémoire du livre : le livre des questions : 21 h, dim. 17 h. Petite salle. L'Amante anglaise : 20 h 30, dim. 15 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). La Tambale : 15 h. Phidre (à repasser) : 20 h 15 et 23 h. C'est dingue : 21 h 30.

TLO DES DÉCHARGES (42-96-00-02). Gille de Rai + ou : 21 h, dim. 17 h.

TOURTOUR (48-87-82-48). On va faire la cocotte : 19 h. Pour finir encore : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-08). Physique et Métaphysique : 15 h, dim. 18 h 30. L'Esprit : 17 h et 21 h. D. Dim. Les 38 Chénies : 15 h.

VARIÉTÉS (42-33-08-82). Le Prédicte : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

MUSIC-HALL

CASINO DE PARIS (42-85-30-31). André Lamy, 20 h 30, sam., 15 h 30, dim. Téléthon location : 49-86-88-99.

PARIS CASINO 14 h 30, sam. Revue en 15 tableaux. Avec Pascal Sevran, Coccinelle, Minouche Barali, Miguel Cortez, Lyne Barel, les Dolly-Dollies et le Grand Orchestre dirigé par Chazy Oleg. Téléthon location : 49-86-88-99.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-87). Cabaret de la chanson française. 21 h, sam. Chansons à la carte tous les soirs.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Marcel Amont, 21 h, sam., 15 h 30, dim. « Amont tour ». Avec Sophie Delmas, Jean-Pierre Poussat (guit.), Yves Sultan (lyrth.).

LE MÉCÈNE (42-77-40-25). Yves Marx, Christophe Gallot, 22 h 30, dim. Piano, bass.

OLYMPIA (47-42-25-49). Shani Tavori, 20 h 30, dim. Israël.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Tilda, 21 h, sam. Camille Morgane, 18 h 30, sam.

TOURTOUR (48-87-82-48). Les Serdins, 22 h 15, sam. « Trestet oup doup oup ».

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37). Michel Musseau, 20 h 30, sam.

CONCERTS

ÉGLISE SAINT-LOUIS DES INVALIDES. Orchestre symphonique de la Garde républicaine, 18 h 30, sam. Dir. R. Boutry, F. Palussy (vi). Œuvres de Mozart, Beethoven, Bartok. Téléphone location : 47-05-89-87.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE. Orchestre de chambre Jean-Jacques Widmerker, 20 h 30, sam., 17 h, dim. Dir. Hugues Calmet, Anne Widmerker, Jean-Noël Mollard (viol), Didier Costantini (bât), chorale Arioso. Œuvres de Vivaldi, Bach. Téléphone location : 45-23-18-25.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). Les Semaines de Cécile

d'Ivoire, 17 h, sam., dim. Musiques et danses traditionnelles.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Noël Les, Dominique de Willemcourt, 17 h, sam. Piano, cello. Œuvres de Debussy, Chausson, Lalo, Vienn. Studio 106.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Concerts Pasdoup, 17 h 30, sam. Dir. Laurent Pautpéard. Œuvres de Bizet, Chopin, Debussy, Offenbach, Rimski-Korsakov, Delibes. Orchestre des Concerts Lamoureux, 21 h, sam, 17 h 45, dim. Dir. Justus von Weibsky. Chœur Montjoie. « Requiem » de Verdi.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Joshua Bell, Roger Vignoles, 11 h, dim. Violon, piano. Œuvres de Beethoven, Fauré.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Michael Nyman, 18 h, sam. Musiques de Michael Nyman. Nusrat Fateh Ali Khan, 20 h 45, dim. Musique qawwali. Musique traditionnelle du Pakistan.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Fidèle, 15 h, dim. Opéra en deux actes de Beethoven. Mise en scène Giorgio Strehler. Dir. mus. Lorin Maazel. Orchestre national de France, Chœur philharmonique national de Varsovie. Avec Siegfried Jouska, Jeanne Altmeyer, Richard Cowan, Siegmund Nimsgern, Kurt Rydl.

LES FESTIVALS

JEAN COCTEAU CRÉASTE. La Saint-Germain-des-Prés. Salle G. de Beaurgard, 6 (42-22-87-23). La Belle et le Bête, sam. à 12 h, 14 h, 18 h, 18 h 20, 22 h ; les Parents terribles, dim. à 12 h, 14 h, 18 h, 18 h 20, 22 h ; le Baron fantôme, lun. à 12 h, 14 h, 18 h, 20 h, 22 h ; la Villa Sarno Sospir, le Sang d'un poète, mar. à 12 h, 14 h, 18 h, 18 h 20, 22 h.

ROCK

LOOK DE PARIS 22 h, sam.

GIBUS (47-00-78-88). Haricos, 23 h, sam.

OLYMPIA (47-42-25-49). Bérurier noir, 19 h 30, sam.

NEX CLUB (42-36-83-98). Les Apéritifs à Toot, 17 h, dim.

RÉGION PARISIENNE

AUBREVILLERS (THÉÂTRE ÉQUESTRE ZINGARO) (48-78-75-00). Zingaro : 20 h 30.

BAGNEUX (THÉÂTRE VICTOR HUGO) (48-63-10-54). Le Lézard, 20 h 30.

CHATEAUNEUF-MALABRY (THÉÂTRE DU CAMPAGNOL) (48-61-33-33). Le Lézard. Le Théâtre du Campagnol fête Marivaux : 19 h, dim. 15 h. Le Théâtre du Campagnol fête Marivaux. Œuvres pilées en un acte de Marivaux : 19 h, 20 h 30 et 22 h, dim. 15 h et 18 h 30. Arlequin poil pat l'amour. Le Théâtre du Campagnol fête Marivaux : 20 h 30, dim. 17 h. La Provinciale. Le Théâtre du Campagnol fête Marivaux : 22 h, dim. 18 h 30.

CHELLES (THÉÂTRE DE CHELLES) (50-08-55-00). La Folle Journée ou le Mariage de Figaro : 21 h, dim. 15 h 30.

CHEVILLY-LARUE CENTRE CULTUREL. André Malraux (46-86-54-48). Contes : 18 h 30.

COGNAC-LA-VILLE (LA COUPOLE) (84-66-66-11). La Porte brisée. Festival de théâtre à domicile : 15 h. Sarah la Nore. Festival de théâtre à domicile : 17 h, mar. 22 h. Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée. Festival de théâtre à domicile : 19 h, mar. 20 h 30. Une jeune, un instant, dans les marguerites. Festival de théâtre à domicile : 22 h, mar. 19 h.

D. Dim. La Clé à molette. Festival de théâtre à domicile : 17 h. Fou, le méru de Madame. Festival de théâtre à domicile : 18 h. Le Début. Festival de théâtre à domicile : 15 h.

CRÉTET (MAISON DES ARTS) (48-80-18-88). Grande salle. Les Fausses Confidences : 20 h 30, dim. 15 h 30. Petite salle. La Passion du jardinier : 20 h 30, dim. 15 h 30.

ENGHIEN (THÉÂTRE MUNICIPAL DU CASINO) (94-12-94-94). Dom Juan 2000. Festival théâtral du Val-d'Oise : 21 h.

MALAKOFF (THÉÂTRE 71) (46-55-43-45). Talabot : 20 h 30, dim. 18 h.

MANTES-LE-JAULIE (CENTRE CULTUREL GEORGES BRASSIN) (30-94-15-93). Le Maghreb de canard. Festival Big Bang. Festival 89 : 21 h.

NEUILLY-THÉÂTRE A DOMICILE (89-88-69-11). Premier Festival de théâtre à domicile : 20 h 30.

NANTERRE (QUASAR THÉÂTRE) (47-24-78-35). Riva, précédé de Les Rouquins : 20 h 45, dim. 15 h.

NANTERRE (THÉÂTRE DES AMANDEURS) (47-21-18-81). Œdipe tyran, en alternance avec Œdipe à colonie le Clit des Oiseaux (Trilogie) : 21 h, dim. 17 h.

PAVILLON-SOUS-BOIS (ESPACE DES ARTS) (48-48-10-30). D. Dim. Voltaire's Folies : 17 h.

ROCHES-BOIS (THÉÂTRE DU PLATEAU) (48-94-86-02). Coïncidences : 21 h, dim. (dimanche) 17 h.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). Le Chien mort : 20 h 30, dim. 17 h.

SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (RONDE-POINT LIBERTÉ) (48-99-89-10). Liberté ? ? ? Égalité ? ? ? Fraternité ? ? ? Les Semaines du Mime : 21 h, dim. (dimanche) 15 h.

SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (SALLE D'ARSONVAL) (42-83-47-22). Pasteur : 21 h, dim. 16 h.

SARTROUVILLE (THÉÂTRE DE SARTROUVILLE) (39-14-23-77). D. Dim. Kôï l'indien : 15 h.

SURVILLIERS (SALLE JEAN ANTOINE) (39-90-54-56). Les Derniers Devoirs. Festival théâtral du Val-d'Oise : 21 h, dim. 15 h.

VANVES (THÉÂTRE LE VANVES) (48-45-46-47). La Fausse Suivante : 20 h 30.

VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL SOIRARD) (48-08-00-33). Scritto de l'acteur : 21 h, dim. (dimanche) 18 h.



1^{er} FESTIVAL DE LA CONVENTION THÉÂTRALE EUROPÉENNE

WOYZECK

Comédie de Saint-Etienne
Koninklijke Nederlandse Schouwburg - ANVERS
Théâtre National de la Communauté Française de Belgique

KREUTZER SONATE

Koninklijke Nederlandse Schouwburg - ANVERS

LE BALCON

Théâtre National de la Communauté Française de Belgique
BRUXELLES

ELSA SCHNEIDER

Centre Dramatic Generalitat de Catalunya - BARCELONE

FABLES, RECITS ET POEMES DE DEPORTES

Comédie de Saint-Etienne

UBU ROI

Théâtre Jozsef Katona - BUDAPEST

MOTHER OF ALL THE BEHANS

Théâtre National d'Irlande - Abbey Theatre - DUBLIN

UNA VISITA INOPORTUNA

Cooperativa Nuova Scena - Teatro Testoni / interAction
BOLOGNE

AMORPHE D'OTTENBURG

Théâtre des Capucins - LUXEMBOURG

DE TIJO EN HET VERTREK

Het Nationale Toneel / Koninklijke Schouwburg - LAHAYE

L'OPERA DE QUAT'SOUS

Studio Theatre - VARSOVIE

PECORA

سكنا من الاصل

AGENDA

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P Signalé dans « le Monde radio-télévision ». F Film à éviter. On peut voir. Ne pas manquer. Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 11 novembre

TF 1
20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou !
22.10 Magazine : Ushuaïa.
23.15 Magazine : Formule sport.
0.05 Journal.
0.25 Série : Mémoires.

A 2

20.35 Variétés : Champs-Élysées.
22.35 Série : Clémence Aletti.
23.30 Journal.
23.45 Magazine : Lunettes noires pour nuit blanche.

FR 3

20.35 Samdynamite.
21.55 Journal.
22.20 Magazine : Le divan.
22.40 Magazine : Musicales.
23.35 Magazine : Sports 3.

CANAL PLUS

20.30 Série : Jack Killian, l'homme au micro.
21.20 Flash d'informations.
21.25 Documentaire : Mister Swing.
23.00 Cinéma : La vengeance des monstres. □
0.30 Cinéma : La nuit bengali. ■

LA 5

20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Téléfilm : Hongkong connection.
22.20 Magazine : Samedi foot.
22.25 Série : Saigon l'enfer du devoir.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.30 Téléfilm : Un jour de plus pour le défunt.
22.05 Téléfilm : Les tigres sont lâchés.
23.20 Six minutes d'informations.
23.25 Magazine : Club 6.

LA SEPT

21.45 Cinéma : Tanguera. Film allemand de Heinz Schuster (1988). Avec Silvana Delugi, Elida Blasquez, Virgilio Espinoza.
22.30 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandrieux.
23.05 Documentaire : Dix minutes de vie. De E. Frank.
23.15 Jazz soundies collection. Travail à domicile.
23.30 Documentaire : Un voyage andalou. De Jana Bokov.

Dimanche 12 novembre

TF 1

15.10 Variétés : Mondo Dingo.
15.40 Tiercé à Autoul.
15.50 Série : Vivement lundi.
16.20 Dessins animés : Disney parade.
17.30 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?
18.00 Magazine : 7 sur 7.
19.00 Magazine : Têtu sur 7.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : Pas de problème ! ■
22.20 Magazine : Ciné-dimanche.
22.30 Cinéma : Le meurtre était presque parfait. ■
0.10 Journal.

A 2

14.55 Série : Mac Gyver.
15.50 L'école des fans.
16.35 Série : Qui c'est ce garçon ?
17.35 Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde.
18.25 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal.
20.35 Série : David Lansky.
22.00 Cinéma, cinémas.
23.05 Journal.
23.30 Soixante secondes.
23.35 Chefs-d'œuvre en péril.

FR 3

14.30 Expression directe.
14.50 Magazine : Sports loirs.
17.03 Magazine : Montagne.
17.30 Amuse 3.
19.00 Série : L'étrange Monsieur Duvalier.
20.02 Série : Benny Hill.
20.35 P Documentaire : Optique.
21.30 Magazine : Océaniques.
22.05 Journal.

CANAL PLUS

14.00 Téléfilm : Menace par ordinateur.
15.45 Sport : Handball.
17.30 Documentaire : Et si nous étions des animaux.
18.00 Cinéma : Jumpin' Jack flash. ■
En clair jusqu'à 20.35.
19.45 Dessins animés : Ça cartoon.
20.25 Magazine : Tranches de l'art.
20.35 Cinéma : La couleur du vent. ■
22.00 Magazine : Journal de l'art.

LA 5

14.35 Série : La traque.
16.35 Magazine : Ciné Cinq.
18.45 Magazine : Télé-matches dimanche.
18.00 Série : Ripride.
18.50 Journal images.
19.00 Série : Supercopier.
20.00 Journal.
20.30 Divertissement : Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : Terminator. ■
22.40 Magazine : Ciné Cinq.
22.50 Cinéma : Sexy dancing. □
0.00 Journal de minuit.

M 6

14.40 Série : Clair de luna.
15.30 Série : Espion modèle.
16.20 Série : Brigade de nuit.
17.10 Série : Vegas.
18.00 Informations : M 6 express.
18.05 Série : Père et impairs.
18.30 Série : Les années coup de cœur.
19.00 Magazine : Culture pub.
19.30 Série : Roseanna.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Téléfilm : Rêves de femme.
22.15 Magazine : Sport 6.
22.25 Capital.
22.30 Cinéma : L'important c'est d'aimer. ■
Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT

16.30 Documentaire : Archives du vingtième siècle. De Jean-José Marchand.
17.30 Danse : Changing steps. Ballet de Merce Cunningham.
18.10 Documentaire : Vladimir Horowitz. D'Albert et David Meyers.
19.30 Magazine : Dynamio. De Benoît Delphine et Matthieu Sanderson.
20.00 Documentaire : Ici bat la vie.
20.30 Cinéma : Démon dans le jardin. ■
Film espagnol de Manuel Gutiérrez Aragón (1983). Avec Angélica Molina, Ana Belén, Imanol Arias.
22.20 Court métrage.
22.30 Documentaire : Archives du vingtième siècle. De Jean-José Marchand.
23.30 Faillite : Sainte Thérèse d'Avila (3 épisodes).

CARNET DU MONDE

Décès

— Les amis de Gilbert MAILLOT, danseur chorégraphique, ont la tristesse d'annoncer son décès le 5 novembre 1989 à Paris.

— M. et M^{me} Etienne Rain, M. et M^{me} Serge Allain et leurs enfants, Le professeur et M^{me} Jean-Didier Rain et leurs enfants, M. et M^{me} Dominique Rain et leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de leur mère et grand-mère,

Marie-Antoinette RAIN, avocat honoraire, ancien magistrat.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, le mardi 14 novembre 1989, à 13 h 45.

Remerciements

— Votre amitié, votre présence, vos témoignages de sympathie ont été un précieux réconfort lors du décès de

M. Pierre PRENTOUT.

Danièle Bouchet, ses filles, Et toute la famille, vous en remerciant de fond du cœur.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mercredi 15 novembre à 10 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Dumas, escalier L (Sorbonne). M. Adid Anton : « Constitution et esprit politique libanais (Constitution de 1926) ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le jeudi 16 novembre à 14 h 30, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Dumas, escalier L (Sorbonne). M^{me} Chadia Sinno : « Un urbanisme né de la guerre. A travers l'évolution des structures commerciales de Beyrouth (1973-1989) ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le vendredi 17 novembre à 14 h 30, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Dumas, escalier L (Sorbonne). M. Christophe Prochasson : « Place et rôle des intellectuels dans le mouvement socialiste français (1900-1920) ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-85-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F

Abonnés et actionnaires : 77 F

Communications diverses : 90 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5129

HORIZONTALEMENT

I. Un endroit où il n'y a jamais rien de neuf. Il serait judicieux de faire appel à lui pour présenter la pilule. — II. Ancêtre mythique pour des Grecs. Un homme sage. Pronom. — III. Sur le pont. Peut cacher une transaction malhonnête. — IV. Moi, pour le psychanalyste. Participe. Est plus chaud qu'une bise. — V. Pour recueillir le jus. Est très ferme. — VI. Symbole. Mesurer. — VII. Commencement d'exécution condamnable. Sous la croûte. — VIII. Une attaque brutale. Le fument de la prononciation. — IX. Dans le Tassin. Capucin. Maison d'Italie. — X. Cesses de résister. Nourrice pour un dieu. Article. — XI. Révélaient les hommes. Bien emballé. — XII. De vraies misères. — XIII. N'avait qu'un seul temple en Grèce. Démonstratif. Village sur une colline. — XIV. Est loin de la borne. Qui a donc compati. Propriété en indivis. Est parfois noir au marché. — XV. Ne pas laisser échapper. Fournit un fil très solide. A pois.

Solution du problème n° 5128

Horizontalement

I. Danaïdes. — II. Epeire. Os. — III. Mes. Opine. — IV. Arsenal. — V. Routine. — VI. Sien. Us. — VII. Hal Oeëes. — VIII. Etal. Ures. — IX. Urne. Ri. — X. Sérés. Glu. — XI. Estrées.

Verticalement

1. Démarcheuse. — 2. Apéro. Atre. — 3. Nessus. Anne. — 4. Ai. Etioles. — 5. Ironies. St. — 6. Dépanneur. — 7. Ile. Erige. — 8. Son. Usé. Le. — 9. Seins. Sous.

GUY BROUZY

PARIS EN VISITES

LUNDI 13 NOVEMBRE

« Le Marais nord, ses hôtels, jardins, intérieurs », 10 heures, sortie métro Saint-Paul (E. Bourdail).
« Dessins de Raphaël à Ingres », 11 heures, Louvre, pavillon de Flore, deuxième étage (G. Marbeau-Carlier).
« Troubadours et trouvères », 12 h 30, 8, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).
« Exposition David », 14 heures, Louvre, entrée des groupes, passage Richelieu (M^{me} Cases).
« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (P.-V. Jassier).
« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Restauration du passé).
« Visite générale du cimetière Montparnasse », 14 h 30, rue Froidevaux, angle avenue du Maine (V. de Langlade).
« Les appartements du duc du Maine et du maréchal de La Moignon à l'Arche », 14 h 30, sortie métro Saint-Martin (L. Heulien).
« Personnalités illustres et folles architectures du Père-Lachaise », 14 h 30, métro Gambetta, sortie Père-Lachaise (Arts et cœuvres).
« L'Arche de la Défense et son quartier », 14 h 30, RER Défense, sortie L (Tourisme culturel).

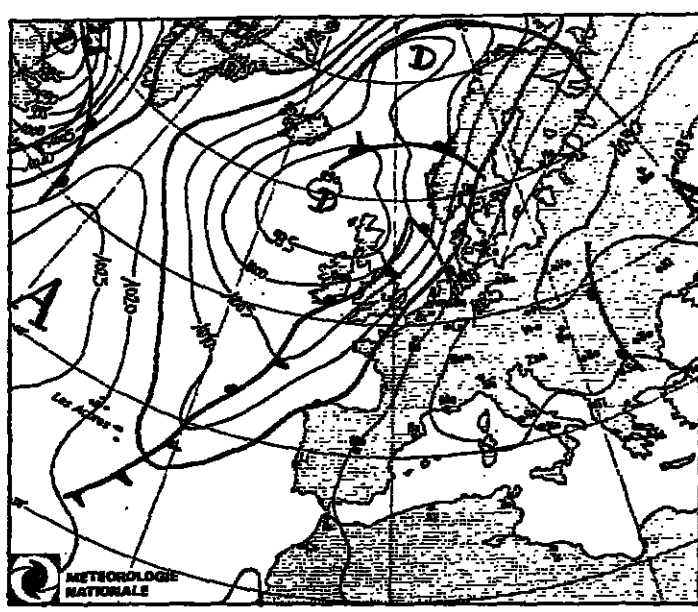
« Le Louvre, de Philippe-Auguste à la Pyramide », 14 h 30, métro Louvre (Approche de l'art).
« La première française de la Renaissance au Louvre », 14 h 30, Musée du Louvre, sous le passage de Richelieu (M^{me} G. Leblanc).
« Le Musée du cinéma », 14 h 45, devant l'entrée du Palais de Chaillot (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
MONUMENTS HISTORIQUES
« A Autoul : hôtel Puchet et Galpin (extérieur) », le parc Sainte-Parthe, hameaux, 14 h 30, devant l'église Notre-Dame d'Autoul.
« Exposition : Sous les pavés, la Bastille, archéologie d'un mythe révolutionnaire », 15 heures, 62, rue Saint-Arnaud.

CONFÉRENCES

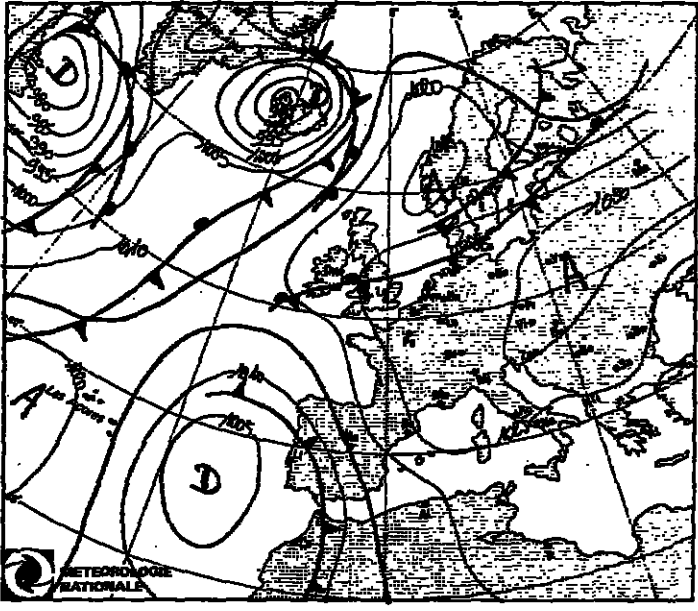
Vernière-le-Buisson, salle des fêtes, 14 h 15 : « Vers le fausse réforme de l'enseignement ? » par J.-M. Domenech (Les lundis de Vernière).
Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité de la BPI : « Gombrowicz aujourd'hui », 16 heures : « Gombrowicz en Europe », débat animé par J.-P. Solges : 20 heures : « Gombrowicz et le théâtre », débat animé par B. Dor.

MÉTÉOROLOGIE

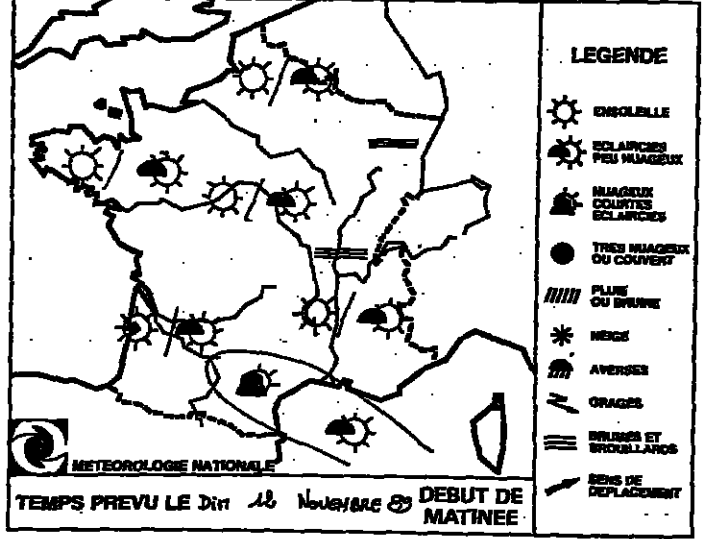
SITUATION LE 11 NOVEMBRE 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 NOVEMBRE 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 11 novembre 1989 à 0 heure et le dimanche 12 novembre à 24 heures.
Redressement du flux de sud-ouest à sud déviant ainsi une dorsale sur le pays samedi. Léger affaiblissement des hautes pressions sur l'Ouest dimanche.
Dimanche : belle journée d'automne sur l'ensemble du pays. A l'aube il fera froid, surtout dans l'intérieur et dans les régions du nord-est où les gelées blanches seront fréquentes. Cependant des nuages bas couvriront dans la matinée, le ciel au voisinage du golfe du Lion. Le soleil se verra de nuages élevés du Sud-Ouest à la Bretagne. Ailleurs, journée bien ensoleillée et douce.
Le vent de sud se renforcera près des côtes atlantiques.
Les températures minimales sont, le matin, de -2 à 2 degrés du Nord-Est au Centre, de 2 à 5 degrés ailleurs et de 6 à 10 degrés sur les côtes. Les maximales atteindront 13 à 16 degrés sur le littoral nord, 17 à 20 degrés sur la moitié sud allant jusqu'à 24 degrés aux pieds des Pyrénées.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé											
Valeurs antérieures relevées entre le 10-11-1989 à 6 heures TU et le 11-11-1989 à 6 heures TU											
FRANCE											
ALGER	19	7	D	TOULOUSE	14	2	D	LISBONNE	30	12	D
ANGERS	20	8	D	TOURNAI	15	5	C	LUXEMBOURG	8	2	D
BOULOGNE	16	8	D	PORTSAFÈRE	31	23	C	MADEIRA	18	8	N
BRETAGNE	13	2	D	ALGER	23	10	N	MARSAK	26	15	N
CAEN	14	12	D	AMSTERDAM	11	7	N	MILAN	19	19	N
CLERMONT	13	2	D	ATHÈNES	19	12	D	MONTREAL	12	5	A
COCOTTE	13	2	D	BANGKOK	32	26	N	MOSCOW	5	0	D
CORSE	11	-1	D	BANGKOK	18	10	N	NEW-YORK	24	16	C
DIJON	13	0	D	BERLIN	9	3	N	OSLO	9	7	F
LYON	11	5	D	BRUXELLES	10	6	D	PALMAYR	20	5	N
LYON	13	5	D	LA CAIRE	24	13	D	PERSE	6	0	D
MARSEILLE	17	10	D	COPENHAGUE	10	8	P	SAO PAULO	17	5	D
NANCY	11	-1	D	DAKAR	26	23	C	SINGAPOUR	26	26	C
NANTES	16	7	D	DELHI	27	15	D	STOCKHOLM	9	4	P
NICE	18	9	D	DIJON	22	13	D	SYDNEY	20	17	C
PARIS-MONTAIGNE	13	4	D	GENÈVE	11	-1	D	TOKYO	17	13	D
PAU	19	4	D	HONGKONG	26	21	D	TUNIS	22	9	D
PERPIGNAN	15	8	N	ISTANBUL	13	9	P	VALENCE	6	-1	D
REIMS	15	9	N	JERUSALEM	18	9	P	VERONE	15	4	D
STRASBOURG	13	2	D	LISBONNE	19	13	A				
	10	-1	D	LONDRES	15	12	P				
ÉTRANGER											

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

ÉTRANGER

L'Etat gèle son programme pendant vingt ans

Les centrales nucléaires britanniques ne seront pas privatisées

Le ministre de l'énergie a fait ses comptes. M. John Wakeham, responsable de ce département depuis seulement deux semaines, a découvert, ce que son prédécesseur s'était bien gardé de lui dire, que le secteur privé ne voulait ni ne pouvait prendre en charge les centrales nucléaires britanniques existantes. Il a donc fallu revoir en catastrophe toute la privatisation de l'électricité prévue pour le printemps prochain.

LONDRES

de notre correspondant

Le gouvernement se serait volontiers passé de ce nouveau pépé qui fait un peu d'ordre après le numéro de chaises musicales ministérielles provoqué le 26 octobre par l'affaire Lawson. Les titulaires des différents départements ont beaucoup changé ces derniers mois puisque le remaniement de juillet avait déjà, à lui tout seul, été le plus vaste auquel ait jamais procédé M. Thatcher. Celle-ci avait promis que la privatisation de l'électricité aurait lieu avant la fin de 1989.

Le précédent ministre de l'énergie, M. Cecil Parkinson, croyait aussi, apparemment, que tout se passerait vite et en douceur et que l'Etat se dégageait de toute activité de production et de distribution de l'électricité au 31 décembre 1989. Cette date limite figurait dans les documents officiels prévisibles à l'introduction en Bourse des deux sociétés qui devaient succéder aux organismes publics qui gèrent jusqu'ici les centrales classiques et nucléaires, ainsi que le réseau de lignes à haute tension. La première, National Power, devait recevoir 70 % de l'ensemble, avec obligation de prendre aussi le nucléaire. La seconde, Powergen, devait se contenter de 30 %.

L'idée maîtresse de ce curieux partage était qu'il ne fallait pas, contrairement à ce qui avait été fait pour le gaz et le téléphone, remplacer un monopole public par un monopole privé mais favoriser la concurrence. Rien de va plus. M. Thatcher a esquissé les questions gênantes qui lui étaient posées, jeudi 9 novembre, aux Communes sur cette dénationalisation de l'électricité à la fois retardée et amputée. « Qui est responsable de cette pagaille ? », lui a demandé un député travailliste. « Si l'on avait pagaille dans cette privatisation, la question mériterait d'être posée. Mais ce n'est pas le cas », a répondu la Dame de fer, et le débat a été clos.

M. Thatcher sait faire front, et l'accusation de pagaille est peut-être outrancière. Mais le moins qu'on puisse dire est que le gouvernement a changé d'avis ces der-

niers mois. Le but était, au départ, d'introduire en Bourse toute l'activité de production et de distribution d'électricité en espérant que les petits porteurs des précédentes dénationalisations seraient au rendez-vous et que les investisseurs institutionnels seraient intéressés. Environ 20 % de l'électricité est d'origine nucléaire en Grande-Bretagne.

La City réticente

Sur le papier, tout semblait facile. M. Cecil Parkinson quittait le ministère de l'énergie avec le sentiment du devoir accompli et souhaitait même ouvertement la disparition d'un département qui n'avait bientôt plus de sens, le gaz et le pétrole étant déjà privatisés. Les financiers de la City ont alors discrètement fait remarquer que le nucléaire avait mauvaise presse et qu'aucun investisseur privé n'était prêt à mettre des capitaux importants dans une industrie aussi aléatoire puisqu'il faut apparemment plus d'argent pour fermer une centrale devenue obsolète que pour en construire une nouvelle. Celui qui prenait en charge toutes les centrales existantes devra probablement procéder, dans les dix ans qui viennent, à davantage de fermetures qu'à inaugurations.

Les Britanniques avaient, à la fin des années 50, créé la technologie dite Magnox fondée sur le refroidissement du cœur du réacteur par

un circuit gazeux. Neuf centrales Magnox ont ainsi été construites entre 1962 et 1971. Cinq centrales supplémentaires plus perfectionnées n'ont pas donné par la suite tous les bénéfices escomptés. Il est maintenant question de fermer à grands frais en désactivant le cœur et en décontaminant les bâtiments les plus anciens des quatorze centrales existantes.

L'enthousiasme de la City était faible, et les experts financiers soupçonnaient que le nucléaire échapperait à la privatisation. Leur vœu a été exaucé puisque le nouveau ministre de l'énergie, M. Wakeham, a annoncé jeudi que les centrales nucléaires existantes resteraient dans le giron de l'Etat, ce qui constitue un tournant à 180 degrés par rapport à ce que M. Thatcher et ses ministres avaient affirmé à maintes reprises. Mais le changement ne s'arrête pas là. Toute la politique pro-nucléaire suivie par le cabinet conservateur depuis dix ans est remise en cause.

Le gouvernement a en effet décidé de suspendre la construction des centrales à eau pressurisée qui auraient dû succéder à celles refroidies au gaz. Seule Sizewell, au nord-est de Londres, la première centrale à eau pressurisée de Grande-Bretagne, qui est toujours en chantier, sera achevée. Les demandes d'autorisation pour trois autres centrales comparables à Sizewell même, Hinkley Point et Wylfa sont abandonnées et tous les projets dans ce domaine sont gelés pour cinq ans.

Lord Marshall, le savant nucléaire préféré de M. Thatcher, a en conséquence démissionné de son poste de président de l'autorité publique, qui assure encore pour quelques mois la production de toute l'électricité, classique et nucléaire. Il renonce aussi à la présidence, qui devait lui échoir, de la future société privée National Power.

« La production par des intérêts privés d'électricité d'origine nucléaire n'est pas nécessairement une opération déficitaire, mais la City a des vues à court terme et considère que les risques sont trop élevés », nous a déclaré vendredi M. John Banham, qui dirige la Confédération de l'industrie britannique, un organisme comparable au CNPF. « Ne pourrions-nous pas trouver un compromis comparable à celui qui existe en France pour la distribution de l'eau, qui est gérée par le secteur privé, mais dont les installations restent propriété publique ? », s'interroge le patron des patrons britanniques.

M. Banham reconnaît que la filière à gaz est plus aléatoire que celle à eau pressurisée et que la France a fait le bon choix plus tôt dans ce domaine. Mais il ajoute malicieusement qu'« on ne sait pas si EDF a jamais fait des bénéfices » avec l'énergie nucléaire. Le rêve thatcherien d'une privatisation des centrales nucléaires est en tout cas bien mort.

DOMINIQUE D'HOMBRES

AFFAIRES

L'avenir des chantiers de La Ciotat

Ultimes négociations entre Lexmar et le conseil général des Bouches-du-Rhône

MARSEILLE

de notre correspondant régional

D'ultimes négociations se sont engagées, en fin de semaine, à Marseille, entre le groupe américain Lexmar et le conseil général des Bouches-du-Rhône au sujet de la reprise des chantiers navals de La Ciotat. M. Benoît Berthier, représentant en France de la Lexmar, a indiqué que le cabinet d'experts internationaux, Temple, Barker and Sloane Inc (TBS) désigné par le conseil général, avait remis ses conclusions, qui étaient « un carré d'as pour Lexmar ». Le rapport de TBS estime, en effet, que le plan Lexmar « est un document sérieux préparé avec soin par des spécialistes en la matière ». Il mentionne encore que « la stratégie présentée est très intéressante et comprend un grand nombre de points forts ». Il juge cependant « qu'il y a des risques importants pour le conseil général et la

France » mais que « la possibilité du succès est suffisamment intéressante pour qu'il soit utile d'approfondir les contacts au niveau technique avec Lexmar ».

Le conseil général des Bouches-du-Rhône, qui s'est réuni le vendredi 10 novembre, ne devrait pas pour autant être appelé à se prononcer sur le dossier dont plusieurs points n'ont pas encore trouvé de solution, en particulier celui des garanties financières demandées à Lexmar (1). Le groupe américain a déjà donné son accord pour le versement d'une caution de 100 millions de francs bloquée pendant quatre ans dans une banque française. Mais le conseil général exige également de lui une autre garantie pour le paiement effectif, au minimum du coût de fabrication, des six premiers bateaux qui sortiront éventuellement — des chantiers. « Il s'agit d'une question redoutable », a précisé M. Lucien Wey-

gand, premier vice-président du conseil général. « Ou le repreneur apporte cette garantie ou il n'y aura pas de convention ».

Quoi qu'il en soit, le gouvernement est toujours fermement opposé à la solution Lexmar. Dans un entretien accordé jeudi au *Provençal*, M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie indique, qu'il « n'a pas vu de repreneur sérieux » et qu'il « ne croit pas au miracle dans l'industrie » en déclarant s'en tenir au projet de diversification des activités de La Ciotat mis au point sous l'égide de M. Jacques Chirac, avec l'ensemble des parlementaires, le 2 juin dernier.

G. P.

(1) L'Assemblée départementale s'est constituée de membres à l'interprétation par NORMED (en liquidation) du site de La Ciotat, constatant que « l'entreprise n'a pas effectué le paiement de la redevance de l'année en cours ».

Le mensonge, une arme économique

Suite de la première page

Certains sont très classiques, tels le « démenti » hypocrite. Le ministère de l'Industrie niant — de manière embarrassée — le remplacement de M. Pecqueur par M. Le Floch Frigent à la tête d'Elf, avant de confirmer l'information quelques jours plus tard, appartient à cette catégorie. Classique aussi le « mensonge diplomatique » dans les grandes conférences internationales : tel ministre japonais énonçant que son pays n'est pas protectionniste ou tel ministre du pétrole de l'OPEP ne dépassant pas son quota de production — ne font même plus hausser les sourcils des observateurs.

« Tous les moyens... »

Plus élaborés en revanche sont les diverses formes de contre-vérités avancées dans le cadre des OPA. La circulation de l'information étant strictement réglementée, le mensonge y prend la forme de l'« intox » (on distille des déclarations aux journalistes sous le sceau du secret) ou de la désinformation (vérités partielles réparties habilement de façon à former un « mensonge vrai »).

Etrangement, le débat qui se développe en France depuis quelques mois sur la place de l'éthique dans les affaires laisse de côté le mensonge. Peut-être justement parce que celui-ci ressortit plus nettement de l'univers moral (règle universelle) que des domaines éthiques (règles formées par l'expérience) ou déontologiques (règles du jeu d'une profession).

La plupart des réflexions portent sur les responsabilités de l'entreprise face à son environnement naturel (pollution), social (respect des syndicats), mondial (l'apartheid, le tiers-monde...) ou strictement économique (respect du consommateur). Pas un mot ou presque sur le mensonge en tant que tel.

Tout se passe comme si l'éthique dans les affaires ne devait concerner que les fins de l'activité économique et non les moyens. Après tout, comme le note Jean-François Kahn dans son dernier ouvrage (2), « le mensonge est bien, contrairement à toutes les autres formes de crime ou de transgression, l'un des éléments constitutifs de toute sociabilité ». Ainsi les polémiques sur les fausses factures qui alimentent les caisses de partis politiques s'éteignent vite. Peu importe les moyens (« tout le monde le fait ») pourvu que les partis, pièces essentielles de la démocratie parlementaire, obtiennent les fonds nécessaires à leur bon fonctionnement.

Il est admis également que la publicité, par son habile rhétorique, est toujours légèrement à côté de la pure vérité. Certes, les hyperboles d'autrefois ne font plus recette (telle eau minérale faisait « digérer les brigues »), mais lorsqu'en 1988 une marque internationale de couches-

colottes affirme dans un film publicitaire que « même mouillées, ils sont secs », on n'est plus très loin de l'incroyable.

Le mensonge devient donc progressivement un moyen comme un autre. Et qui se soucie des moyens ? Dans son livre *Ethique et management* (3), le professeur Kenneth Blanchard pose comme règle d'or qu'« il n'existe pas une bonne manière de faire une mauvaise chose ». Sous-entendu : il peut exister des manières contestables de faire une bonne chose, le tout est de s'entendre sur ce qui est « bon » ou « mauvais ». Si on accepte par exemple qu'il est « bon » de réaliser des plus-values en achetant bon marché des entreprises et en les revendant cher, il est peu important que M. Bernard Tapie déclare un jour (le 23 novembre 1988). « Je change de stratégie, j'investis dans le sport » (autour de Look), en précisant : « Nous orientons le groupe sur les quatre ou cinq ans qui viennent », et qu'un autre jour (dix mois après), il revende le même Look !

Un marché transparent

En période de forte médiatisation de la vie des entreprises (et des patrons), il est inévitable que tels ou tels dirigeants soient tentés de peser sur les événements par une politique de communication mêlant vérité et mensonge. Faire savoir à des journalistes, comme l'a fait le « clan Vernes » dans l'affaire Suez-Victorie que l'on va lancer une contre-OPA contre son adversaire (Suez) alors même que l'on est en train de négocier avec lui est d'une grande habileté : on a ainsi un levier de négociation supplémentaire. Mais est-ce, tout simplement, honnête ?

L'utilisation croissante du mensonge, médiatisé ou non, a ceci de paradoxal qu'elle est contemporaine de la sacralisation de l'économie de marché, devenue référence absolue. Or il n'est pas indifférent de souligner que le marché ne peut fonctionner à la satisfaction de tous que s'il est véritablement transparent, c'est-à-dire irrigué d'informations vraies, largement diffusées. Si aujourd'hui les informations économiques circulent bien, le faux voisine souvent avec le vrai. Et les moyens de faire la différence sont peu nombreux. Une réelle perle de la morale dans les affaires ne peut donc passer que par le simple adage « tu ne mentiras point ». Même si cela doit ternir l'image paillonnée de l'entreprise-spectacle. Ainsi que le disait Sir John Harvey Jones, président d'ICI jusqu'en 1987, « je crois passionnément à la franchise, et qui dit franchise dit souffrance et malaise ».

DIDIER POURQUERY

(2) Esquisse d'une philosophie du mensonge, éditions Flammarion, septembre 1989.
(3) Editions d'organisation, septembre 1988.

EN BREF

■ Blue Arrow : les onze inculpés libérés sous caution. — Les onze dirigeants de sociétés britanniques inculpés et arrêtés le 9 novembre dans le cadre de l'affaire Blue Arrow ont été libérés sous caution, le vendredi 10 novembre, contre le versement de 100 000 livres chacun. M. Jonathan Cohen, ancien directeur général de la banque d'affaires County Natwest, a été « avec véhémence » tenu responsable de la moindre infraction, en rappelant, dès sa sortie, qu'il avait été « complètement mis hors de cause » par l'enquête interne de la maison mère, la banque National Westminster, et par l'enquête officielle du ministère du Commerce et de l'Industrie. Les onze dirigeants sont accusés de « complicité » pour avoir dissimulé que l'augmentation de capital de la société de Blue Arrow, en 1987, n'avait pas été entièrement souscrite et pour avoir acquis les titres inventés sans révéler leur participation, comme la loi les y obligeait.

■ Révocation du conseil d'administration de la caisse régionale du Crédit agricole de l'Aude. — Le conseil d'administration de la caisse régionale du Crédit agricole de l'Aude a été révoqué, vendredi 10 novembre, sur décision de la caisse nationale, a annoncé M. Bernard de Pasquale, qui

assure la direction de la caisse depuis septembre. « Le déficit du Crédit agricole audeois s'élevait à 118 millions de francs pour les neuf premiers mois de l'année 1989, ce qui correspond à une perte de 90 % de son capital et de ses réserves », a-t-il indiqué. Les 21 membres du conseil seront remplacés jusqu'aux nouvelles élections par une « commission de gestion provisoire » dont la composition sera fixée par la caisse nationale, mardi. Le 22 septembre, le directeur de la caisse de l'Aude, M. Claude Ghintrans avait été révoqué « pour fautes lourdes dans la gestion ». — (AFP).

■ Conflit de Saint-Nazaire : la CFDT demande des négociations immédiates. — Alors que le conflit des Chantiers navals de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, entre dans sa neuvième semaine, la CFDT a demandé, le 10 novembre, l'ouverture de négociations dans les plus brefs délais. « Ces négociations doivent porter sur une revalorisation de l'ensemble des salaires avec une priorité donnée aux plus bas salaires et à la politique de l'emploi. C'est la condition indispensable pour traiter sereinement les problèmes difficiles concernant l'avenir des Chantiers et de la construction navale en France, début

que la Fédération des métaux CFDT réclame depuis longtemps et dans lequel doivent s'impliquer tant GEC-ALSTOM que les pouvoirs publics », conclut l'organisation syndicale.

■ Grève au centre de tri des PTT de Sotteville-les-Rouens. — Depuis le jeudi 9 novembre, les deux tiers des 490 employés du centre de tri des PTT de Sotteville-les-Rouens (Seine-Maritime) sont en grève à l'appel des syndicats CFDT, CGT et FO. Le mouvement pourrait durer jusqu'à mardi, date de la discussion du budget de la poste et des télécommunications, et même se prolonger, puisque les postiers se sont mobilisés contre le changement de statut envisagé pour le personnel. La direction régionale de la poste a proposé aux syndicats de venir discuter, mais ceux-ci s'y sont refusés en indiquant que « les revendications ne dépendent pas de la direction régionale ».

■ Le groupe Tapie cède son électroménager Vinsap à Tefal. — Trois ans après avoir racheté cette entreprise de Haute-Savoie, le groupe Tapie a annoncé, le vendredi 10 novembre, qu'il la cédait au groupe Seb. Le montant de la transaction n'a pas été révélé.

UAP-Suez : l'accord sur Victoire n'est pas fait

Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 11 novembre sous le titre « L'UAP achète 34 % de Victoire », l'accord entre l'UAP et Suez, maison mère de Victoire, n'est pas fait. C'est ce que précise la Compagnie financière de Suez, vendredi : « Les conversations qui se tiennent avec l'UAP et d'autres assureurs se poursuivent, mais rien n'est encore signé ». L'UAP, de son côté, a également démenti, le même jour, la signature d'un accord avec la Compagnie financière de Suez sur la cession d'une minorité de blocage dans Victoire.

[M. Peyrelevade, PDG de l'UAP, nous avait exposé, jeudi, les raisons et les principes d'un éventuel accord avec Suez, en mentionnant les difficultés qui subsistent, et expliquant que l'accord n'était pas conclu. Il était donc prématuré d'écrire que l'UAP avait déjà acquis 34 % de Victoire. — C.B.]

REPÈRES

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Hausse de 1,6 % au second semestre

La production industrielle française (hors bâtiment et travaux publics) a progressé de 1,6 % au deuxième trimestre, selon les statistiques corrigées des variations saisonnières publiées vendredi 10 novembre par l'INSEE. Ce chiffre porte à 5,6 % la croissance de l'activité industrielle par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente.

Les deux composantes de la production industrielle ont enregistré une progression d'ampleur inégale au cours du second trimestre 1989. La seule production manufacturière a augmenté de 0,6 %. En revanche, la production énergétique a fait un bond de 7,9 %. A l'INSEE, on précise que la production énergétique avait été anormalement basse durant les trois premiers mois de cette année en raison de la douceur de l'hiver dernier.

DETTE EXTÉRIÈURE

Prêt du FMI à l'Argentine

L'Argentine va recevoir 240 millions de dollars (1,5 milliard de francs) du Fonds monétaire international d'ici la fin du mois.

Le vice-président argentin de l'économie, M. Orlando Ferrares, l'a annoncé, jeudi 9 novembre. Cette somme correspond au premier versement d'un crédit standby de 1,4 milliard de dollars sur lequel le FMI avait donné son accord de principe en septembre dernier et qu'il devrait ratifier formellement mercredi.

Ce crédit est destiné à soutenir le plan de restructuration économique argentin. Il devrait permettre également à Buenos-Aires d'entamer avec ses banques créancières des négociations sur la réduction de la dette commerciale argentine, qui s'élève actuellement à 40 milliards de dollars.

REVUE DES VALEURS

صحة من الالهي

BOURSE DE PARIS

La Bourse a hésité entre broyer du noir ou reprendre espoir, calquant le plus souvent son attitude sur Wall Street. Un tel comportement s'est parfaitement reflété dans l'évolution des indices de la place. Si le CAC 40 s'inscrivait vendredi à 1 820,33 s'approchant de 0,7% en cinq séances, le CAC 240 sur la même période a perdu 1,2%. Il terminait à 507,1 points contre 513,8 le 3 novembre. Il effectuait en partie ses 2% de gains enregistrés durant la semaine de la Toussaint. La différence d'évolution de ces deux baromètres provient de ce que le premier intègre les derniers cours de la journée, tandis que le second, le CAC 240, est basé sur les cours d'ouverture des valeurs.

La semaine avait débuté dans la morosité, avec une pointe de pessimisme. Après la publication de statistiques révélant une augmentation des créations d'emplois aux Etats-Unis, l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt s'était brusquement évanoui. Le foyer de l'argent sur l'ensemble des places internationales restait alors très élevé, dépassant les 10% pour le taux au jour le jour à Paris. Devant ces coûts, les marchés boursiers faisaient grise mine, et les indices affichaient respectivement durant les deux premières séances des reculs de 1,41% et de 0,67%. Mardi, le CAC 240 tomba à 500,6 points, son plus bas niveau depuis le mini-crash du 16 octobre. Ce seul quart de « plancher » par les analystes pouvait soit être « enfoncé », le CAC descendant alors jusqu'à 480 points, soit servir de tremplin pour un rebond.

Tel fut le cas, dès mercredi, avec un mouvement de reprise stimulé par deux bonnes nouvelles. L'une américaine, l'autre française. La décision de la Réserve fédérale d'assouplir sa politique du crédit et de baisser les taux à court terme servit de catalyseur. A cela s'ajouta la publication d'une étude de l'INSEE confirmant la bonne santé de l'économie avec des perspectives encourageantes pour les entreprises de l'Hexagone en 1990, comme l'avait déjà annoncé le Crédit national quelques jours auparavant. Les valeurs françaises s'appréciaient de 0,77% mercredi et de 0,97% le lendemain. Vendredi, l'excitation saluait à nouveau les investisseurs affectés par le recul de Wall-Street et dotant des intentions réelles de la Réserve fédérale en matière monétaire. Toutefois, après une ouverture négative (-0,26%), la tendance s'inversait doucement en fin de matinée. Cette dernière journée s'achèverait sur un gain de 1,07% sans qu'aucune nouvelle particulière, si ce n'est la remontée de la Bourse new-yorkaise, n'explique ce mouvement.

Depuis la secousse d'octobre, le marché évolue apparemment un peu au hasard, sans véritable direction, s'alignant de préférence sur les grandes places internationales. Le sentiment général est d'ailleurs plutôt sombre, reposant sur la crainte d'un marasme boursier plus ou

L'emprise du doute

moins long. « A force de le dire, ils vont s'en persuader, et nous entrerons dans un cycle baissier », ironisait vendredi le directeur financier d'une entreprise agro-alimentaire en ajoutant : « Effectivement, nous sommes dans un marché sélectif de professionnels où les gestionnaires vont devoir vraiment travailler pour réussir... »

Sur le parquet du palais Brongniart, si les opérateurs présents sont persuadés que New-York est dorénavant dans une phase de « bear market » par opposition au « bull market » caractéristique de la hausse, le jugement est partagé sur la situation française. Peu, cependant, tablent sur une reprise fulgurante, et certains rappellent les pronostics du début de l'année. Ils évoquent alors avec prudence un CAC au maximum à 500 points fin décembre représentant tout de même une progression appréciable de 20% sur l'année.

Dans la situation actuelle « jugée aussi préoccupante qu'en 1987 » par DR Gestion, les spécialistes de cette société de services financiers estiment que « les marchés américains et britanniques paraissent les plus vulnérables ». « En revanche, les marchés d'Europe continentale semblent moins vulnérables... »

Vague de rumeurs

Ces incertitudes croissantes ont entraîné une nette contraction du volume des échanges cette semaine sur le marché à règlement mensuel, comme si les investisseurs prenaient au pied de la lettre le dicton populaire « dans le doute, abstiens-toi ». Même « les situations spéciales », ces fameuses valeurs sujettes à OPA ou à des rumeurs de rachats, ont un instant été boudées. Pour un instant seulement, car l'animation reprendra autour de Paribas, de la Navigation mixte, mais aussi de Métaleurop et de la CFAO.

Le feuilleton de l'automne, la bataille boursière entre la compagnie financière de la rue d'Antin et le conglomérat de M. Marc Fournier, connaît un nouvel épisode : l'extension de l'offre publique d'achat de Paribas à l'ensemble des titres de la Mixte. Cette proposition était évaluée par la Société de Bourse française, et la cotation de la Navigation mixte interrompue mercredi reprenait dès le lendemain. Vendredi, le titre se négociait à 1 852 F, soit à un niveau sensiblement analogue aux 1 850 F proposés par la banque présidée par M. Michel François-Poncet. Dans le même temps, pour contrer cette initiative, les alliés de M. Fournier se mobilisent.

Semaine du 6 au 11 novembre

L'Allemand Allianz a aussi porté sa participation dans la Mixte à 10% en reprenant les 3,8% détenus par la Suisse de Messumme (voir par ailleurs). L'action Paribas, quant à elle, s'est dépréciée légèrement, perdant 1% vendredi avec moins de 70 000 titres négociés. A la surprise générale, un nouvel actionnaire, la CIPBF, Compagnie internationale de participations financières, est apparu dans son tour de table avec près de 4% de son capital. Il s'agit d'un holding à fonds arabes basés à Luxembourg.

Depuis le milieu de la semaine, le titre Métaleurop, ex-Mines et métal de Fosbury est activement recherché, et les observateurs y voient la main de l'Allemand Preussag. Actionnaire à plus de 45% de Métaleurop, ce groupe pourrait lancer une OPA sur le restant du capital de la firme avec le soutien de l'un des actionnaires, Imetal. Ce dernier lui apporterait alors sa part de 19%. Ces hypothèses pourtant démenties n'empêchent pas le titre d'être toujours activement recherché lors de la dernière séance.

Jedi, la firme de pâte à papier et de bois Pinault annonçait détenir 8,89% de la CFAO (Compagnie française d'Afrique Occidentale) et être en passe de devenir le principal actionnaire de cet ensemble de distribution et de négoce devant l'Argence. Pinault a, en effet, déposé auprès des autorités boursières une déclaration de franchise de 20% de la CFAO, laissant entendre qu'il pourrait, en levant des options, détenir 20% du capital. Rue Vivienne, certains allaient encore plus loin et n'hésitaient pas à évoquer le lancement prochain d'une OPA.

Rompant avec la grisaille du début de semaine, Euro-Disneyland s'est distingué lundi, premier jour officiel de sa cotation. Le titre était activement traité tant à Londres qu'à Paris, comme l'étaient déjà les promesses d'actions négociées sur le règlement mensuel depuis une quinzaine de jours. Sur le second marché, l'engouement pour les introductions semble être retombé. Pour son premier jour de cotation, mardi, la firme Hardy Tortueux a inscrit un cours de 200 F et 175 000 titres ont été échangés. Contrairement à l'habitude, les investisseurs ne se sont pas précipités sur les actions. Le cours négocié a donc été le même que celui proposé lors de la mise en vente.

Le quatrième distributeur français de produits sidérurgiques, à sans aucun doute, pili de l'ambiance maussade. En sera-t-il de même pour les prochains candidats comme Alstom, spécialisée dans les produits de télécommunications pour micro-ordinateurs et réseaux informatiques, comme la firme chimique CFFI ou comme Bernard Tapie Finance, dont les arrivées sont imminentes ?

DOMINIQUE GALLOIS

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Agité
Wall Street a évolué avec d'amples fluctuations dans les deux sens suivant les darts d'âme des investisseurs. Ils sont ainsi passés du découragement à un léger optimisme selon l'évolution des taux d'intérêt. Dans un marché peu actif, l'indice Dow Jones a terminé la semaine à 2 625,1 en retrait de 3,90 points. La confiance des milieux boursiers grandissait mercredi après la décision d'une petite banque de Saint-Louis, la Southwest Bank, de baisser son taux de base privilégié de 10,5% à 10%. Cette initiative a d'autant plus stimulé l'activité que cette banque avait donné à deux reprises le signal d'une diminution généralisée du loyer de l'argent aux Etats-Unis. Un certain malaise a pesé sur le marché jeudi et a contenu la progression de l'indice vendredi matin. Le Dow Jones venait ensuite un nouvel élan, s'appréciant finalement de 21,92 points durant la journée, stimulé par l'espoir d'une poursuite de la baisse des taux. L'indice Dow Jones du 10 novembre : 2 625,61 (contre 2 625,51).

	Cours 3 nov.	Cours 10 nov.
Alcoa	69 3/8	69
ATI	43 1/2	44 1/8
Boeing	56 3/4	56
Chase Man. Bank	36 1/2	36 5/8
De Post de New York	114 5/8	113 5/8
Eastman Kodak	42 5/8	42 7/8
Exxon	42 1/4	42 1/4
Ford	45 1/2	45
General Electric	53 7/8	54 5/8
General Motors	44 3/4	44 1/4
Goodyear	41 1/4	41 1/4
IBM	98 1/4	98 1/4
ITT	58 1/2	58 1/4
Mobil Oil	56	55 3/4
Pfizer	68	67 5/8
Schlumberger	41 3/4	41 3/8
Tecoco	52 1/2	51 7/8
UAI Corp. (ex-Alleg)	184 1/2	189
Union Carbide	24 1/4	23 7/8
USX	34 5/8	34 5/8
Westinghouse	67 1/8	68 1/2
Xerox Corp.	57 7/8	56 1/4

LONDRES

Légère hausse

La fermeté de la livre sterling et la perspective d'une réduction des taux d'intérêt aux Etats-Unis ont permis à la Bourse londonienne de poursuivre sa progression et de porter les gains de l'indice Footsie à près de 140 points depuis la démission du chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, le 26 octobre. L'indice Footsie a terminé en progrès de 43,6 points par rapport au vendredi précédent après avoir cependant, comme toutes les autres places internationales, évolué irrégulièrement.

Indice FT du 10 novembre : 100 valeurs, 2 216,7 (contre 2 173,1) ; 30 valeurs 1 773 (contre 1 746,4) ; Fonds d'Etat, 84,47 (contre 82,75) et mines d'or, 259,3 (contre 231,5).

	Cours 3 nov.	Cours 10 nov.
Bovater	431	430
BP	298	298
Charter	487	487
Courtauld	352	357
De Beers (*)	14	14
Glen	13,58	14,67
GUS	15	15
ICI	10,84	11,10
Restons	500	501,50
Shell	423	425
Unilever	640	640
Vickers	219	219

(*) En dollars.

FRANCFORT

Stimulé par l'ouverture des frontières

Après une période de faiblesse, la Bourse de Francfort s'est reprise. La demande a été stimulée en fin de semaine par l'ouverture de la frontière interallemande, certains investisseurs tablant sur une participation des entreprises en RFA à une éventuelle reconstruction économique de son voisin de l'Est.

Indice du 10 novembre : Commerzbank 1 862,3 (contre 1 812,1) ; DAX : 1 496,69 (contre 1 449,3).

	Cours 3 nov.	Cours 10 nov.
ABG	236,20	246,50
BASF	277,30	277,30
Boyer	281,50	280,20
Commerzbank	244	237,50
Deutschebank	254,50	254,50
Hochtief	266,50	264,50
Karstadt	574	605
Mannesmann	230	241,50
Siemens	519,20	552,50
Volkswagen	417	430

TOKYO

Progression

L'évolution des taux d'intérêt a aussi pesé sur l'évolution du Nikkei-cho qui tendait la semaine en hausse dans un marché actif.

Indice du 10 novembre : Nikkei, 35 663,20 (contre 35 494,80) ; Topix, 2 692,77 (contre 2 685,03).

	Cours 2 nov.	Cours 10 nov.
Alcatel	790	774
Bridgepoint	1 590	1 590
Cumax	1 520	1 700
Fuji Bank	1 180	1 200
Honda Motors	1 850	1 830
Malaysia Electric	2 220	2 200
Mitsubishi Heavy	1 120	1 140
Sony Corp.	8 280	8 280
Toyota Motors	2 690	2 590

Valeurs diverses

	10-11-89	Diff.
Acor	797	+ 7
Air liquide	605	+ 13
Alcantara	2 776	+ 129
Bic	685	+ 30
Celso	589	+ 19
CGIP	1 413	+ 67
Club Méditerranée	572	+ 7
Esilair	2 804	+ 14
Euro-Diway	90,25	+ 2,75
Europe 1	1 840	+ 5
Eurotunnel	53,55	+ 1,20
Groupe Clif	702	+ 42
Hachette	370	+ 14
HAVAS	1 248	+ 73
L'Oréal	4 340	+ 174
Navigation Mixte	1 850	+ 7
Nord-Est	189	+ 0,90
Saint-Gobain	618	+ 16
Sano	945	+ 43
Ski Rossignol	1 010	+ 70

Pétroles

	10-11-89	Diff.
BP-France	127	+ 5
Elf-Aquitaine	471	+ 11
Esso	455	inch.
Exxon	284,50	+ 2,30
Petrolfin	1 910	+ 35
Primagaz	504	+ 12
Raffinage	150	+ 4
Royal Dutch	403,30	+ 6,80
Sotrap	388	+ 7,90
Total	464,10	+ 14,90

EN BREF

□ Bolloré Technologies dispute les tabacs et allumettes du Bénin au groupe Rothmans International. — A la suite de la décision de privatiser Manuella, une manufacture qui emploie cent cinquante personnes, deux groupes ont répondu à l'appel d'offres, lancé au cours de l'été, du gouvernement du Bénin. Pour le groupe français Bolloré, troisième producteur mondial de papier à cigarettes avec Job et qui possède déjà neuf installations en Afrique commercialeisant dix milliards de cigarettes par an, cette acquisition représenterait un renforcement de sa division tabac. Son offre d'achat se montait à 13 millions de francs et à un plan d'investissement de 30 millions sur cinq ans. Mais le groupe Rothmans International a proposé davantage : 25 millions de francs pour l'achat et 60 millions de francs d'investissement sur dix ans. A la suite de cela, le groupe Bolloré a réajusté ses propositions. Une procédure que la Banque mondiale considère comme irrégulière. Les autorités béninoises disposent de quatre-vingt-dix jours pour trancher.

□ Ford change de président. — M. Harold Posing a été nommé, le vendredi 10 novembre, président de Ford Motor, le deuxième groupe automobile américain, en remplacement de M. Donald Petersen, qui, à soixante-trois ans, prendra sa retraite au printemps 1990. M. Posing, soixante-quatre ans, est actuellement directeur général et devrait présider aux destinées de Ford pendant trois ans. Chez le

Matériel électrique

	10-11-89	Diff.
CGE	464	+ 22
CSEE (ex-Signaux)	314	+ 20,50
Général des Eaux	2 014	inch.
IBM	612	+ 67
Intertechnique	1 690	+ 25
ITT	362	+ 2,50
Levy-Strauss	3 195	+ 5
Lyonnais des Eaux	475	+ 8
Marva	401	+ 9
Mélin-Gérin	4 228	+ 20
Moulinex	1 130	+ 60
PM Laiton	1 130	+ 2,20
Radiotechnique	555	+ 5
Schlumberger	256,80	+ 4,20
Sextant-Avionique	600	+ 12
SEB	929	+ 28
Siemens	1 901	+ 131
Thomson-CSF	1 75,50	+ 3,40

Filatures, textiles magasins

	10-11-89	Diff.
Agache (Fin.)	1 540	+ 30
BHV	862	+ 17
CFAO	612	+ 67
Danart	3 720	+ 40
Dunlop	530	+ 4
Gervais Lafayette	2 045	+ 25
La Redoute	3 150	+ 50
Nouvelles Galeries	735	+ 27
Printemps	664	+ 11
SCOA	50	+ 1,50

Alimentation

	10-11-89	Diff.
Béghin-Say	680	+ 10
Bongrain	2 950	+ 50
BSN	695	+ 5
Carrefour	3 355	+ 4
Celso	193	+ 7,70
Eurocristal	3 830	+ 9
Guyenne et Gasc.	940	+ 20
Mob-Hennessy	4 827	+ 23
Nestlé	31 500	+ 750
Océid. (Gis)	778	+ 10
Olida-Caby	395	+ 5
Peroud-Ricard	1 405	+ 12
Promodes	3 726	+ 39
Sauvage-Chablon	1 330	+ 80
Source Perrier	1 843	+ 87

Métallurgie

	10-11-89	Diff.
Alpi	635	+ 81
Ariens Dussan	600	+ 8
De Dietrich	2 067	+ 77
FACOM	1 500	+ 1
Fives-Lille	322	+ 7
Marine Wood	444	+ 8
Penhoit	464	+ 9
Peugeot SA	812	+ 6
Sagem	1 590	+ 40
Sauvage-Chablon	1 330	+ 80
Strafor	1 140	+ 9
Valco	785	+ 26
Valloire	477,50	+ 21,50

MATIF

Notionnel 10%. — Cotation en pourcentage du 10 nov. 1989
Nombre de contrats : 55 701.

	Déc. 89	Mars 90	Juin 90	Sept. 90
Premier	—	—	—	—
+ haut	105,80	105,82	105,92	—
+ bas	105,56	105,62	105,86	—
Dernier	105,70	105,74	105,92	—
Compensation	105,70	105,72	105,94	—

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	6 nov.	7 nov.	8 nov.	9 nov.	10 nov.
RM	2 409 817	3 126 429	2 567 012	2 372 283	—
Comptant	11 442 567	10 302 661	7 821 300	8 369 820	—
R. et obl.	214 088	391 107	186 514	198 505	—
Total	14 066 472	13 820 197	10 574 826	10 940 608	—

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

	119,8	118,7	119,8	120,8
Françaises	119,8	118,7	119,8	120,8
Etrangères	113	112,6	113,2	114,3

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES
(base 100, 30 décembre 1988)

	115,2	113,8	114,8	116	117,2
Tendance	115,2	113,8	114,8	116	117,2

(base 100, 31 décembre 1981)

	511	500,6	501,7	507,6	507,1
Indice gén.	511	500,6	501,7	507,6	507,1

(base 1000, 31 décembre 1987)

	1 782,92	1 770,97	1 784,55	1 801,09	1 820,33
Indice CAC 40	1 782,92	1 770,97	1 784,55	1 801,09	1 820,33

OMF (base 100, 31 décembre 1981)

	489,22	481,26	489,40	494,17	496,90
Indice OMF 50	489,22	481,26	489,40	494,17	496,90

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Amélioration temporaire

L'espoir d'une détente du foyer de l'argent outre-atlantique était si fort qu'il a suffi d'une injection de liquidités, mardi dernier, dans le système bancaire, aux États-Unis pour provoquer un engorgement d'humour sur l'ensemble du marché international des capitaux. L'incertitude persistante de ces dernières semaines s'est soudainement dissipée. Elle a fait place, mercredi et jeudi, à un optimisme qu'on aurait pu croire sans mélange si l'on avait fait abstraction de la fermeté des cours de l'or.

Témoignage de la fragilité des marchés financiers autant que des craintes relatives à l'inflation, la montée des prix du métal jaune n'a pas manqué d'être mise à profit par plusieurs eurobanques. Au paradis des warrants, en Suisse, deux établissements américains, Salomon et Goldman Sachs, ainsi que la Banque du Gothard ont émis avec succès des titres permettant à leurs détenteurs de bénéficier au mieux de la hausse du prix de l'or. Les prix d'exercice de leurs warrants s'élevaient entre 360 et 390 dollars l'once.

Dès vendredi, le ton était redevenu hésitant sur les marchés obligataires. La Réserve fédérale américaine avait entre-temps indiqué qu'elle n'était pas prête, contrairement aux attentes, à laisser glisser le taux de l'argent au jour le jour à moins de 8,50 %. Il restait que la libération du million de la semaine a suscité une vive activité primaire, à laquelle plusieurs emprunteurs français ont contribué.

C'est ainsi qu'en France français un nouvel euro-emprunt de 1 milliard a vu le jour le jeudi 9 novembre. Le débiteur en est le Crédit local de France, dont la dette internationale, sans être garantie par la République, bénéficie des plus hautes notations de la part des agences spécialisées américaines (AAA/Aaa). Les titres, émis à 100,625 % du pair, seront rémunérés au taux de 9,25 % l'an durant dix ans. Au pied des commissions, leur rendement se situait à 58 centimes au-dessus de celui des fonds d'Etat correspondants. Ces conditions ont trouvé la faveur des investisseurs internationaux. Quelques heures seulement après son lancement, le succès de la transaction paraissait assuré.

De fait, le débiteur recherchait des ressources à taux variable et non à taux fixe. A cette fin, un contrat d'échange de taux d'intérêt a été conclu par l'intermédiaire du Crédit lyonnais, sous la direction

duquel était placée l'opération. Le coût de l'emprunt s'en trouve réduit au taux annuel monétaire (TAM) moins une quinzaine de centimes. Ce résultat est impressionnant. Dans la conjoncture de ces derniers jours, il aurait été difficile de l'obtenir directement.

Des swaps qui s'adosent

Il convient d'insister sur de tels aspects techniques car les opérations d'échange (ou swaps) de taux d'intérêt et de devises sont au cœur même du marché international des capitaux. Très souvent c'est de leur conclusion que dépend la réalisation d'un projet d'emprunt. La transaction du Crédit local est typique à cet égard. Elle ne se serait peut-être pas matérialisée si le swap qu'elle masque n'avait pu être adossé à un autre swap qui concerne une transaction apparemment indépendante : un euro-emprunt de 150 millions de dollars canadiens de dix ans de durée que la Banque européenne d'investissement avait émis la veille sous la direction de Goldman Sachs International.

La Banque européenne pour sa part souhaitait obtenir du franc français à taux fixe, qu'elle ne pouvait, la semaine dernière, se procurer au meilleur compte qu'en passant par le dollar canadien. Il ne lui en coûtait finalement, en termes de rendement, que quelques 45 centimes de plus que les fonds d'Etat français. Par rapport à un emprunt direct en francs français, l'économie est d'une dizaine de centimes.

Dans de telles circonstances, le Crédit foncier de France a fait presque figure d'exception en émettant jeudi un emprunt de 125 millions de francs suisses dont le produit n'est pas « swapé ». Ses obligations de dix ans de durée, garanties par la République française, portent intérêt au taux de 6,125 %. Elles sont émises à 101 % du pair sous la direction du Crédit suisse.

Les engagements pris au plus haut niveau politique qui lient les devises française et allemande font de la monnaie helvétique une devise d'emprunt très intéressante. Le franc suisse est devenu un satellite

du deutschemark, et nombreux sont ceux en France qui en concluent que le risque de change est insignifiant. Or les taux d'intérêt à servir sur des titres en francs suisses à longue échéance sont encore de loin inférieurs à ceux du franc français ou du mark. Les investisseurs suisses continuent d'accepter de faibles rendements réels, en dépit d'une inflation dont le taux est plus élevé qu'en France ou en Allemagne et pourrait bien, de l'avis des experts de J.P. Morgan, dépasser le niveau américain d'ici à la fin de l'année. La transaction du Crédit foncier a été bien accueillie.

Sur le marché des euro-obligations en dollars, l'activité s'est poursuivie à un rythme soutenu, à coup d'énormes opérations lancées suivant la méthode américaine de syndication, dont le but est d'assurer aux banques un minimum de rétribution pour leur travail. Cette méthode a été appliquée pour la première fois dans le euro-marché au cours de l'été à l'occasion d'un emprunt de 500 millions de dollars pour le compte de la Nouvelle-Zélande.

Ce pays a lancé vendredi, sous la conduite de Morgan Stanley International, une seconde tranche de 350 millions d'obligations qui, rémunérées à 9 % l'an durant cinq ans, devaient être officiellement émis à 100,90 %. La formule implique que les banques chargées du placement s'engagent durant une brève période à ne pas céder de titres à moins d'un certain prix. Elle est dépourvue de son sens si la discipline n'est pas scrupuleusement respectée par tous les participants, ce qui semble avoir été le cas vendredi.

CHRISTOPHE VETTER

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un soulagement prudent

Après les eaux glacées de la Bérézina, c'est dans un bain nettement plus tiède que s'est achevée la période sous revue, grâce au réchauffement procuré par le vent d'Amérique. La Réserve fédérale des États-Unis (FED), ayant eu la bonne idée de faire baisser d'un quart de point les taux d'intérêt à court terme domestiques, le monde entier a accueilli avec joie la nouvelle, considérée comme le signe avant-coureur, peut-être, d'une détente générale des taux d'intérêt, dont l'espoir est nourri depuis des mois mais a toujours été déçu. Un net soulagement a certes été enregistré partout, notamment en Europe, mais il demeure prudent car l'amélioration reste bien fragile.

La semaine commence par un véritable « lundi noir », sous l'influence des mauvaises nouvelles de la veille du week-end précédent : maintien du niveau du chômage aux États-Unis, qui ne laissait guère présager un assouplissement de la politique de la Réserve fédérale ; la reprise de l'ascension des taux d'intérêt allemands. A Paris, les cours du MATIF sur l'échéance décembre plongèrent d'un point entier, à 104,40, au plus bas depuis février dernier : c'était à nouveau la Bérézina.

Puis vint la divine surprise, à savoir une initiative très nette prise par la FED, celle d'injecter massivement des liquidités sur le marché interbancaire au jour le jour, pour en ramener le taux de 8,75 % à 8,50 %. Du coup, une petite banque, la Southwest, de Saint-Louis, réputée pour son aptitude à anticiper les événements, ramena de 10,50 à 10 % son taux de base. Il n'en fallait pas plus pour renverser la vapeur sur le MATIF, où le cours de l'échéance décembre remonta en deux jours de 104,40 à 106,10 (certains, s'abstenant...).

Jeudi et vendredi, toutefois, la prudence recommandait à l'emprunteur, mais sans précipitation. En psychologie, les cours du MATIF revinrent sans fièvre à 105,60 environ. D'un côté, la Réserve fédérale, pour bien montrer qu'elle n'était pas disposée à tout lâcher — afin d'éviter une hypothétique récession — intervenait sur le marché interbancaire, en pompant des liquidités pour stopper la baisse des taux à

8,5 % ; de l'autre, M. Wayne Angell, un des sept gouverneurs de la FED, indiquait que cette institution avait pour objectif de ramener à 3 % le taux d'inflation américain en 1990 et que le rythme actuel de 4,3 % ne le satisfaisait pas du tout.

C'était indiquer assez clairement que la Réserve fédérale restait plus encline à appuyer sur le frein que sur l'accélérateur et qu'il ne fallait guère s'attendre à une diminution des taux supplémentaires. Mais, tout de même, une réduction d'un quart de point, c'est bon à prendre. Entre-temps, l'indice des prix de gros américain pour le mois d'octobre était tombé à + 0,4 % au lieu de 0,3 % ou 0,2 % prévu. Certes, l'augmentation était bien moins forte que le mois précédent (+ 0,9 %), mais le ralentissement observé n'était guère suffisant pour engager la Réserve fédérale sur la voie de l'assouplissement en grand. Sans doute a-t-on relevé que, hors énergie et alimentation, la hausse des prix de gros n'avait été que de 0,1 % et restait quasi nulle, sur les matières premières et les produits intermédiaires, gage de sagesse pour les prix de détail à venir.

En fin de semaine, le ton était à la prudence, teintée de confiance malgré tout. A Paris, l'événement a été la chute du foyer de l'argent au jour le jour, revenu de 10,5 % à moins de 9,50 % vendredi après-midi. Cette chute s'est effectuée malgré les prélèvements effectués par la Banque de France sur les liquidités du marché, lors de ses deux appels d'offres (17,7 milliard de francs, puis 22,2 milliards de francs).

La Banque de France a justifié ces ponctions par l'augmentation notable prise par les banques dans la constitution de leurs réserves obligatoires au 15 novembre, avance de précaution, réalisée par les établissements qui craignaient une nouvelle hausse des taux à court terme en début de semaine. Malgré les deux ponctions, et en raison de l'amélioration du climat, le recul du foyer de l'argent au jour le jour se confirmait à la veille du week-end.

En Allemagne, en revanche, la baisse du deutschemark, après la suppression du mur de Berlin (voir ci-dessus) réorientait à la hausse

les rendements à long terme, qui remontaient à 7,20 % pour l'emprunt d'Etat à dix ans, sur des rumeurs de nouveau relèvement des taux directeurs de la Bundesbank d'ici à la fin de l'année.

Sur le front parisien des taux à long terme et pour les mêmes raisons que sur celui des taux à court terme, cela allait beaucoup mieux et même très bien en fin de semaine, après la douche glaciale de la semaine dernière : tout est relatif. Mais, au départ, tout alla très mal : le fameux « lundi noir », le rendement de l'OAT, 8 1/8 % en 1999 qui, de 8,96 % le jeudi précédent, lors de l'adjudication du Trésor, était déjà passé à 9,05 % le lendemain, bondissait à 9,15 % dans la consternation générale. Il est vrai que, de l'autre côté du Rhin, l'emprunt fédéral à dix ans voyait son rendement s'élever de 7,20 % à 7,25 %. Le pessimisme devenait aigu et, à Paris, on envisageait le pire, avec des taux allemands en hausse continue et un marché français à la remorque.

La divine surprise évoquée précédemment renversa d'un coup la tendance, qui était devenue tout à fait psychologique et l'émission d'EDF, 1 milliard de francs sur onze ans en deux tranches, lancée le mercredi aux côtés de la Société, l'emprunt fédéral à dix ans voyait son rendement s'élever de 7,20 % à 7,25 %. Le pessimisme devenait aigu et, à Paris, on envisageait le pire, avec des taux allemands en hausse continue et un marché français à la remorque.

Il faut dire que d'abord les rendements offerts étaient fort avantageux pour les prêteurs : 9,38 % et 9,39 % sur les deux tranches, conformément à leurs vœux. Ensuite, comme nous l'avions signalé la semaine dernière, les investisseurs institutionnels, peu soucieux jusqu'à présent de s'engager, sont en retard sur leurs placements, tandis que les réseaux alimentant les particuliers ont été sévèrement pénalisés par le taux fixe depuis quelque temps. Ces données expliquent la petite ruée qui a été observée sur l'emprunt EDF. La Caisse nationale de l'énergie en a profité pour lever 500 millions de francs en huit ans à un taux un peu moins élevé, 9,21 %, mais l'accueil fut un peu moins chaud : l'amélioration est si fragile...

F. R.

DEVISES ET OR

Vent d'Est pour le dollar

Restés assez calmes durant toute la semaine, les marchés des changes se sont un peu animés à la veille du week-end avec les événements à l'Est, notamment la suppression du mur de Berlin. La baisse des taux à court terme américains n'a pratiquement pas influencé la tenue du dollar en milieu de période. L'ouverture des frontières de la RDA en risquant de provoquer un nouvel afflux de réfugiés en RFA serait de nature à déprimer le deutschemark, estimant certains opérateurs, en retenant la consommation et l'inflation, sans oublier le chômage.

La prise en charge virtuelle de l'Allemagne de l'Est, selon eux, serait ruineuse pour l'Allemagne de l'Ouest, tant les différences de niveau de vie et de technologie sont importantes. D'autres opérateurs considèrent, au contraire, que cette ouverture constitue une chance pour la RFA qui pourrait compter sur un marché de près de 80 millions de francs.

Dans l'immédiat, ce sont les pessimistes qui l'ont emporté, le deutschemark reculant par rapport au dollar, dont le cours, qui, toute la semaine, avait oscillé entre 1,84 DM et 1,89 DM, a fini par déborder les 1,86 DM vendredi soir. La devise allemande a également fléchi par rapport au yen, la rumeur d'une nouvelle hausse des taux au Japon continuant de circuler, un peu prématurément, pense-t-on.

Le deutschemark, enfin, a reculé par rapport au franc, son cours à Paris retombant sous la

barre de 3,39 F : la déclaration du chancelier Kohl la semaine dernière suivant laquelle la réévaluation du mark n'aurait pas lieu a mis fin dans l'immédiat aux rumeurs de « rajustement » du système monétaire européen d'où la formaté du franc.

Tensions inflationnistes

Sur le front des relations monétaires franco-allemandes, on a noté quelques « sorties » françaises plutôt offensives lundi, devant la Chambre de commerce de Francfort. M. Pierre Bérégovoy, a réaffirmé que « s'il est une chose que la France se refuse à importer d'Allemagne, c'est bien de l'inflation », précisant qu'une « réévaluation du deutschemark signifierait que la RFA réduirait les prix de ses produits importés au détriment de ses partenaires européens, lesquels connaîtraient des tensions inflationnistes. La stabilité d'ensemble du SME risquerait de s'en trouver compromise ».

Jettant une pierre dans le jardin allemand et évoquant les déséquilibres commerciaux en Europe, M. Bérégovoy a souligné qu'il fallait « s'interroger sur les causes d'une progression restée longtemps languissante de la demande intérieure en RFA et, en particulier, de la consommation ».

Lui faisant écho deux jours plus tard, à la Journée internationale

des banques, toujours à Francfort, M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, a déclaré qu'« il serait absurde qu'un pays comme le mien permette que des pressions inflationnistes y soient imposées du fait d'un changement de parités ». Rappelant que l'écart d'inflation entre la RFA et la France n'était plus que de 0,3 % actuellement contre 1,5 % en 1988 et 6,7 % en 1979, il s'est demandé si « les pays qui ont des excédents persistants ne devraient pas remettre en cause de manière plus résolue des protections et des rigidités internes qui compliquent leur propre situation et celle de leurs voisins ? ».

Notons, toutefois, qu'à partir de janvier prochain l'écart d'inflation de la France avec la RFA pourrait se creuser un peu, la progression des prix allemands s'effectuant par rapport à des bases précédentes, artificiellement gonflées par une augmentation des taxes, précisément en 1988. Rappelons également que l'INSEE prévoit une hausse des prix de 3,7 % en France pour l'année prochaine, et que le cycle de l'inflation pourrait revenir à 2,8 % outre-Rhin, ce qui compliquerait un petit peu la situation.

FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 6 AU 10 NOVEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEU	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,9808	15,8856	61,3128	53,8358	2,5674	47,7441	6,8738	
Paris	1,5789	15,8846	61,2228	54,2446	2,5626	48,8538	6,8738	
Bruxelles	5,9461	0,2959	—	385,36	16,1617	390,55	4,6591	
Amsterdam	9,8219	0,2659	—	386,76	16,1617	390,55	4,6591	
Zurich	2,5762	2,6818	26,8884	—	87,6882	4,1824	77,7106	1,2625
Frankfurt	2,5762	1,6178	26,8884	—	87,7487	4,1774	77,7271	1,1942
Bruxelles	2,8246	1,8575	26,9772	113,68	—	4,7689	88,6846	1,3719
Bruxelles	2,8943	1,8435	26,4681	113,97	—	4,7611	88,5872	1,3610
Bruxelles	61,541	38,95	4,1874	23,8811	28,3698	—	18,5963	2,8766
Bruxelles	61,7904	38,72	4,1892	23,9382	21,8935	—	18,6064	2,8686
Amsterdam	3,3953	2,8945	33,772	128,41	112,76	5,3745	—	1,5363
Amsterdam	21,59	1,54	21,59	838,16	728,94	34,7625	646,45	—
Milan	21,59	1,54	21,59	838,16	728,94	34,7625	646,45	—
Tokyo	224,98	143	22,7164	87,6702	76,9852	3,6713	68,7748	6,1056
Tokyo	224,98	143,58	22,9628	88,5935	77,7325	3,7689	68,8611	6,1058

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 10 novembre, 4,021 F contre 4,3657 F le vendredi 3 novembre.

MATIÈRES PREMIÈRES

L'inquiétude des céréaliers français

Si les cours du blé restent fermes en ce milieu d'automne — ils s'établissent autour de 4 dollars le boisseau au jour le jour —, les céréaliers français sont inquiets. L'Union française, qui leur achète bon ou mal un quelque trois millions de tonnes de blé, s'est jusqu'à présent abstenue de toute commande depuis le début de la campagne 1989-1990, amorcée fin juillet.

Le président de l'ONIC (Office national interprofessionnel des céréales), M. Daniel Tournay, a fait état le 8 novembre de cette situation délicate, estimant que Moscou ne devrait pas acheter de blé français avant le début de l'année prochaine. Pour atteindre les objectifs nationaux d'exportation, situés entre 8,5 et 9,5 millions de tonnes, il faudrait selon lui que l'URSS et la Chine se portent acquéreurs de 7 millions de tonnes

de blé avant la fin de la campagne en cours.

Le peu d'appétit des Soviétiques pour le grain tricolore tient à plusieurs motifs. Ils tablent d'abord sur une récolte de blé de 88 millions de tonnes pour 1989, supérieure de 3,5 millions de tonnes à celle de l'année précédente. Ils attendent dans ces conditions de connaître les premiers résultats du programme mis en place par Mikhail Gorbatchev visant à réduire en devises les surplus livrés par les agriculteurs.

Il semble que cette incitation ne s'est pas traduite, loin s'en faut, par une augmentation des livraisons et c'est pourquoi les professionnels comptent sur des achats soviétiques dès janvier. Une autre raison de l'abstention de Moscou vis-à-vis du blé français tient aussi à la préférence actuellement manifestée pour le blé... britannique, jugé comme étant de très bonne qualité et surtout moins cher que la marchandise française, en raison de frais de transports intérieurs moins élevés.

Le grain britannique se traite à 4 ou 5 dollars par tonne en deçà du prix proposé pour les producteurs de l'hexagone, et cela suffit à faire la différence auprès des acheteurs soviétiques. Les opérateurs français estiment cependant que cet écart devrait bientôt se réduire, le Royaume-Uni ne disposant plus de beaucoup de grain pour l'exportation.

Mais en réalité, l'URSS apparaît cette année comme un petit acheteur de blé, si on compare ses besoins à ceux des années précédentes. Les estimations de ses importations totales pour 1989-1990 sont de 11 millions de tonnes, contre 15 millions de tonnes en 1988-1989 et 22,2 millions de tonnes en 1987-1988. L'ONIC explique cette diminution à la fois par l'amélioration des récoltes, tant

en quantité qu'en qualité, et par la « réaffectation des devises disponibles à la production locale plutôt qu'à l'importation ».

Enfin, l'Union soviétique préfère pour l'instant jeter son dévolu sur les céréales fourragères, en achetant beaucoup de maïs, compte tenu de ses prix nettement inférieurs à ceux du blé. Elle a ainsi acquis en septembre quinze jours 8 millions de tonnes de maïs livrables dans les prochaines semaines.

Pour la campagne en cours, les engagements de vente en blé tendre (panifiable) de la CEE s'élèvent à 5,07 millions de tonnes, dont 3,15 millions de tonnes pour la France. La Communauté a ainsi pris des options fermes avec la Turquie (1,3 million de tonnes, dont 1 million de tonnes de blé français), l'Iran (700 000 tonnes, dont 200 000 tonnes « France »), la Syrie (400 000 tonnes, dont la moitié « France »), l'Algérie (250 000 tonnes), le Maroc (240 000 tonnes), et la Tunisie (250 000 tonnes), ces trois pays du Maghreb étant servis exclusivement en grain français. La non-vente de blé à la Chine a enfin été motivée, selon l'ONIC, par des « raisons politiques » liées aux événements du printemps dernier à Pékin.

ERIC FOTTORINO

Un nouvel accord sur le jute. — Les pays producteurs et consommateurs de jute ont signé début novembre un nouvel accord de cinq ans qui remplacera en 1991 l'accord actuel. Cet instrument, qui ne prévoit aucune clause économique de stabilisation des prix, vise à promouvoir l'utilisation du jute (pour les sacs, tapis, papiers peints), face à la concurrence des fibres synthétiques. Le jute est principalement produit au Bangladesh, en Inde, en Chine, en Thaïlande et au Népal. L'URSS, qui a participé aux discussions, n'a pas adhéré à cet accord.

سكنا من الاصل

هكذا من الالهي

CAMBODGE : le retour des Khmers rouges

Washington et Londres sont contraints de modifier leurs positions sur le conflit

A l'approche du débat de l'Assemblée générale de l'ONU sur le Cambodge, qui doit s'ouvrir le 15 novembre, les gouvernements occidentaux commencent à réviser leurs positions respectives sur le conflit.

M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, vient d'annoncer une « adaptation » de la ligne britannique pour tenir compte des changements intervenus récemment au retrait des troupes vietnamiennes — et « pour qu'il soit bien clair que nous n'appuyons d'aucune façon les Khmers rouges ». Londres a également décidé d'envoyer « dans quelques semaines » à Phnom-Penh un diplomate pour la première fois depuis 1975.

Auparavant, Washington avait avancé l'idée, pour sortir la négociation de l'impasse, d'une « participation minimale » des Khmers rouges à un gouvernement de transition, une solution baptisée « formule Baker », du nom du secrétaire d'Etat américain. Dans la même veine, M. Baker a ajouté, cette semaine à Canberra, qu'il serait « intéressant » de voir si la Chine, qui soutient les Khmers rouges, est prête à porter la responsabilité, le cas échéant, de leur retour au pouvoir.

Les récents développements sur le terrain sont à l'origine de cette

révision. Profitant du vide laissé par le retrait, fin septembre, d'un dernier contingent de troupes vietnamiennes du Cambodge, la coalition armée en lutte contre le régime de Phnom-Penh a marqué des points, notamment dans l'ouest du pays, à la frontière de la Thaïlande. Comme on s'y attendait, la guérilla des Khmers rouges s'est montrée plus dangereuse que celles des Sihanoukistes et du Front de M. Son Sam. En d'autres termes, le soutien occidental à la coalition présidée par le prince Sihanouk a relancé le débat sur le risque d'un retour des Khmers rouges au pouvoir. Les médias s'en sont emparés, l'opposition travailliste en Grande-Bretagne a interpellé le gouvernement, le Congrès américain s'est divisé.

Autre problème : les Etats-Unis exigeaient du Vietnam qu'il retire ses troupes du Cambodge avant d'établir des relations diplomatiques avec Hanoï et de lever le blocus économique qu'eux-mêmes et leurs alliés lui imposent. Depuis le retrait militaire vietnamien, cette position s'est modifiée, puis, comme le souligne un projet de résolution qui sera présenté le 15 novembre à l'ONU par les alliés régionaux des Américains — avec le soutien de quelque soixante-dix pays, — « tout retrait des forces étrangères sans supervision, contrôle ou vérification de l'ONU n'entre pas dans le cadre d'un règlement politique global ». Après l'échec de la Conférence de

Paris sur le Cambodge et en l'absence d'un règlement, on propose donc à l'ONU, où le siège du Cambodge est toujours détenu par la coalition que préside le prince Sihanouk, une déclaration de non-reconnaissance du retrait des troupes vietnamiennes.

Embarras

Or un rapport officiel américain en date du 6 octobre estime que d'un point de vue stratégique, nous pouvons sans risque dire que l'armée vietnamienne s'est, en fait, retirée du Cambodge. Ce qui « veut dire que, même si quelques éléments demeurent sur place, le Vietnam n'a plus au Cambodge d'unités militaires organisées et capables de procéder à des opérations de combat ». Bref, les Vietnamiens se seraient tout autant retirés du Cambodge que les Soviétiques d'Afghanistan sept mois plus tôt. Et l'armée de Phnom-Penh, toutes proportions gardées, bénéficie d'un ravitaillement en matériel de guerre soviétique aussi volumineux que celle de Kaboul.

Washington et Londres, qui offrent une aide aux mouvements de M. Son Sam et du prince Sihanouk, vont continuer de soutenir à l'ONU la coalition que préside le prince. Mais la publicité faite autour des succès, encore que relatifs, des Khmers rouges sur le terrain plonge les deux capitales dans l'embarras. La seule solution serait de reprendre, le plus tôt serait le mieux, le fil de la négociation, ce

qui explique pourquoi, revenant sur sa position antérieure, Washington a demandé, voilà dix jours, à la Chine, à l'URSS et à la France d'user de leur influence pour imposer une solution aux Cambodgiens.

Même si Paris a fourni des armes aux partisans de Sihanouk, la position de la France demeure plus en retrait, ne serait-ce que parce qu'elle fut l'hôte des négociations sur le Cambodge. Le gouvernement français, qui n'a jamais reconnu que Sihanouk et voté que pour lui à l'ONU, envisage cependant d'infirmer également sa ligne. Une Alliance française va s'ouvrir à Phnom-Penh, et M. Roland Dumas se rendra au Vietnam en février, une visite reportée de quelques semaines en raison des charges du calendrier du ministre français des affaires étrangères.

Même si des divergences subsistent, notamment entre les Français, d'une part, et les Anglais et les Américains de l'autre, l'obligation de prévenir un éventuel retour des Khmers rouges au pouvoir prend du poids. Le retrait vietnamien du Cambodge a fragilisé le régime de Phnom-Penh, dont l'armée n'avait pas encore été véritablement testée. Mais il a, du même coup, mis en relief le risque Khmers rouges, que les Occidentaux peuvent difficilement assumer. Cela ne fait sans doute pas l'affaire de la diplomatie chinoise, déjà fortement isolée. Mais on pourrait y trouver matière à tenter de relancer la négociation sur de nouvelles bases.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Les cérémonies du 11 novembre

Placée sous le signe de la Mar-seillaise, la commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918 devait avoir, cette année, des allures de bicentenaire. Aux cérémonies de samedi matin à l'Arc de triomphe, présidées par M. François Mitterrand, le message était concrétisé par le rapprochement des « poilus » de 14-18 en bleu horizon et de l'armée révolutionnaire en tenue de la garde nationale, et de deux canons datant respectivement de 1792 et de 1918. Le monument était décoré d'une affiche agrandie du dessinateur Jean Carlu représentant Rouget de Lisle suivi d'une cohorte de « poilus ». Une gerbe devait d'ailleurs être déposée samedi après-midi sur la tombe du créateur de l'hymne national en l'église Saint-Louis des Invalides.

Comme chaque année, le chef de l'Etat devait décorer des anciens combattants, remettant les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à six anciens soldats de la première guerre mondiale, âgés de

quatre-vingt-dix à quatre-vingt-dix-huit ans. Accompagné du premier ministre, M. Michel Rocard, et du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, M. Mitterrand devait ensuite s'incliner devant la statue de Georges Clemenceau, président du Conseil et ministre de la guerre en 1918. Une plaque à la mémoire du « père La Victoire » devait en outre être inaugurée à la station de métro « Champs-Élysées-Clemenceau ».

Toutes les communes de France devaient, elles aussi, célébrer l'armistice. A Nouméa, après la cérémonie traditionnelle, des manifestants (350 à 400 selon les organisateurs) se sont rendus au haut-commissariat à la République pour protester contre le projet de loi d'amnistie des crimes de sang en Nouvelle-Calédonie, à l'appel d'associations d'anciens combattants, du Front national et du Front calédonien (petit parti d'extrême droite opposé aux accords de Matignon).

L'Académie se rebiffe

Les places réservées aux représentants de l'Académie française aux cérémonies de l'Arc de triomphe le 11 novembre et à la messe des Invalides le 12 resteront vides.

A l'unanimité, les académiciens ont décidé, le 9 novembre, ce « boycottage » (« rupture concertée de toute relation avec un groupe », dit leur dictionnaire) pour protester contre le décret du 13 septembre dernier qui a fait rétrograder leur secrétaire perpétuel de la sixième à la vingt-quatrième place dans la

hiérarchie protocolaire des corps constitués de la République, après le préfet de police ou le président de région.

Quant aux académiciens, ils sont relégués après toutes sortes d'organismes, dont la Commission de contrôle des opérations de Bourse.

Qu'en ont-ils pensé si Léon Blum, en 1936, avait modifié les préséances de l'Etat pour faire passer les agents de change avant Henri Bergson ou Paul Valéry ?

A.P.-D.

L'ESSENTIEL

Il y a trente ans, le plate-forme de Bad-Godesberg... 2

Les conflits régionaux en URSS

Violents affrontements en Moldavie... 4

Le budget à l'Assemblée nationale

Solidarité, santé, protection sociale : l'augmentation des crédits n'a pas permis d'éviter la réserve... 7

Les livres politiques

Pauvres enfants gâtés, par André Laurens... 8

Publicité : un Mondial francophone

La troisième édition du Mondial de la publicité francophone a été marquée par la présence d'agences de publicité de nombreux pays africains... 8

« Le Canard enchaîné » et Jacques Médéric

Sans le nommer, le Canard enchaîné, dans sa dernière édition, a consacré un long article aux différentes découvertes qui auraient été faites par la police au domicile d'un homme politique connu. En le nommant, ses proches volent au secours de Jacques Médéric... 9

Au secours des femmes battues

Une campagne nationale contre la violence conjugale sera lancée en France à partir du 15 novembre... 9

Les récriminations du professeur Stehelin

Dans une lettre ouverte adressée au comité suédois, le chercheur de Lille s'indigne de n'avoir pas été associé au dernier prix Nobel de médecine. 9

Mémoires d'une sœur

Maximilien Robespierre avait une sœur, aimante, mais possessive. Reine Barthe et Jean-Marie Lehec se sont servis de ses Mémoires pour leur spectacle, Charlotte de Robespierre... 10

Histoire d'un mythe

La vraie histoire de la Bastille, fortifiée, prison, place, fait l'objet d'une exposition. Ce sont les aventures du Bicentenaire... 10

L'avenir des Chantiers de La Ciotat

Ultimes négociations entre Lexmar et le conseil général des Bouches-du-Rhône... 13

Le nucléaire en Grande-Bretagne

Le projet de privatisation est ajourné... 13

Crédits, changes, grands marchés

La Bourse de Paris sous l'emprise du doute. Veni d'Est pour le dollar. L'inquiétude des céréaliers français... 14 et 15

Services

Abonnements... 2

Carnet... 12

Mots croisés... 12

Météorologie... 11

Spectacles... 11

Télévision... 12

La télématique du Monde... 3615 LEMONDE

Le numéro du « Monde » daté 11 novembre 1989 a été tiré à 529 798 exemplaires

GRÈCE

M. Mitsotakis a renoncé à former un gouvernement

Le leader conservateur, M. Constantinos Mitsotakis, président du parti Nouvelle Démocratie, arrivé en tête lors des élections législatives du 5 novembre, mais sans majorité absolue, a renoncé vendredi 10 novembre à former un gouvernement. Une mission exploratoire de trois jours, telle celle qu'il avait été chargée, a été confiée le jour même à M. Andréas Papandréou, président du PASOK (Parti socialiste).

Après avoir rencontré M. Papandréou, M. Harilaos Florakis, leader de la coalition de la gauche et du progrès (dominée par les communistes), et le député indépendant Apostolos Lazaris, et leur avoir proposé de former un « gouvernement d'union nationale » de courte durée, M. Mitsotakis n'a pu parvenir à un accord.

M. Papandréou s'est prononcé pour un gouvernement soutenu par le PASOK, la Coalition de gauche et du progrès, le député Apostolos Lazaris et celui de la liste Ecologistes-alternatifs, dont le siège est contesté par la Nouvelle Démocratie. — (AFP.)

EN BREF

■ Une émission pour les victimes du séisme de Tipasa, dimanche 12 novembre de 14 heures à 20 heures, à laquelle devaient participer Edmond Charles-Roux, Lakkar Hamina et plusieurs autres personnalités.

■ M. Philippe Guillaume : la gestion de FR3 doit être transparente et claire. M. Philippe Guillaume, président d'Antenne 2 et FR3, a indiqué à Bordeaux, le vendredi 10 novembre, que « l'entreprise FR3 doit être présente tous les jours de l'année, ouverte le matin et gérée de façon transparente et claire ». Il a annoncé la mise en place en janvier d'un contrôle de gestion et d'un contrôle quantitatif et qualitatif des télé-spectateurs des deux chaînes publiques. « La faiblesse de FR3, a-t-il précisé, n'est ni technique ni financière mais elle est due à une question d'ambition et d'identité ». En soulignant que les centres de production de FR3 « comptent trois fois plus de cors de reportage, trois fois plus de plateaux qu'il n'en faut et un nombre de caméras qui pour valent épuiser la France et l'Espagne réunies », M. Guillaume a indiqué que « si FR3 doit investir, c'est dans ses personnalités ».

■ SÉNÉGAL : le différend territorial avec la Mauritanie. — Le Sénégal, toujours en litige avec la

Un juge d'instruction poursuit Christine Ockrent en diffamation

La journaliste Christine Ockrent et M. Claude Contamine, ancien PDG d'Antenne 2, ont été inculpés, mercredi 8 novembre, de diffamation par M. Ivan Auriel, juge d'instruction à Angers. Ces inculpations font suite à la plainte pour violation du secret de l'instruction à Nantes, dans le cadre de l'affaire dite des « têtes coupées », dans laquelle M. Dubigeon avait, pour tenter d'établir les circonstances d'une mort violente, fait procéder à une peu banale expertise de criminalistique (le Monde des 16 et 17 octobre 1988). Il y a quelques semaines, dans le cadre de cette même affaire, M. René Jaffré, ancien bâtonnier de Nantes, avait déjà été inculpé pour complicité de diffamation.

Au tout début, il y avait eu la disparition — c'était en 1986 — de Marie-Thérèse Baudry, trente-six ans, tenancière du Tropic-Bar, un débit de boissons nocturne de Nantes. Son corps n'avait été retrouvé qu'en novembre de l'année suivante dans la région d'Angers, au fond d'un puits, recouvert sous 3 mètres de béton et dans un bain de chaux vive. Après l'inculpation de Louis Mariotti, quarante-huit ans, propriétaire de l'établissement et principal suspect, M. Gilles Dubigeon, juge d'instruction chargé de ce dossier, avait tenté d'établir les circonstances exactes de la mort de la tenancière du Tropic-Bar. C'est

ainsi qu'avait été réalisée, sous l'autorité du professeur Rodat, médecin légiste à Nantes, une expertise criminalistique hors de l'ordinaire. Celle-ci avait consisté à faire tirer par un moniteur de la CRS 42 de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) plusieurs balles de calibre 11-43 (une douille de 11-43 avait été retrouvée au Tropic-Bar après la disparition de la victime) dans les têtes de cinq cadavres humains. Il s'agissait là de déterminer si les lésions osseuses observées sur le crâne de la victime pouvaient correspondre à des orifices provenant de projectiles de calibre 11-43 ou, au contraire, résulter de l'action de la chaux vive.

Initialement révélée par le quotidien Ouest-France, l'affaire avait, en octobre 1988, fait l'objet de nombreux commentaires dans les milieux judiciaires comme dans la presse, écrite et télévisée, ce qui explique les inculpations pour diffamation qui viennent d'être prononcées.

Au-delà de l'aspect, souvent spectaculaire, inhérent à toute investigation de nature criminalistique, cette affaire soulève, sur le fond, le problème difficile du respect que l'on doit à la déposition humaine, les cadavres utilisés à Nantes étant ceux de personnes qui, de leur vivant, avaient fait don de leur corps à la médecine et à la science (« Le Monde Sciences et Médecine » du 26 octobre 1988). Y a-t-il, ou non, en l'espèce, atteinte à cette « mémoire des morts », qui, en toutes circonstances, doit impérativement être protégée par le médecin, quand bien même est-il spécialiste de médecine légale ? Sans doute faut-il, pour comprendre la très vive émotion que continue aujourd'hui de soulever cette affaire, rappeler que, comme l'indique un spécialiste résolvant l'avis général des milieux médicaux et judiciaires spécialisés, « la discrétion dans ce domaine devrait être la règle, puisqu'il est très difficile d'expliquer au plus grand nombre la nécessité de l'expérimentation sur les cadavres humains ».

JEAN-YVES NAU

GLOBE
JE ME SOUVIENS...
LES ANNÉES 80
UN BILAN PAR
24 ÉCRIVAINS
(EN ASSOCIATION AVEC LA S.E.P.T.)

LA BOURSE EN DIRECT
LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse
BOURSE
3615 LEMONDE

GLOBE
POUR VOS LONGUES
SOIRÉES D'HIVER
TOUS LES
APHRODISIAQUES
24 PRODUITS TESTÉS